

inprecor

● correspondance de presse internationale
inprecor

18^e Congrès mondial de la IV^e Internationale

février 2025



n° 732

mai 2025

5,50 € / 8 CHF



Aux abonné-es !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PECI-INPRECOR, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France
Tél. : +33 1 48 70 42 25

E-mail : redaction@inprecor.fr

Directeur de publication, gérant :
Jan Malewski

Rédacteur en chef : Antoine Larrache

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

Belgique : agrément n° P928275

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies, prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

Éditorial

Penelope Duggan et Antoine Larrache

Prendre la mesure de la crise du capitalisme 3

Notice

Les votes du 18^e congrès de l'Internationale 6

Les textes des précédents congrès de la Quatrième Internationale 6

Textes adoptés

Alors que les crises convergent, le défi de savoir comment avancer pour ceux d'en bas 7

Palestine : Une attaque impérialiste contre l'ensemble du Moyen-Orient 20

Résolution sur la guerre en Ukraine 23

Notre orientation et nos tâches dans les mouvements sociaux 25

Résolution sur les tâches de construction du parti pour la Quatrième Internationale 35

COP 30 : catalyser un renouveau des luttes 45

Diverses motions de solidarité 47

Vos livres et revues, votre abonnement à **inprecor** sur internet: la-breche.com

Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (M° Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12 h à 20 h et le lundi de 14 h à 20 h

Les anciens numéros



Les réseaux sociaux



Pour que inprecor puisse continuer, Faites le connaître ! Abonnez-vous !

Abonnement

(11 numéros par an)

- | | | | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|--------------------------|-------------------------------|--------------------------|
| ● France - DOM-TOM - Europe - Afrique | 30 € (6 mois) | <input type="checkbox"/> | 55 € (1 an) | <input type="checkbox"/> |
| ● Autres destinations | 39 € (6 mois) | <input type="checkbox"/> | 71 € (1 an) | <input type="checkbox"/> |
| ● Pli fermé | 50 € (6 mois) | <input type="checkbox"/> | 90 € (1 an) | <input type="checkbox"/> |
| ● Moins de 25 ans et chômeurs | 20 € (6 mois) | <input type="checkbox"/> | | |
| ● Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations) | | | 92 € (1 an) | <input type="checkbox"/> |
| ● Abonnement de soutien | | | (à partir de 60 €, pour 1 an) | <input type="checkbox"/> |
| ● Découvrir <i>Inprecor</i> (réservé aux nouveaux abonnés ; 12 €, pour 3 mois) | | | | <input type="checkbox"/> |
| ● Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 €) | | | | <input type="checkbox"/> |
| ● Abonnement PDF (pas d'envoi papier) | | | 25 € (1 an) | <input type="checkbox"/> |
| ● Abonnement supplémentaire pour la diffusion à prix réduit | | | 40 € (1 an) | <input type="checkbox"/> |

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail :

● Virements bancaires à "PECI", à adresser au Société Générale, Agence Nation Jaucourt, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30003 / 02795 / 00020066402 / 86.

IBAN : FR76 3000 3027 9500 0200 6640 286 BIC : SOGEFRPP

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France (éviter les chèques hors de France en raison des frais bancaires).

Pour continuer, inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser inprecor autour de vous !

Prendre la mesure de la crise du capitalisme

Le 18^e congrès de la Quatrième Internationale s'est tenu fin février 2025 en Belgique, sept ans après le précédent. Cela a été l'occasion d'une discussion approfondie sur la crise globale et multiforme du capitalisme, notamment la montée des tensions et du militarisme, et les réponses à y apporter, en particulier avec l'adoption d'un manifeste écosocialiste.

Par
Penelope Duggan
et Antoine Larrache

En ouverture du congrès, la direction sortante a rappelé que depuis le précédent congrès en 2018, le monde avait connu des bouleversements majeurs – Covid, guerres, soulèvements, montée de l'extrême droite, aggravation de la crise écologique, et les défis nouveaux et difficiles auxquels nous sommes confronté-es. L'arrêt forcé de nombreuses activités militantes, notamment au niveau international, imposé par la pandémie de Covid, a rendu la préparation de ce congrès particulièrement difficile, car le long processus de discussions et d'échanges internationaux, nécessaire à une discussion collective et multilingue, a commencé alors que nous ne pouvions nous rencontrer qu'en ligne.

Un hommage a été rendu à toutes et tous les camarades victimes de la pandémie, de la violence d'extrême droite, notamment aux Philippines et au Brésil, des guerres, en particulier en Ukraine, et aux camarades contraint-es à l'exil, notamment à Hong Kong et en Russie.

En particulier, le Congrès s'est souvenu de ceux et celles qui ont été étroitement associé-es à la direction de la Quatrième Internationale et qui sont décédé-es depuis 2018 : Helena Lopes da Silva (Portugal), ancienne candidate à la présidence et militante anticoloniale ; Tito Prado, dirigeant de Súmate, Pérou ; Alain Krivine, le militant de la Quatrième Internationale le plus connu en France ; Rosario Ibarra, candidate à la présidence et militante des droits humains au Mexique, Marijke Colle, militante écologiste et féministe de premier plan dans nos rangs en Belgique ; Hugo Blanco, légende

du mouvement paysan andin ; Neil Wijethilaka, syndicaliste et dirigeant au Sri Lanka ; Ahlem Belhadj, dirigeante féministe

de grande renommée en Tunisie et Stálin Pérez Borges, syndicaliste et dirigeant politique au Venezuela. Le Congrès a commémoré le décès du remarquable dirigeant de la IV et économiste marxiste Ernest Mandel il y a tout juste trente ans.

Environ 150 camarades – délégué-es, membres de la direction sortante, représentant-es d'organisations sympathisantes et d'observateurs permanents et

invité-es – représentant 42 pays et 60 organisations se sont réuni-es pour cinq jours et demi de discussions intensives (1). Ils et elles ont toutes contribué aux discussions, apportant une vision large de la situation mondiale.

Les participants représentaient un large éventail d'âges : si seulement 8 % d'entre elles et eux avaient moins de 30 ans, près de 50 % avaient moins de 50 ans ; plus de la moitié militent depuis moins de 20 ans. Cela témoigne d'un renouvellement bienvenu de nos militant-es.

1) Les pays représentés étaient les suivants. Afrique : Algérie, Maroc, Afrique du Sud. Asie : Chine, Inde, Indonésie, Japon, Pakistan, Cachemire, Philippines, Sri Lanka. Europe : Autriche, Belgique, Grande-Bretagne [Angleterre/Pays de Galles et Écosse], Danemark, France, Allemagne, Grèce (2 délégations), Irlande, Italie (2 délégations), Pays-Bas, Norvège, Portugal (2 délégations), Russie, État espagnol, Suède, Suisse (2 délégations), Turquie, Ukraine. Amérique latine : Argentine (2 délégations), Brésil (9 délégations), Colombie, Mexique (4 délégations), Panama (2 délégations), Paraguay, Pérou, Porto Rico, Uruguay, Venezuela. Moyen-Orient : Liban. Amérique du Nord : Canada et États-Unis (3 délégations). Les organisations du Bangladesh, des Antilles françaises, de l'Équateur et d'Australie n'ont pas pu participer.

“ 150 camarades
représentant 42 pays
et 60 organisations
se sont réuni-es. ”



**Penelope
Duggan**

Penelope Duggan et Antoine Larrache sont membres de la direction de la IV^e Internationale et militant-es du NPA-L'Anticapitaliste.

© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.



La salle du congrès. Il n'est pas permis de prendre des photos des débats en raison des menaces qui existent pour la sécurité de différent-es camarades. © Inprecor

Une campagne militante autour du Manifeste pour la révolution écosocialiste

Le grand événement de ce congrès est donc l'adoption d'un *Manifeste pour la révolution écosocialiste*, qui aborde à la fois l'ampleur de la crise du système, les mots d'ordre anticapitalistes pour faire face à cette catastrophe en cours et des éléments de projet de société. Le *Manifeste* montre l'impasse actuelle du système, comment

les guerres et la crise climatique placent l'ensemble du monde dans une situation terrifiante, destructrice, qui ne pourra être jugulée que par une révolution qui renverse le mode de production et engage des transitions phénoménales dans tous les domaines. En particulier, le *Manifeste* propose de faire face au pillage de la planète et des êtres humains en particulier, soulignant le fait que les 1 % les plus riches consomment deux fois plus de CO₂ que les 50 % les plus pauvres, ce qui montre à la fois à quel point les capitalistes captent les richesses et la possibilité que les êtres humains vivent bien mieux tout en consommant globalement beaucoup moins qu'aujourd'hui. Le *Manifeste* reprend à son compte les documents programmatiques historiques comme le *Manifeste du Parti communiste* ou le *Programme de transition*, en les actualisant. Il s'agit ainsi d'attaquer la propriété privée des moyens de production, diminuer le temps de travail, œuvrer

à l'épanouissement de tou-ttes, massifier les transports collectifs gratuits, appliquer des droits fondamentaux comme l'accès à l'eau, au logement, à la santé, etc. Dans le cadre d'un projet militant visant à l'auto-activité et l'auto-organisation des classes laborieuses.

Le *Manifeste* aborde de nombreuses thématiques, mais un débat a eu lieu sur l'utilisation ou non du terme de « décroissance ». Il a été décidé très majoritairement que nous nous projetons dans une « *décroissance mondiale dans le contexte d'un développement inégal et combiné* », qui signifie qu'à l'échelle mondiale il faudra drastiquement réduire les émissions de carbone, sous peine de voir la vie humaine en danger mortel, par centaines de millions de personnes, en particulier dans les pays dominés, mais que dans ces derniers il faudra continuer à augmenter la capacité à satisfaire les besoins, que ce soit en termes d'infrastructures ou de biens divers.

Une campagne militante internationale sera développée autour de ce *Manifeste*, que nous voulons diffuser et faire connaître largement, afin qu'il soit un outil pour les luttes et pour le regroupement des forces révolutionnaires.

Une situation internationale d'une grande violence

Le débat sur la situation internationale a permis d'aborder, en plus de la

crise globale du capitalisme, l'accélération actuelle des rapports de forces mondiaux, qui combine un renforcement du caractère violent et prédateur des dominations impérialistes et une montée des tensions entre les puissances impérialistes. Nous assistons à des guerres dans une trentaine de pays du monde, le vol des richesses, une guerre menée contre les migrant-es, des attaques généralisées contre les classes laborieuses. La montée de l'extrême droite, déjà arrivée au pouvoir dans de nombreux pays, est un des éléments de cette montée des périls. L'élection de Trump a d'ailleurs montré une nouvelle accélération de la situation, des menaces qui pèsent sur les exploité-es et les opprimé-es. Cela a été discuté en détail, comme le génocide en Palestine et les mobilisations auxquelles nous contribuons, notamment grâce à la présence d'une déléguée du Groupe communiste révolutionnaire du Liban.

La présence de camarades d'Ukraine et de Russie a permis également d'enrichir la discussion sur la guerre en Ukraine, qui a fait l'objet de positions divergentes. La résolution qui a été adoptée insiste sur la nécessité de soutenir la résistance, armée et non armée, du peuple ukrainien, face à l'attaque impérialiste de la Russie de Poutine, mais aussi face aux attaques libérales du président ukrainien Zelensky, sans faire confiance aux impérialistes qui défendent leurs propres intérêts dans cette guerre, comme les revirements des États-Unis le montrent. Nous appuyons donc la résistance par en bas et revendiquons, par exemple, l'annulation de la dette ukrainienne comme un des moyens pour faire face à l'attaque russe. La résolution alternative, qui a été rejetée, voyait la guerre actuelle essentiellement comme une guerre entre l'OTAN et la Russie et, si elle se positionnait également pour le retrait des troupes russes et le droit à l'autodétermination des peuples, elle refusait de voir dans la lutte de l'Ukraine une lutte pour la libération nationale face à la Russie.

Aucune position campiste, c'est-à-dire défendant la Russie contre les impérialistes occidentaux, n'a été défendue, mais cependant le congrès de l'Internationale a décidé de rompre ses relations avec Socialist Action, organisation des États-Unis qui défend une telle position.

Nous avons aussi abordé notre positionnement vis-à-vis des gouvernements de gauche dans le monde (notamment les gouvernements dits « progressistes » en Amérique latine), pour souligner à la fois que nous les défendons contre les attaques des classes dominantes, notamment face à l'extrême droite, et la nécessité de rester indépendants d'eux, en particulier lorsque ceux-ci trahissent les espoirs des classes populaires et leurs revendications en appliquant des politiques libérales, comme c'est le cas dans de nombreux pays.

Développer des visions communes

Un important document a été adopté concernant l'intervention dans les mouvements sociaux et l'orientation que nous y défendons. Nous considérons en effet nécessaire de les construire pour aider le prolétariat – au sens large – à se constituer en classe agissante, par l'unité, ce qui nécessite à la fois de construire les mouvements tels qu'ils sont, avec leurs limites, d'apprendre d'eux, et de défendre nos propres positions, de façon respectueuse et démocratique. En particulier, nous luttons contre les dérives bureaucratiques et défendons l'auto-organisation, mais

aussi l'indépendance par rapport à l'État, une vision internationaliste, la lutte contre les oppressions, tout en posant la question du pouvoir.

Enfin, le document sur la construction du parti aborde des aspects concrets de la construction de l'Internationale et de ses organisations. Il rappelle l'objectif de notre Internationale, qui est « la construction de partis révolutionnaires de masse et d'une Internationale révolutionnaire de masse » et, au regard de l'état complexe du monde et de l'état réel des organisations du mouvement

“ La présence de camarades d'Ukraine et de Russie a permis d'enrichir la discussion sur la guerre en Ukraine. ”

ouvrier et des interventions des sections de l'Internationale, le texte développe des propositions qui doivent permettre de renforcer notre cohérence politique, notre compréhension du monde et donc nos capacités à œuvrer dans le même sens malgré les différences entre nos interventions. Ainsi, nous prévoyons de renforcer nos capacités à nous réunir, nos capacités à publier nos analyses et positions – notamment sur Internet – et renforcer nos instituts de formation (Amsterdam, Manille, Islamabad). Nous constatons d'ailleurs que la nécessité d'une organisation internationale se fait ressentir du fait à la fois des difficultés de la situation mais aussi des immenses mobilisations qui ont lieu très réguliè-

ment dans le monde, et dans lesquelles nous intervenons : en Inde, en Algérie, en Europe, au Brésil, aux États-Unis, aux Philippines, en Ukraine et dans bien d'autres pays.

Le congrès a enregistré un renforcement substantiel de l'Internationale. Pour ce qui concerne le Brésil, cela a provoqué un débat très dur du fait de l'opposition de plusieurs des composantes de l'organisation à l'entrée du Mouvement de la gauche socialiste (MES). Nous allons continuer à travailler pour surmonter cette tension, notamment autour du projet de publier une édition brésilienne/portugaise d'*Inprecor*. Cependant, nous avons enregistré la reconnaissance ou l'expansion de plusieurs sections, ce qui représente une augmentation d'environ 27 % du nombre de membres au niveau mondial : Marabunta et Poder Popular ensemble en Argentine, l'entrée du MES dans la section brésilienne, Anti*Capitalist Resistance et ecosicali.scot nous ont rejoints pour constituer la section britannique, Radical Socialist en Inde, Solidarity aux États-Unis, et en France le projet du NPA-l'Anticapitaliste dans son ensemble de rejoindre la Quatrième Internationale.

Malgré les difficultés de la situation, nous pouvons donc analyser cette convergence de forces comme un signe des possibilités de renforcement du rôle des révolutionnaires pour contribuer à répondre à la crise du système. ■

17 mars 2025



Un moment de solidarité autour des camarades de Russie et d'Ukraine. © Inprecor

Les votes du congrès de l'Internationale

Nous publions dans ce numéro spécial d'*Inprecor* les textes adoptés par le congrès mondial, qui s'est déroulé du 23 au 28 février 2025.

Le *Manifeste* pour une révolution écosocialiste sera publié séparément, par les éditions La Brèche. Il a été adopté par 124 voix pour, 1 voix contre, 3 abstentions et 4 non-participations au vote (NPPV). Un texte alternatif, « L'urgence climatique ou l'actualité du slogan "communisme ou barbarie" », a été rejeté avec 4 voix pour, 102 contre, 18 abstentions et 2 NPPV.

La résolution sur la situation internationale « Alors que les crises convergent, le défi de savoir comment avancer pour celles d'en bas » a été adopté par 109 voix pour, 12 contre, 6 abstentions et 9 NPPV. Un texte alternatif, « La situation internationale, nos tâches et nos mots d'ordre » a été rejeté avec 3 voix pour, 112 contre, 8 abstentions et 5 NPPV.

La résolution sur la Palestine a été adoptée par 116 pour, 3 contre, 9 abstentions et 4 NPPV. La résolution sur l'Ukraine a été adoptée par 96 voix pour, 26 contre, 3 abstentions et 5 NPPV. Une résolution alternative a été rejetée avec 34 voix pour, 81 contre, 9 abstentions et 0 NPPV.

La résolution « Tâches de construction de la Quatrième Internationale » a été adoptée par 106 voix pour, 14 contre, 1 abstention, 9 NPPV. Une résolution alternative intitulée « Rôle et tâches de la Quatrième Internationale : pas de révolution sans parti révolutionnaire, construire une internationale pour la révolution et le communisme », a été rejetée avec 5 voix pour, 84 contre, 27 abstentions et 11 NPPV.

La résolution « Notre orientation et nos tâches dans les mouvements sociaux » a été adoptée par 107 voix pour, 12 contre, 3 abstentions et 9 NPPV. Une résolution alternative, « Notre intervention dans les mouvements sociaux », a été rejetée avec 3 voix pour, 106 contre, 10 abstentions et 9 NPPV.

Les résolutions minoritaires sont publiées sur le site internet fourth.international. Plusieurs motions organisa-

tionnelles ont été adoptées, notamment concernant les relations de la IV^e Internationale avec diverses organisations, dont le MES du Brésil, le PRT, la LUS, le MSP du Mexique, Marabunta et Poder Popular en Argentine, l'OKDE-Spartakos et la TPT en Grèce, Socialist Action et Solidarity aux États-Unis, le NPA-L'Anti-capitaliste en France.

Des motions politiques supplémentaires ont été votées : « Pas d'agression contre la Syrie », 114 voix pour, 1 contre et 7 NPPV, tandis que diverses motions de solidarité ont été adoptées par 105 voix pour et 6 NPPV.

La nouvelle direction, le Comité International, et la Commission de recours ont été élues par 112 voix pour, 4 NPPV. ■

Les textes des précédents congrès de la Quatrième Internationale

1938 – 1^{er} Congrès (Congrès de fondation) – *Quatrième Internationale*, n°12-13, septembre-octobre 1938 (également *Les congrès de la Quatrième Internationale : Tome 1. La naissance de la Quatrième Internationale 1930-1940*, éditions La Brèche, Paris, 1978).

1940 – Conférence extraordinaire – *Les congrès de la Quatrième Internationale : Tome 1. La naissance de la Quatrième Internationale 1930-1940*, éditions La Brèche, Paris, 1978.

1944 – Conférence européenne – *Quatrième Internationale*, n° 4-5, février 1944.

1946 – Conférence internationale – *Quatrième Internationale*, avril-mai 1946.

1948 – 2^e Congrès mondial – *Quatrième Internationale*, Vol. 6, n° 3-4-5, mars-mai 1948.

1951 – 3^e Congrès mondial – *Quatrième Internationale*, Vol. 9, n° 8-9-10, août-octobre 1951.

1953 – Scission entre Secrétariat international et Comité international.

1954 – 4^e Congrès mondial (Manifeste) – *Quatrième Internationale*, Vol. 12, n° 6-7-8, juin-août 1954.

1957 – 5^e Congrès mondial – *Quatrième Internationale*, numéro spécial, décembre 1957.

1961 – 6^e Congrès mondial – *Quatrième Internationale*, numéro spécial n°12, janvier 1961.

1963 – 7^e Congrès mondial (Réunification) – *Quatrième Internationale*, numéro spécial, n°19, 3^e trimestre 1963.

1965 – 8^e Congrès mondial – *Quatrième Internationale*, n° 27, février 1966.

1969 – 9^e Congrès mondial – *Quatrième Internationale*, n° 39, mai 1969.

1974 – 10^e Congrès mondial – *Quatrième Internationale*, n° 16-17, juillet-août 1974.

1979 – 11^e Congrès mondial – *Inprecor* en collaboration avec *Intercontinental Press*, numéro spécial 1979.

1985 – 12^e Congrès mondial – *Quatrième Internationale*, numéro spécial, 17-18 septembre 1985.

1991 – 13^e Congrès mondial – *Quatrième Internationale*, n° 40-41, avril-juin 1991.

1995 – 14^e Congrès mondial – *Inprecor*, numéro spécial 1995.

2003 – 15^e Congrès mondial – *Inprecor*, supplément au n° 488, décembre 2003.

2010 – 16^e Congrès mondial – *Inprecor*, n° 560-561, avril-mai 2010.

2018 – 17^e Congrès mondial – *Inprecor*, n° 649-650, février-mars 2018.

Alors que les crises convergent, le défi de savoir comment avancer pour ceux d'en bas

Il y a quatre ans, il était impossible de prédire à quel point la multicrise – ou convergence des crises capitalistes – allait s'accélérer.

Donald Trump est revenu renforcé à la tête de l'impérialisme hégémonique. Il s'appuie cette fois sur un cabinet et un projet ouvertement néofasciste ou post-fasciste « pur » : le *Projet 2025* de la Fondation Heritage (l'un des groupes de réflexion les plus anciens et les mieux financés de l'extrême droite américaine), repris par le Parti républicain trumpiste. Il représente les secteurs les plus radicaux du capital étatsunien – les tenants du libertarianisme néolibéral et du mépris pour les institutions de la vieille démocratie bourgeoise : les Big Tech, la crypto-finance, le capital-risque, l'industrie fossile, auxquels s'ajoute l'industrie de l'armement, désormais plus lucrative que jamais.

Compte tenu de la profondeur et de la violence des mesures qu'elle applique déjà aux niveaux national et international, l'administration américaine dirigée par Trump et Musk devient une « bombe » intensifiant au maximum tous les aspects de la « multicrise » que nous soulignons dans ce document. C'est un tournant, qui inaugure un nouveau moment dans la situation mondiale. Un moment encore plus instable, dangereux et imprévisible. Trump 2.0 cherche à enrayer le déclin relatif de l'hégémonie américaine observé au cours des dernières décennies en déployant à l'échelle mondiale une suprématie expansionniste, recolonisatrice, prédatrice et annexionniste – une suprématie qui ramènerait les États-Unis à la situation d'hégémonie sans partage de l'immédiat après-guerre. C'est le sens national et international du slogan MAGA, « Make America Great Again ».

Le Trump version second mandat est bien plus actif et dangereux pour les travailleur·ses et les citoyen·nes américain·es, pour la géopolitique, l'économie

mondiale et les rapports de forces internationaux que lors son premier mandat. Pour lui, tout le monde est un ennemi : la Chine en premier lieu, la Russie de son « ami » Poutine, l'ONU et, avec elle, toutes les institutions issues de l'ordre mondial des 80 dernières années, ainsi que les BRICS et tout gouvernement souverain se trouvant sur son chemin. Sans parler des institutions démocratiques bourgeoises américaines elles-mêmes, auxquelles il entend imposer des changements sans précédent.

“ La victoire de Trump a stimulé les mouvements d'extrême droite dans les centres capitalistes et dans les pays périphériques ou semi-périphériques. ”

Fort d'une victoire électorale sans appel, du contrôle du Congrès et de la Cour suprême, d'un ministère de faucons et de milliardaires sans qualifications mais loyaux, Trump est sérieux lorsqu'il menace de reprendre le canal de Panama, de s'emparer du Groenland et d'annexer le Canada, et lorsqu'il annonce explicitement un plan pour « nettoyer » Gaza et déporter ses habitant·es en Égypte et en Jordanie, soutenir la colonisation israélienne de la Cisjordanie, après avoir imposé le récent

cessez-le-feu à un Netanyahou réticent mais complètement soumis. Son administration procède déjà à des expulsions humiliantes et médiatiques (des travailleur·ses immigré·es latino-américain·es et indien·nes, qualifié·es de bandits, arrivent menotté·es dans leur pays).

Le leader mondial des climatosceptiques a annoncé des incitations massives à l'exploration et à l'exploitation des énergies fossiles (« drill, baby, drill ! »), a déjà détruit l'EPA (l'agence américaine de l'environnement) et a ordonné l'annulation du financement de tous les programmes avec lesquels les États-Unis collaboraient à des projets de protection écologique à l'étranger. Le rejet même du « capitalisme vert » par ces nouvelles fractions impérialistes au pouvoir est lié à la concurrence avec la Chine, qui domine les technologies alternatives aux énergies fossiles (éolien, solaire, transport électrique). L'intelligence artificielle, sur laquelle ils parient comme

1) Le 20 avril 2010, une explosion et un incendie considérables sont déclarés sur la plateforme pétrolière Deepwater Horizon. Selon certains experts, la fuite de pétrole représenterait 70 000 barils par jour. Le 15 juillet, British Petroleum annonce avoir réussi à bloquer la fuite. En trois mois, deux à quatre millions de barils se seraient déversés en mer, soit trois fois la quantité déversée lors du naufrage de l'Amoco Cadiz en 1978. NDLR.



Les troupes d'État occupent des parties du campus de l'Université du Texas à Austin pour affronter les manifestants, 2 avril 2024. © Nath Mukherjee Irisoptical – CC BY-SA 4.0

le moyen le plus rapide de dépasser les Chinois, nécessite des ressources énergétiques gigantesques et un contrôle sur toutes sortes de ressources minérales.

Pour mettre en pratique le « America First », les néofascistes désormais soutenus par des secteurs essentiels du capital étatsunien ont besoin du climato-scepticisme, du mépris absolu pour les terribles menaces que la catastrophe écologique fait peser sur la vie de centaines de millions d'êtres humains innocent-es, tout comme ils ont besoin de la haine contre celles et ceux qui sont différent-es, qui résistent, des femmes, des LGBTQIA+. Ils ont besoin de l'exaltation, viriliste et misogyne, de la force comme moyen de s'imposer, de la volonté de soumettre la Chine, la Russie, l'Europe et le monde entier. Mais ils ont avant tout besoin de vaincre les mouvements syndicaux, étudiants, communautaires, féministes, noirs et indigènes, les ONG pro-démocratie, et même la presse bourgeoise américaine critique.

Le projet trumpiste exprime également la nécessité pour ces fractions du capital impérialiste qu'il représente d'empêcher à tout prix – même au prix du démantèlement de l'État américain et de la fin de tout vestige de politique sociale et égalitaire – la transformation démographique des États-Unis en une nation pleinement diverse, majoritairement non blanche, racialement, politiquement, sexuellement et sur le plan religieux, avec la menace politique qui en découle pour l'élite politique et économique Wasp. Comme le soulignent les analyses de Black Lives Matter, il s'agit d'une stratégie de réaction face au danger que la population américaine ne soit plus majoritairement blanche, protestante ou anglo-saxonne,

comme ne l'est plus la Californie (quand on inclut les Latinos, les Afro-Américain-es, les métis, les Asiatiques et les peuples autochtones).

La victoire de Trump a stimulé les mouvements d'extrême droite dans les centres capitalistes et dans les pays périphériques ou semi-périphériques. Les peuples les plus directement menacés par l'impérialisme hégémonique sous Trump sont les peuples du Moyen-Orient, à commencer par les Palestinien-nes. La nouvelle administration américaine devient maintenant, avec le gouvernement génocidaire de Netanyahu, l'avant-garde de l'extrême droite mondiale, avec un soutien total au projet colonial de l'État sioniste. Israël mène actuellement une campagne de terreur massive et une guerre asymétrique qui constituent un saut qualitatif dans la guerre d'apartheid, de colonisation et de nettoyage ethnique qui dure depuis 75 ans. Le premier objectif est d'éradiquer le peuple palestinien par la déshumanisation des Palestinien-nes et une logique suprémaciste. Mais, pays après pays, les réfugié-es et les migrant-ês, les militant-es écologistes, les militant-es de la solidarité avec la Palestine et bien d'autres sont la cible de mesures répressives adoptées par des gouvernements, notamment de droite, officiellement dirigées contre de prétendues menaces « terroristes », « criminelles » ou « antisémites ».

L'administration Trump 2.0 vise également à isoler davantage l'Iran et à l'attaquer, en coordination avec Israël. Une des explications des tentatives étatsuniennes de séparer la Chine de la Russie et de passer des accords distincts avec l'Inde de Modi, est de diviser les BRICS, déjà fragiles. Au Moyen-Orient, neutraliser

Poutine pour qu'il n'interfère pas dans la région – en échange d'une paix pro-russe dans la guerre d'Ukraine – pourrait signifier un nouveau chapitre plus sanglant de la guerre expansionniste israélo-étatsunienne contre l'Iran.

En Europe occidentale, l'impact de Trump, ses menaces, ses tarifs douaniers et son chantage avaient déjà fait pression sur Macron pour élever les dépenses militaires françaises aux 5 % exigés par les États-Unis. Les menaces de l'impérialisme américain contre le Groenland sont, avant tout, une menace contre la population du Groenland, qui se retrouve prise dans une compétition inter-impérialiste qu'elle n'a pas choisie. Mais c'est aussi une menace pour le monde, mis en danger par l'exploitation avide des richesses du Groenland et la militarisation du fragile Arctique. Un simple accident comme celui du golfe du Mexique en 2010 (1) pourrait signifier des dommages irréversibles pour les océans de la planète. De même, un affrontement militaire dans l'Arctique pourrait s'avérer fatal pour les écosystèmes mondiaux. La perspective à court et moyen terme est un renforcement du réarmement général.

Alors que la concurrence économique et géopolitique entre les États-Unis et la Chine s'intensifie sous Trump, le monde deviendra encore plus militarisé ; la menace nucléaire se renforcera et les conflits et les tensions se multiplieront, renforcées par les contradictions exacerbées par le nouveau projet impérialiste. Rien ne se fera sans contradictions importantes. Comment parviendront-ils à déconnecter l'économie américaine de la machine manufacturière chinoise ? Le *New York Times* s'interroge : si l'ennemi central est la Chine, alors pourquoi se battre contre ceux qui pourraient être des alliés

contre elle (en référence à l'Inde, à l'Europe, et aux voisins Mexique et Canada) ? Pourquoi une guerre tarifaire généralisée, qui va faire monter les prix sur le territoire ? Si l'effondrement climatique a le potentiel d'anéantir une grande partie de l'humanité, pourquoi l'encourager ?

C'est lié à la nature du capital en général et de ces secteurs en particulier : face à une réduction sans précédent de la croissance et de leurs taux de profit et d'accumulation après 2008, ils embrassent la solution ultralibérale, guerrière et fasciste. Devant l'impossibilité de rester les gestionnaires d'un système qui garantit des profits extraordinaires pour les différentes fractions du capital, ils choisissent de protéger leurs propres intérêts et d'imposer leurs règles au monde. Un projet mondial de changement d'une telle ampleur et d'une telle virulence ne peut s'imposer sans rencontrer une résistance importante.

Même si les exploités ne disposent pas d'alternatives sociales et politiques issues de la gauche révolutionnaire, les conflits de tous bords s'intensifieront. Les militant·es et sympathisant·es de la IV^e Internationale doivent répondre à ce scénario incertain et difficile par une compréhension et une action révolutionnaires. La crise multidimensionnelle du capitalisme, avec ses monstres – dont l'un se trouve à la Maison Blanche – rapproche la planète de l'effondrement et l'humanité de l'extinction. Notre immense tâche est de contribuer à l'arrêter de toute urgence.

I. Une crise planétaire multidimensionnelle

Les problèmes essentiels de l'humanité sont plus internationaux que jamais. La crise capitaliste est devenue multidimensionnelle pour la société humaine et la Terre. Il y a une articulation dialectique entre les différentes sphères, sans hiérarchie, entre (a) la crise environnementale – qui produit depuis plusieurs années des phénomènes climatiques de plus en plus extrêmes et rapproche le point de non-retour, la limite pour mettre en œuvre des mesures assurant la survie même de l'humanité sur Terre, (b) la phase de stagnation économique de longue durée, et ses conséquences sociales déstructurantes, (c) l'avancée de l'extrême droite sur la voie ouverte par les démocraties et les gouvernements néolibéraux en crise, (d) l'intensification, sur le plan

de la bataille entre les États, de la lutte pour l'hégémonie entre les États-Unis et la Chine, (e) la multiplication et l'intensification, toujours plus dangereuses, des guerres.

La crise de la mondialisation néolibérale a ouvert une nouvelle phase dans l'histoire du capitalisme. Il s'agit d'une période qualitativement différente de celle que nous avons vécue depuis l'instauration de la mondialisation néolibérale à la fin des années 1970, et bien plus conflictuelle du point de vue de la lutte des classes et de la lutte entre les États que celle qui s'est ouverte il y a 33 ans avec l'effondrement de l'Union soviétique et des régimes bureaucratiques d'Europe de l'Est.

1. Qu'est-ce qui caractérise la polycrise actuelle ?

Il existe deux différences majeures entre la situation actuelle et la convergence des crises au début du 20^e siècle, qui ont débouché sur « l'ère des catastrophes » (1914-1946). L'aspect le plus immédiatement menaçant de cette crise multidimensionnelle – qui n'existait pas il y a cent ans – est la crise écologique provoquée par deux siècles d'accumulation capitaliste prédatrice.

L'économie capitaliste mondialisée, basée sur la combustion d'énergies fossiles et la consommation croissante de viande et d'aliments ultra-transformés, aggrave rapidement la crise climatique. Celle-ci remet en cause l'avenir de l'humanité sur la planète. La fonte des pôles et des glaciers accélère la montée des eaux et la crise de l'eau. L'agro-industrie, l'exploitation minière et l'extraction d'hydrocarbures progressent (non sans résistance) sur les forêts tropicales, pourtant essentielles au maintien des systèmes climatiques et de la biodiversité de la planète. Les effets de la crise climatique continueront à se manifester violemment, détruisant les infrastructures, les systèmes agricoles, les moyens de subsistance et provoquant des déplacements massifs de populations.

Mais rien de tout cela ne se produira sans une exacerbation des conflits sociaux.

Le deuxième élément à souligner (très

différent d'il y a cent ans) est l'absence d'alternatives révolutionnaires de masse. En effet, face à ces changements de plus en plus rapides, l'absence d'une alternative au capitalisme crédible aux yeux des masses, l'absence d'une force anticapitaliste ou d'un ensemble de forces dirigeant des révolutions économiques et sociales devient plus aiguë. Le moment d'extrême instabilité du capitalisme et de son système interétatique est aussi celui d'une grande fragmentation politique et idéologique des mouvements sociaux et de la gauche.

2. Les crises se renforcent mutuellement : guerres, reproduction sociale et algorithmes

Une crise multidimensionnelle n'est pas une simple somme de crises, mais une combinaison dialectiquement articulée, dans laquelle chaque sphère a un impact sur les autres et est impactée par les autres. Le lien entre la guerre en Ukraine (avant que le conflit en Palestine éclate) et la stagnation économique a aggravé

la situation alimentaire critique des plus pauvres dans le monde, avec plus de 250 millions de personnes supplémentaires souffrant de la faim en dix ans (2014-2023). Le flux de personnes déplacées par les guerres, le change-

ment climatique, la crise alimentaire et le développement des régimes répressifs augmente, en particulier dans les pays les plus pauvres.

On ne peut expliquer la montée des tensions militaires régionales et internationales, ainsi que la militarisation rapide des discours et des budgets gouvernementaux ou la croissance récente de l'industrie d'armement, sans prendre en compte l'exacerbation de la concurrence sur les marchés mondiaux, l'intensification de l'extractivisme néocolonial et la lutte pour les minerais stratégiques (que ce soit pour la production de véhicules électriques ou d'armes de dernière génération, ou encore pour alimenter l'économie numérique et le monstre qu'est l'intelligence artificielle). Aucune région de la planète n'est exempte de zone de haute tension : le Moyen-Orient, la mer de Chine

“Le moment d'extrême instabilité du capitalisme et de son système interétatique est aussi celui d'une grande fragmentation politique et idéologique des mouvements sociaux et de la gauche.”

Situation internationale

et l'Afrique en sont de bons exemples. L'enchaînement des écocides sur les cinq continents et dans toutes les mers ne s'explique pas non plus s'il n'est pas lié à cette recrudescence des concurrences intercapitalistes et interimpérialistes, qui montre une fois de plus que l'économie de l'armement – surtout après la Seconde Guerre mondiale – est un élément constitutif et permanent de l'impérialisme sous toutes ses formes, lieux et époques.

Le changement climatique, l'appauvrissement des terres, l'accaparement des territoires les plus fertiles par les oligarchies, ainsi que la baisse de la part des salariés dans les revenus nationaux, l'abandon et la détérioration des services de base (santé, éducation, eau, etc.) par les États néolibéraux, ont généré une augmentation des inégalités entre les individus – mais surtout une plus grande distance dans l'accès aux revenus, aux biens et aux richesses entre les pays, les classes sociales, les communautés et les peuples, et entre les hommes et les femmes, les personnes racisées et les autres.

Les perspectives désastreuses dans les domaines environnemental et économique poussent une partie significative des fractions bourgeoises de différents pays à abandonner le projet des démocraties formelles comme meilleur moyen d'obtenir des profits croissants. Des secteurs d'activité de plus en plus importants commencent à soutenir des alternatives autoritaires au sein des démocraties libérales, ce qui conduit au renforcement des mouvements fondamentalistes de droite et des gouvernements d'extrême droite sur tous les continents. Il existe une

fracture – dont la pérennité reste à vérifier – entre les différentes fractions bourgeoises dans les différents pays, une partie de la classe dominante se tournant vers l'ultra-droite et une autre partie restant attachée au projet démocratique-bourgeois. L'exemple le plus notable de cette division entre fractions capitalistes est la polarisation entre le trumpisme (qui a pris possession du Parti républicain) et le Parti démocrate aux États-Unis.

L'expansion d'une sociabilité néolibérale hyperindividualiste, combinée à l'utilisation par l'extrême droite des réseaux sociaux et maintenant de l'intelligence artificielle (IA), favorise encore plus la dépolitisation, la fragmentation des classes et le conservatisme. Les technologies numériques, en plus de l'impact sur l'emploi et l'organisation des salariées, contribuent également à approfondir la subordination-clientélisation de la moyenne et petite paysannerie, considérée comme la principale productrice de l'alimentation mondiale – voire sa disparition pure et simple. Le capitalisme néolibéral contemporain introduit les dispositifs numériques et les algorithmes comme de nouvelles forces productives, donnant lieu à l'émergence du travail sur les plateformes numériques – parfois qualifié d'ubérisation, qui occupe déjà plus de 200 millions de travailleur·ses – ainsi qu'à diverses formes de relations sociales exclusivement gérées par le marché.

D'autre part, le néolibéralisme, en continuant à attaquer violemment ce qui reste de l'État-providence, en imposant la surexploitation des travailleur·ses de l'industrie et des services et surtout des

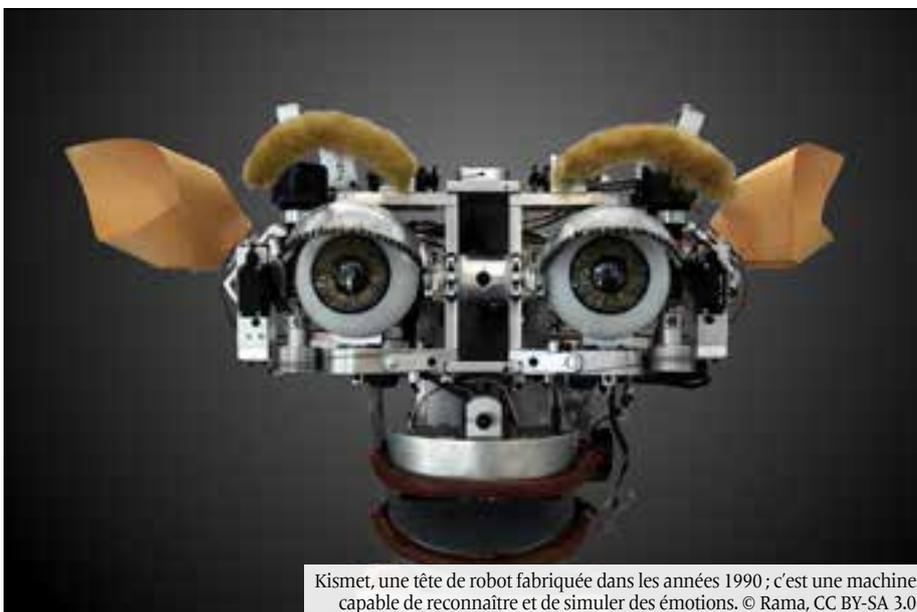
soignant·es, jette les femmes, en particulier les femmes travailleuses et encore plus violemment, les femmes racisées (Afro-descendantes, Roms, descendantes de peuples autochtones, Africaines et Sud-Asiatiques dans le Nord global) dans le dilemme entre survivre (mal) ou se défendre. Le néolibéralisme maintient les femmes dans la force de travail formelle (largement dans le Nord) ou moins structurée, plus informelle (dans le monde entier mais particulièrement dans le Sud Global), réduisant encore les salaires et les revenus des salariées (qu'elles travaillent dans l'industrie, les services ou le commerce). L'idéologie du retour à la famille traditionnelle, constitutive de la matrice néolibérale et qui est poussée à l'extrême par l'aile droite des fondamentalismes, sert à faire peser sur toutes les femmes des classes populaires les tâches de prise en charge des enfants, des personnes âgées, des malades et des personnes handicapées. Ce type de travail était autrefois couvert par l'État-providence, en particulier dans les pays capitalistes avancés, mais il fait aujourd'hui l'objet de coupes brutales.

La formation de blocs géopolitiques a également des conséquences sur les politiques concernant la sexualité : des alliés des États-Unis, tels que Taïwan et la Thaïlande, introduisent le mariage entre personnes du même sexe, tandis que la Chine revient sur des avancées antérieures en faveur des personnes LGBTQIA+, et qu'un adversaire des États-Unis comme l'Iran soutient une approche hostile à l'émancipation sexuelle (alors que certains membres du bloc dirigé par les États-Unis, du Vatican au royaume saoudien, sont tout aussi réactionnaires dans ce domaine).

Avec des réseaux de reproduction sociale en crise, plus importante dans les pays néocoloniaux que dans les métropoles, la société néolibérale renvoie dans la sphère domestique (confiée à la famille) et racialise (confiée aux femmes non-Blanches, aux Noires, aux femmes indigènes, aux immigré·es) les tâches de soins, mais n'assume pas la responsabilité de la reproduction sociale dans son ensemble.

3. La situation économique et sociale

Nous vivons toujours sous l'impact de la puissante crise économique ouverte par le krach financier de 2008, qui a débuté l'année précédente et a débuté une récession mondiale. Le mode de fonctionne-



Kismet, une tête de robot fabriquée dans les années 1990 ; c'est une machine capable de reconnaître et de simuler des émotions. © Rama, CC BY-SA 3.0

ment capitaliste néolibéral ne peut plus garantir les taux de croissance, de profit et d'accumulation de la fin des années 1980 et des années 1990. Deuxièmement, la polarisation géopolitique, aggravée par les guerres et la montée du nationalisme réactionnaire – grandement renforcé par l'arrivée de Trump 2.0 – ébranle les chaînes de valeur super-internationalisées, la production et le commerce international.

La mondialisation néolibérale est en crise. Cependant, les grandes difficultés du capitalisme néolibéral n'ont pas produit de changement dans la nature financiarisée du système – dominée par le capital financier – qui concentre la richesse dans les comptes d'un nombre de plus en plus restreint d'entreprises et d'individus, tout en jetant de plus en plus d'êtres humains dans la pauvreté. Bien qu'en crise, le capital et son régime économique néolibéral continuent de produire des inégalités entre les pays, les régions et à l'intérieur des pays. Pour la seule année 2024, le système a créé 204 nouveaux milliardaires, alors que le nombre de personnes vivant dans la pauvreté, avec moins de 6,85 dollars par jour, est resté inchangé depuis les années 1990. En 2023, les 1 % les plus riches des pays impérialistes ont soutiré chaque heure 30 millions de dollars aux pays dépendants ou semi-coloniaux. Un résultat qui découle fondamentalement du système financier, qui impose aux gouvernements du monde des ajustements inacceptables, l'endettement, la réduction des salaires, des droits sociaux et la marchandisation de l'agriculture.

La numérisation des processus de production et de consommation, qui se produit depuis 30 à 40 ans et sur laquelle était fondée la restructuration dite néolibérale de la production, s'intensifie aujourd'hui avec l'introduction accélérée de l'IA. L'IA est mise en œuvre pour récupérer les taux de profit et d'accumulation en recherchant un bond dans la productivité du travail et des taux de profit. Une fois de plus, cela réduira l'emploi, rendra les emplois et les travailleur-ses plus précaires et donnera toujours plus de pouvoir aux entreprises technologiques.

Outre leur caractère récessif, les politiques économiques néolibérales – fondées sur les intérêts prédominants de la finance – ébranlent le niveau de vie des masses laborieuses par le biais de l'endettement des travailleur-ses et des pays qui dépendent des grandes banques privées impérialistes ou du FMI et de la Banque

mondiale. La hausse des taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation accroît les dettes souveraines et privées, créant les conditions de nouvelles crises de défaut de paiement, comme celles qui ont déjà éclaté au Sri Lanka, au Ghana et en Zambie, ou qui ont été évitées in extremis avec les prêts d'urgence accordés par le FMI et la Chine à des dizaines de pays tels que l'Argentine, le Nigeria, le Pakistan, l'Égypte, le Kenya, le Bangladesh et la Tunisie. La recherche effrénée de « protection contre la crise » (c'est-à-dire le maintien des profits) par les entreprises encourage la spéculation financière. Cette spéculation menace en permanence le système avec des vagues de faillites comme en 2008.

II. L'extrême droite face aux régimes « néolibéraux démocratiques », les travailleur-ses et les opprimé-es

Depuis la récession post-2008, mais plus clairement depuis 2016 (Brexit et première victoire de Trump), de nouvelles forces d'extrême droite se développent dans les États et les sociétés. Leur avant-garde mondiale est aujourd'hui le génocidaire Benjamin Netanyahu avec son rôle colonial et raciste au Moyen-Orient. En plus de sa puissance qui monte en Europe, en Asie et en Amérique latine, l'extrême droite menace les États-Unis et le monde avec le retour de Trump à la Maison Blanche.

Les forces d'extrême droite du 21^e siècle se sont renforcées et multipliées au fil des victoires électorales, puis des mesures anti-immigré-es et de restriction des libertés et des droits sociaux. Elles se présentent comme « anti-système » (contre les systèmes politiques qu'elles identifient hypocritement à la dégradation des conditions de vie, à la corruption et à l'insécurité), alors qu'elles ne le sont pas du tout. Elles sont l'expression ultime de la défense du capitalisme dans sa phase actuelle. Pour garantir l'application de leurs politiques ultra-néolibérales ou, dans certains cas, de nationalisme xénophobe, elles ont recours à des

discours traditionalistes réactionnaires, et le racisme le plus violent, généralement sous des déguisements religieux fondamentalistes – le christianisme pentecôtiste aux États-Unis et au Brésil, l'hindouisme en Inde, l'islamisme au Pakistan, en Afghanistan et en Iran.

S'appuyant sur leur grande et ancienne expertise dans l'utilisation de réseaux sociaux de plus en plus gigantesques et non réglementés, ils déclarent la guerre aux droits des travailleur-ses en général, mais surtout aux droits des femmes, aux LGBTQIA+, aux minorités (ou majorités) ethniques ou religieuses internes, aux immigré-es, aux personnes racisées en général et aux militant-es pour l'environnement. Avec leur négationnisme scientifique en tout genre, ils sont en guerre ouverte contre les mouvements écologistes et tou-tes celles et ceux qui croient au changement climatique.

Comme leurs ancêtres nazis classiques, ils sont essentiellement racistes envers différents groupes ethniques – tels que les migrant-es de deuxième, troisième et quatrième génération en Europe et les Noir-es, les populations asiatiques, arabes et latinos aux États-Unis – et souvent particulièrement violents envers les vagues

de migrant-es les plus récentes, qu'ils accusent d'être responsables des problèmes d'emploi et d'insécurité. En Asie du Sud-Est, « l'ennemi désigné » est constitué par les minorités d'une autre religion que la religion majoritaire, comme Modi contre les deux cents millions de musulmans du pays.

Bien que l'extrême droite au pouvoir aujourd'hui ne tende pas à établir des régimes fascistes classiques basés sur le modèle des années 1930, les gouvernements d'extrême droite de l'Inde, de la Turquie, de la Hongrie et d'autres pays ont réussi pendant des années à combiner les formes apparentes de la démocratie bourgeoise avec une répression efficace des médias indépendants, des partis et des mouvements d'opposition, ainsi que des intellectuel-les critiques. Cette tendance s'intensifie. La guerre de la Russie contre l'Ukraine a entraîné une répression féroce

“L'extrême droite est l'expression de la recherche, par de larges secteurs bourgeois du Nord et du Sud, d'une issue économique, politique et idéologique à la crise structurelle du système en faisant avancer l'histoire « à l'envers ».”



La cheffe du gouvernement italien Giorgia Meloni et le patron de Tesla et X Elon Musk, à Rome, en juin 2023. © Abacapress.com / Ansa/Ufficio Stampa Palazzo Chigi/Filippo Attili

des voix anti-guerre et de la dissidence en général. La répression vise également la dissidence sexuelle et de genre, alors que des lois contre la « propagande gay » deviennent plus sévères et sont adoptées dans d'autres pays, tandis que dans des pays comme l'Indonésie et la Turquie, l'espace qui s'était ouvert aux communautés LGBTQIA+ s'est récemment refermé. En Israël, le gouvernement néofasciste dénonce toute opposition à la guerre génocidaire contre Gaza comme « antisémite » et, en conséquence, la réprime. Les gouvernements pro-israéliens d'Amérique du Nord et d'Europe mènent des campagnes similaires.

Cette combinaison de néolibéralisme extrême, de traditionalisme fondamentaliste et de racisme est extrêmement fonctionnelle pour le système capitaliste : elle est l'expression de la recherche, par de larges secteurs bourgeois du Nord et du Sud, d'une issue économique, politique et idéologique à la crise structurelle du système en faisant avancer l'histoire « à l'envers ». Ces capitalistes continuent de soutenir ceux qui promettent d'instaurer un régime autoritaire, de détruire les droits (et bien sûr tout semblant d'État-providence), de renvoyer les femmes à la sphère domestique (c'est-à-dire à la simple reproduction de la force de travail), de soumettre les personnes racisées et les sexualités alternatives à l'oppression la plus brutale et à l'invisibilité, d'expulser les migrant-es et leurs descendants, de

contrôler les mouvements de masse d'une main de fer, d'imposer des ajustements et des spoliations brutaux, en particulier de ce qui reste de la paysannerie et des sociétés communales. Tout cela dans le but de parvenir à une société majoritairement surexploitée, délivrée idéalement des conflits, dans laquelle le capital pourra récupérer ses taux de profit et d'accumulation perdus.

L'avancée de cette constellation d'extrême droite est le résultat de décennies de crise des démocraties (néolibérales), de leurs institutions et de tous les partis traditionnels – y compris de « gauche » – qui ont administré les États sous le régime du néolibéralisme. Ces gouvernements et régimes engagés dans le néolibéralisme ont accru les inégalités, la corruption, l'insécurité, ainsi que la misère, les guerres et les catastrophes climatiques dans les pays du Sud – ce qui encourage les migrations vers le Nord. Ils ont apporté des réponses insatisfaisantes aux aspirations des peuples et des travailleurs. Ils ont ainsi contribué à tourner les classes moyennes possédantes, les secteurs salariés privilégiés (les cols blancs), et même une partie des classes les plus vulnérables, vers des alternatives autoritaires.

La nouvelle extrême droite est le résultat complexe de la désintégration des tissus sociaux imposée par le néolibéralisme, le désespoir des secteurs sociaux appauvris face à l'aggravation de la crise depuis 2008, combinée à 1) l'échec de la droite « néolibérale progressiste » et des « alternatives » représentées par la social-démocratie (social-libéralisme et « progressisme » au Sud et à l'Est) à enrayer la paupérisation, la précarité de l'emploi, l'insécurité face à la criminalité et à l'immigration et 2) l'absence générale d'alternatives populaires révolutionnaires présentant une issue radicalement différente.

L'extrême droite peut être particulièrement pernicieuse lorsqu'elle met en avant une politique « modernisée » en matière de genre et de sexualité, revendiquant un engagement nouveau en faveur de l'émancipation des femmes et de la tolérance à l'égard des personnes LGBTQIA+, tout en s'en prenant vicieusement à certains des groupes les plus vulnérables. Les personnes transgenres sont des cibles privilégiées de l'extrême droite – comme les Républicains aux États-Unis, Bolsonaro, Milei –, tandis que les droits parentaux et d'adoption des couples de même

sexe font l'objet d'attaques concertées de la part, par exemple, du gouvernement Meloni en Italie. La résistance à ces attaques doit faire partie intégrante de la solidarité contre l'extrême droite.

Ce tableau pose comme tâche fondamentale pour la Quatrième Internationale la lutte sur tous les fronts contre les forces d'extrême droite, l'autoritarisme et le néofascisme, mais aussi contre les politiques néolibérales et réactionnaires qui les ont engendrés et qui continuent à les façonner.

III. Les exploités, les secteurs opprimés et les peuples du monde ont répondu par des mobilisations. Et maintenant ?

Ce siècle a connu au moins trois grandes vagues de luttes démocratiques et anti-néolibérales (au début du siècle, en 2011 et en 2019-2020), un mouvement des femmes renouvelé, le mouvement antiraciste qui a émergé aux États-Unis, et une constellation de luttes pour la justice climatique à travers le monde. Cependant, ces grandes luttes ont été confrontées, d'un point de vue objectif, non seulement au capitalisme néolibéral et à ses gouvernements, mais aussi aux dilemmes de la réorganisation structurelle du monde du travail.

La classe ouvrière au sens large (ceux et celles qui vendent leur force de travail), qui se prépare actuellement aux impacts de l'intelligence artificielle (et résiste, comme l'a montré la grève des scénaristes et des actrices d'Hollywood), reste une force vivante et nombreuse, bien que restructurée, réprimée, moins consciente et organisée qu'au siècle dernier. Les grands complexes industriels, avec des dizaines voire des centaines de milliers de travailleur-ses s'étendent en Chine et dans toute l'Asie du Sud-Est. Néanmoins, dans le contexte où la classe ouvrière industrielle a perdu de son poids social dans une grande partie du monde capitaliste avancé, les secteurs opprimés, les jeunes et les nouvelles franges de travailleur-ses précaires ne sont pas encore organisés de manière permanente et ont en général des difficultés à s'unir avec un mouvement syndical affaibli. Dans le même temps, les méthodes traditionnelles d'organisation des syndicats échouent souvent à répondre de façon adéquate aux besoins du précaire d'aujourd'hui. Pour leur part, les paysan-nes d'Afrique, d'Asie du Sud

(Inde et Pakistan) et d'Amérique latine résistent courageusement à l'invasion de l'agro-industrie impérialiste. Les peuples indigènes, qui représentent 10 % de la population mondiale, résistent à l'avancée du capital sur leurs territoires et défendent les biens communs indispensables à l'ensemble de l'humanité. La défaite du Printemps arabe, la tragédie syrienne et maintenant l'avancée expansionniste du sionisme s'opposent voire étouffent les capacités de résistance des peuples du Proche et du Moyen-Orient – et malgré cela, nous voyons le soulèvement héroïque des femmes et des jeunes filles iraniennes.

Après la crise de 2008, des mobilisations de masse sont de nouveau apparues dans le monde entier : Printemps arabe, Occupy Wall Street, Plaza del Sol à Madrid, Taksim à Istanbul, juin 2013 au Brésil, Nuit Debout et Gilets jaunes en France, mobilisations à Buenos Aires, Hong Kong, Santiago, Bangkok. Elles ont été suivies d'une deuxième vague de soulèvements et d'explosions entre 2018 et 2019, interrompue par la pandémie : la rébellion anti-raciste aux États-Unis et au Royaume-Uni, avec la mort de George Floyd, les mobilisations de femmes dans de nombreuses régions du monde, les révoltes contre les régimes autocratiques comme en Biélorussie (2020), une mobilisation massive des agriculteur-trices indien-nes a été victorieuse en 2021. En 2019, des manifestations, des grèves ou des tentatives de renversement de gouvernements ont eu lieu dans plus d'une centaine de pays : dans six d'entre eux, les gouvernements ont été renversés avec succès, dans deux autres, la composition des gouvernements a été entièrement modifiée par des changements ministériels.

Au lendemain de la pandémie, il y a eu trois mois de résistance en France contre la réforme des retraites de Macron et, en Chine, un soulèvement des travailleur-ses, des étudiant-es et du peuple qui a mis en échec la politique Zéro Covid du Parti communiste chinois. Aux États-Unis, le processus de syndicalisation et de lutte se poursuit dans de nouveaux secteurs (Starbuck's, Amazon, FedEx), avec l'émergence de nouveaux processus anti-bureaucratiques partis de la base, avec des

grèves principalement dans l'éducation et la santé. En 2022-2023, on a assisté à la grande grève des scénaristes et des acteur-trices d'Hollywood, ainsi que la grève historique et jusqu'à présent victorieuse des travailleur-ses des trois grandes entreprises automobiles du pays.

Bien sûr, le rapport de forces actuel n'est pas du tout favorable et le temps n'est pas à l'offensive, tout comme il ne l'était pas pendant la pandémie – qui, cependant, a conduit au mouvement Black Lives Matter, si important pour la défaite de Trump en 2020, et à la grève française contre la réforme des retraites, si fondamentale pour expliquer la remarquable capacité de réaction électorale de la gauche française en 2024. Souligner, à juste titre, que la précédente vague de luttes a reflué, et que l'extrême droite montante est aujourd'hui un ennemi fondamental et dangereux, ne peut pas nous conduire à conclure que les exploités et les opprimés du monde sont défaits, écrasés

pour une longue période. En revanche, dire que nous ne sommes pas historiquement vaincu-es ne signifie pas non plus caractériser la situation comme offensive ou révolutionnaire. Entre l'optimisme démesuré et l'impressionnisme défaitiste, il y a la place pour un pari réaliste sur la capacité des exploités et des opprimés à continuer à résister au capital et à ses conséquences néfastes, à lutter pour leur survie et pour de meilleures conditions de vie, au milieu des guerres, des bouleverse-

ments climatiques et des plans d'ajustement, bien qu'avec des nouvelles formes d'organisation et face à davantage de difficultés.

IV. Une époque de guerres et de changements géopolitiques rapides. Vers une reconfiguration de l'ordre mondial

La confrontation entre les États-Unis, l'impérialisme dominant, et la Chine, l'impérialisme émergent, domine la situation géopolitique internationale. Une caractéristique particulière de ce conflit est le degré élevé d'interdépendance économique entre eux, un héritage de la mondialisation néolibérale. La mondialisation n'est plus celle que nous l'avons connue jusqu'en 2008, mais il n'y a pas non plus de démondialisation. Les conflits géopolitiques sont un symptôme de cette crise structurelle et, là aussi, nous entrons dans un territoire inexploré et sans précédent.

Le désordre actuellement en construction rend le monde plus conflictuel et plus dangereux. Il y a quelques années, l'instabilité et l'apparent chaos géopolitique s'aggravaient avec l'administration Trump 1.0 et sa focalisation sur la guerre économique contre la Chine, mais elle a fait un premier saut qualitatif avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie de Poutine en février 2022, et un second saut avec la guerre, provoquée par l'expansionnisme israélien, soutenue ouvertement par les États-Unis et moins ouvertement par les impérialismes européens. La situation s'est aggravée avec le renforcement de l'OTAN pour répondre à Poutine et le

“ Les États-Unis ont pour objectif de maintenir leur domination militaire sur cette région stratégiquement importante et à contenir la Chine. ”



Attaque aérienne sur Gaza le 10 février 2025 © Jaber Jehad Badwan, CC BY-SA 4.0

soutien financier et militaire des États-Unis à l'objectif de Netanyahu de redessiner les frontières dans tout le Moyen-Orient. Ainsi, l'industrie de guerre réalise des milliards de dollars de profits, au prix de la vie de centaines de milliers de personnes.

Malgré leur rôle dans l'OTAN, leur leadership et leur soutien à la guerre impérialiste d'Israël, il y a, d'un point de vue historique, un affaiblissement relatif de la puissance hégémonique des États-Unis face à leurs concurrents économiques et géopolitiques – et il n'y a rien de plus dangereux qu'une hégémonie contestée. De nouveaux impérialismes s'affirment, comme la Russie, ou émergent d'une façon moins belliqueuse, comme la Chine. Il s'agit d'une reconfiguration en cours dans un contexte mondial d'immense instabilité, sans que rien ne soit consolidé. En tout état de cause, l'unipolarité du bloc sous leadership américain issu de l'effondrement de l'URSS n'existe plus. L'Inde cherche cependant à s'affirmer comme une puissance régio-

nale (ou du moins sous-impérialiste) en jouant un double jeu : elle maintient une alliance politique avec les États-Unis et une rivalité avec la Chine, mais entretient une intense relation de coopération économique (pétrole) et technologique (industrie de guerre) avec la Russie, et participe aux BRICS.

1. Les guerres et les tensions géopolitiques se multiplient

Nous assistons à une multiplication des situations guerrières dans le monde : guerres civiles (comme au Soudan et au Myanmar), guerres et tensions inter-impérialistes, guerres impérialistes de colonisation (comme celle d'Israël vers ses environs). Les tambours battent en Europe et dans les parties du Moyen-Orient qui ne sont pas encore atteintes par l'expansionnisme israélien. Les tensions géopolitiques s'accroissent en Asie de l'Est. Les revendications chinoises sur la mer de Chine méridionale bafouent les droits maritimes

d'autres nations. Les tensions militaires dans la péninsule coréenne, le détroit de Taiwan et la mer de Chine méridionale se poursuivent et s'aggravent. Il semble que la Chine ne souhaite aucunement le déclenchement d'une guerre dans ces trois régions, mais, bien sûr, on ne peut exclure la possibilité que des événements inattendus – y compris un changement radical dans la situation intérieure de la Chine elle-même – conduisent à des tensions militaires devenant si extrêmes qu'elles puissent mener à une guerre régionale.

La Chine accélère son propre renforcement militaire, notamment en développant sa marine et en se déployant dans l'espace, afin de concurrencer les États-Unis et le Japon. Elle a effectué des provocations délibérées, en particulier envers des navires philippins, dans le cadre d'une politique de défi indirect avec les États-Unis.

Les États-Unis ont pour objectif de maintenir leur domination militaire sur cette région stratégiquement importante et à contenir la Chine. Dans une légère inversion de la trajectoire du président Duterte, le gouvernement philippin de Marcos Jr. s'est rapproché des États-Unis. Il est urgent de démilitariser la mer de Chine méridionale. Les États-Unis n'étant plus en mesure de renforcer leur présence militaire en Asie de l'Est, le Japon a partiellement repris le rôle militaire que jouaient les États-Unis, en augmentant rapidement ses dépenses militaires, en renforçant ses armements, en militarisant la chaîne des îles Nansei, du sud-ouest de Kyushu au nord de Taiwan, et en promouvant l'intégration des forces armées japonaises et américaines. Cette situation résulte de la pression de l'impérialisme US et de la volonté de l'impérialisme japonais de disposer d'une force militaire plus puissante pour défendre ses intérêts en Asie de l'Est et du Sud-Est.

Depuis le début de l'année 2024, les tensions entre la Corée du Nord et la Corée du Sud se sont de nouveau intensifiées après une période de dialogue. La Corée du Nord a abrogé l'accord intercoréen de 2018 visant à réduire les tensions et, en octobre 2024, a modifié sa Constitution pour désigner le Sud comme un État hostile. Les gouvernements nord et sud-coréens, soutenus par la Chine et les États-Unis, adoptent une ligne dure de confrontation.

La menace nucléaire devient plus concrète. Il existe déjà quatre points chauds nucléaires localisés. L'un d'entre eux se trouve au Moyen-Orient, il s'agit d'Israël. Trois se trouvent en Eurasie : l'Ukraine et la Russie en Europe, l'Inde et le Pakistan, ainsi que la péninsule coréenne. Cette dernière est la seule à être active. Le régime nord-coréen procède régulièrement à des essais et à des tirs de missiles dans une région où la force aéronavale américaine est stationnée et où se trouve le plus grand complexe de bases américaines à l'étranger (au Japon, en particulier sur l'île d'Okinawa).

2. Les États-Unis, une hégémonie en crise qui essaie de se réaffirmer

L'émergence de rivaux n'enlève pas aux États-Unis leur nature de pays le plus riche et le plus puissant militairement, doté d'une puissance de guerre sans précédent et d'une bourgeoisie plus que



jamais convaincue de sa « mission historique » de dominer la planète à tout prix, et notamment en menant des guerres visant à maintenir son hégémonie. C'est bien l'Oncle Sam qui a le dernier mot dans la « collectivité » impérialiste. Le fait est que si les États-Unis sont imbattables en matière de coercition, ils ont un sérieux problème, inédit depuis la guerre du Vietnam : une hégémonie impérialiste (comme toutes les hégémonies) ne peut être maintenue que si elle convainc également ses alliés et son opinion publique intérieure. Les États-Unis ont de très graves problèmes de légitimité extérieure mais aussi – plus grave – de légitimité interne, des éléments qui n'existaient pas dans la période précédente de supposée « unipolarité » et de « guerre contre le terrorisme » dans les années 1990. Son élite économique et politique est divisée comme jamais auparavant concernant le projet de domination interne et est obligée de faire face à l'imbroglio de défaire les chaînes de valeur qui ont profondément lié l'économie américaine à l'économie chinoise au cours des 40 dernières années.

En plus de leur relatif déclin économique, les États-Unis constituent une société et un régime démocratique bourgeois en crise ouverte depuis que le Tea Party et Trump ont pris le contrôle du Parti républicain de l'intérieur – avec la prétention de changer les règles de la plus ancienne démocratie bourgeoise du monde – et que la polarisation s'est accentuée. La crise tend à s'approfondir davantage et la présence de Trump à la Maison Blanche contribue à affaiblir « l'Amérique », autrefois toute puissante, parce qu'elle sera confrontée à des conflits entre l'exécutif, le Congrès et la justice, capables de nuire à ses objectifs globaux.

Les États-Unis ont travaillé à découpler leur économie de celle de la Chine, mais à l'exception du secteur des technologies de pointe, il est impossible de couper les chaînes d'approvisionnement mondiales dans lesquelles la Chine joue un rôle clé. Les États-Unis n'ont donc pas d'autre choix que de continuer l'affrontement (et à imposer des sanctions) dans le secteur

des hautes technologies et à s'engager dans une rivalité militaire tout en restant économiquement interdépendants.

3. La nature de la Chine actuelle

Le « grand bond » chinois des 30 dernières années est de nature capitaliste. Héritier d'une grande révolution sociale et d'un tournant vers la restauration à partir des années 1980, indispensable à la refonte néolibérale du monde menée en partenariat avec les États-Unis et leurs alliés, l'impérialisme émergent chinois a des caractéristiques particulières, comme tous les impérialismes. Il repose

sur un capitalisme étatique centralisé au sein du PCC et de l'armée chinoise, un capitalisme de développement avec des politiques ouvertement développementalistes où la plupart des grandes entreprises sont des joint-ventures entre des entreprises appartenant à l'État ou contrôlées par l'État

et des entreprises privées.

Le parti-État ne contrôle pas tout dans l'économie. Il n'y a pas de planification centralisée, comme c'était le cas en Union soviétique. Le modèle économique capitaliste chinois doit également satisfaire les exigences des forces du marché, qui déterminent les actions du gouvernement. En d'autres termes, elles influencent les politiques planifiées et mises en œuvre. La planification se réalise donc dans une convergence des politiques de planification initiées par l'État avec les intérêts et les actions du marché, y compris le marché libre au niveau national et international, y compris ses mouvements qui échappent au contrôle de l'État.

L'impérialisme émergent de la Chine est, bien sûr, toujours en construction. Depuis le début du siècle, les exportations de capitaux de la Chine ont augmenté de manière significative avant de se stabiliser en 2016. Les investissements directs dans l'économie chinoise, en revanche, sont en baisse depuis 2020 en raison des incertitudes géopolitiques. Ainsi, depuis 2022, la Chine est devenue un exportateur net de capitaux (elle exporte plus

de capitaux qu'elle n'en importe). Les entreprises chinoises ont pris des participations importantes dans les entreprises du secteur de l'énergie, des mines et des infrastructures des pays victimes du néocolonialisme (Asie du Sud-Est et centrale, Afrique et Amérique latine) et le dragon est devenu le plus grand déposant de brevets au monde. Il investit de plus en plus dans l'armement et avertit, avec une fermeté croissante, qu'il existe des lignes – Taiwan et la mer de Chine méridionale – que les rivaux et les États plus faibles ne doivent pas franchir.

La Chine n'a pas encore envahi ou colonisé « un autre pays » sur le modèle européen ou américain, bien que sa politique à l'égard du Xinjiang soit colonialiste. Aujourd'hui, la Chine est la première puissance non occidentale à exploiter les richesses de l'Afrique. Les créanciers chinois détiennent 12 % de la dette extérieure globale de l'Afrique. La Chine est déjà le premier partenaire commercial de la quasi-totalité des pays d'Amérique latine et un investisseur majeur (secteur de l'énergie). Elle utilise son pouvoir économique pour imposer des échanges inégaux par le biais de prêts garantis par les ressources naturelles, d'accords commerciaux ou d'investissements dans les industries extractives et les infrastructures.

4. La Russie impérialiste

La Russie d'aujourd'hui est l'État résultant de la destruction des fondations de l'ancienne Union soviétique et de la restauration capitaliste chaotique et non centralisée qui y a eu lieu – basée sur la prise de contrôle d'entreprises, anciennes ou nouvelles – par des bureaucrates transformés en oligarques. Poutine et son groupe, issus des secteurs des anciens services d'espionnage et de répression, ont élaboré au début du siècle le projet de recentralisation du capitalisme russe, en utilisant les relations bonapartistes entre oligarques et la vieille idéologie nationale-impérialiste de la Grande Russie, en version 21^e siècle. Celle-ci est devenue l'instrument principal de la réaffirmation du capitalisme russe dans la concurrence impérialiste et de l'accroissement qualitatif de la répression des peuples de la Fédération – y compris le peuple russe lui-même. La nature ultra-répressive du régime de Poutine pourrait évoluer vers le fascisme.

“ *La Russie d'aujourd'hui est l'État résultant de la destruction des fondations de l'ancienne Union soviétique et de la restauration capitaliste chaotique et non centralisée qui y a eu lieu par des bureaucrates transformés en oligarques.* ”

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a été préparée pendant des années. Elle faisait partie d'un grand plan visant à restaurer l'Empire russe à l'intérieur des frontières de l'URSS stalinienne, mais avec Catherine II comme point de référence. Pour Poutine, l'existence de l'Ukraine n'est qu'une anomalie dont Lénine est responsable et qu'il faut réintégrer dans le giron russe. L'occupation militaire du Donbass, de Louhansk et de la Crimée en 2014 a constitué la première phase de l'invasion. La dite « Opération spéciale » devait être très rapide et se poursuivre jusqu'à Kiev, où un gouvernement soumis devait être mis en place. Les forces occidentales, prises au dépourvu, n'ont pu que s'incliner devant le fait accompli. Ce qui a arrêté la machine de guerre de Poutine, c'est l'ampleur de la résistance ukrainienne, imprévue par Poutine, mais aussi par l'Occident.

5. L'Europe : le vieux continent en déclin et en conflit

La nouvelle situation mondiale affecte dans une large mesure l'Union européenne et l'Europe dans son ensemble. Le continent se réchauffe deux fois plus que le reste de la planète, avec des précipitations extrêmes, des vagues de chaleur marines, etc. La crise économique frappe durement la région, avec une croissance de la productivité de seulement 10 % depuis 2002, contre 43 % aux États-Unis, et une crise profonde dans l'industrie automobile. Le mouvement ouvrier est en grande difficulté, notamment en Espagne et en Italie, où la gauche a subi un énorme revers après avoir géré un système qui n'a plus rien à redistribuer.

Déclin économique relatif, affaiblissement structurel de la classe, cela combiné aux expériences négatives des gouvernements dits de gauche et à la croissance des migrations résultant des guerres, du changement climatique et des interventions impérialistes, tout cela explique la croissance de l'extrême droite dans la plupart des pays, y compris des pays comme le Portugal, l'Allemagne et les pays scandinaves, qui jusqu'à présent semblaient protégés. Le fascisme est une menace de plus en plus réelle.

La construction d'une force politique ouvrière indépendante est un processus très lent, avec des rythmes différents selon les pays. Cependant, la classe ouvrière a encore une capacité d'intervention consi-

dérable, comme on l'a vu en France avec le mouvement des retraites et le Nouveau Front populaire, ou en Grande-Bretagne avec la réaction aux émeutes racistes et le mouvement sur la Palestine.

6. Instabilité généralisée

Des bombes et des drones tuent en Palestine, au Liban, au Soudan, au Yémen et dans la partie orientale de la République démocratique du Congo. En outre, nous assistons à des guerres civiles ouvertes ou secrètes, comme dans le cas du Myanmar, par exemple, et à la lutte constante des États d'Amérique latine contre les organisations criminelles qui, à leur tour, s'en prennent à la population, comme on l'a vu au Mexique, au Brésil et en Équateur.

Dans un Moyen-Orient instable et menacé, l'effondrement du régime détesté de Bachar el-Assad a été un événement important. Un demi-siècle de dictature sanguinaire a pris fin. La chute du régime n'a pas été obtenue par des mobilisations de masse, mais par une opération militaire menée par une faction islamiste radicale. Cependant, l'aspiration du peuple syrien à la liberté et l'accumulation des résistances depuis le début du soulèvement syrien ont joué un rôle important. La fin de l'ère Assad a été un soulagement pour des millions de Syriens. Les mouvements sociaux, féministes et démocratiques ont enfin la possibilité de s'organiser par le bas. Mais cet espoir s'accompagne d'une profonde méfiance à l'égard du caractère réactionnaire du groupe dirigeant, Hayat Tahrir al-Sham.

La Turquie, à travers l'Armée nationale syrienne, intervient également, en défendant une ambition sous-impérialiste cherchant à profiter de la reconstruction du pays mais surtout à mettre fin à l'administration autonome kurde au nord et à l'est de la Syrie, dans la région du Rojava, à sa frontière. Paradoxalement soutenus par Washington et Tel-Aviv (pour défendre leurs propres intérêts), les Kurdes de Syrie s'efforcent de maintenir

leur processus d'autodétermination et leurs structures administratives par tous les moyens disponibles, tant par la diplomatie que par les armes.

En Asie du Sud-Est, l'Inde entretient sa rivalité nucléaire avec le Pakistan. La Corée du Nord a renforcé sa dépendance militaire, politique et économique à l'égard de la Russie. Elle a ainsi fourni des armes et des munitions aux forces russes et envoyé des troupes sur le champ de bataille en Ukraine. En échange, la Russie coopère au transfert de technologies à la Corée du Nord pour le développement d'armes nucléaires.

Au Myanmar, la résistance contre la junte militaire s'intensifie et a enregistré des avancées militaires et diplomatiques significatives. Une défaite militaire de la junte est possible. Bien que la Chine lui ait apporté un soutien décisif après sa défaite de 2021, elle adopte une approche pragmatique. Si la junte ne pouvait plus garantir la protection des investissements chinois, Pékin serait prêt à s'engager avec une autorité qui le pourrait.

Cette situation conflictuelle influence progressivement la géoéconomie et la géopolitique de l'Afrique, où la Russie est en concurrence avec la France et les États-Unis sur le plan économique et mili-

taire, en particulier dans les anciennes colonies francophones d'Afrique de l'Ouest. De son côté, la Chine continue d'essayer d'accroître son influence économique dans toutes les parties du continent africain ainsi qu'en

“ La construction d'une force politique ouvrière indépendante est un processus très lent, avec des rythmes différents selon les pays. Cependant, la classe ouvrière a encore une capacité d'intervention considérable. ”

Amérique latine et dans les Caraïbes.

Après quarante ans de mondialisation néolibérale, les pays semi-coloniaux continuent d'être proportionnellement bien plus touchés par les inégalités, la faim, l'absence de systèmes de protection sociale, des gouvernements autoritaires, les expropriations et des conflits sociaux sanglants. Cependant, l'internationalisation financière, productive, commerciale et culturelle a également produit une égalisation perverse avec le Nord en termes de problèmes et de polarisation politique : la montée de l'extrême droite (Duterte, Bolsonaro, Modi, Milei), la croissance du pouvoir

des organisations criminelles, les tragédies climatiques (comme en Inde, au Bangladesh, aux Philippines, au Brésil), les crises des systèmes étatiques et politiques, les guerres civiles (comme au Myanmar, au Soudan, en République démocratique du Congo, en Haïti) et les guerres entre pays.

Depuis le début du siècle, l'Amérique du Sud est le théâtre d'une série de luttes, de manifestations massives, d'émeutes populaires, d'élections de gouvernements réformistes nés de ces luttes et d'une grande polarisation politique – car le néo-extractivisme, l'exploitation prédatrice de la nature, la casse sociale, les inégalités, la violence quotidienne, la militarisation et les crises politiques se développent, ce qui nourrit aussi les alternatives d'extrême droite. Depuis 2018, un nouveau cycle de mobilisations a balayé, de manière radicale, les pays des Andes. Résistances, explosions et luttes sociales – qui ont combiné des revendications démocratiques et économiques – d'une part, et permanence de l'extrême droite comme ennemi central d'autre part. Ces luttes sont parfois canalisées par l'élection des gouvernements dits « progressistes de la deuxième vague ».

L'Afrique, cette région habitée par 1,2 milliard de personnes, et en particulier l'Afrique subsaharienne, subit la partie « inégale » du développement inégal et combiné capitaliste. Elle reste le continent le plus pauvre du monde. La Banque mondiale estime que, d'ici 2030, 87 % des personnes extrêmement pauvres dans le monde vivront en Afrique. L'Afrique n'est responsable que de 4 % des émissions mondiales de carbone, mais 7 des 10 pays les plus vulnérables aux catastrophes climatiques se trouvent en Afrique. Quatre années de sécheresse dans la Corne de l'Afrique ont entraîné le déplacement de 2,5 millions de personnes. Le continent connaît une vague de conflits dont bon nombre sont liés à de nouvelles découvertes de pétrole et de gaz, et à la course au contrôle et à l'extraction de terres rares et d'autres minéraux critiques (cobalt, cuivre, lithium, platine) pour les tech-



Des habitants se rassemblent à Membij, dans le nord de la Syrie, pour célébrer la chute du gouvernement syrien, le 8 décembre 2024. © Ugur Yildirim AP

nologies à faibles émissions de carbone nécessaires à « l'économie verte » des pays impérialistes.

Aux côtés des anciennes puissances coloniales, les États-Unis, la Chine et la Russie jouent un rôle important dans l'extraction de richesses par la surexploitation et dans l'alimentation des conflits sur le continent. Des guerres régionales, coups d'État et guerres civiles continuent de structurer son économie politique. La Russie profite des combats dans plusieurs pays africains pour contester l'influence occidentale et accroître la sienne. Une série de coups d'État en Afrique de l'Ouest ont affaibli la puissance du néocolonialisme français et les nouveaux régimes se tournent vers les concurrents de Washington pour obtenir des aides militaires et financières.

Le traité de Pelindaba, entré en vigueur en 2009, fait de la quasi-totalité de l'Afrique une zone exempte d'armes nucléaires (NWFZ) légale et reconnue. La chaîne des îles Chagos, y compris l'île Diego Garcia, vient d'être acceptée comme faisant partie de l'île Maurice, même si les États-Unis y conservent leur base militaire. L'Agence internationale de l'énergie atomique doit donc surveiller Diego Garcia – qui a signé des accords avec les membres du traité de Pelindaba – pour s'assurer de l'absence

d'armes nucléaires dans les avions, les entrepôts ou les transits américains. La Commission africaine de l'énergie nucléaire devrait également être chargée de ce contrôle, mais il doit être effectué de toute façon, et le gouvernement mauricien doit l'accepter.

V. L'émergence du « campisme »

Ces dernières années, nous avons malheureusement assisté au développement de l'idéologie du campisme comme expression de la recherche d'alternatives au capitalisme – et à sa propagation dans de nouvelles couches. Expression issue de l'idée de l'existence de « deux camps » s'affrontant sur la scène internationale à l'époque de la guerre froide, l'idéologie campiste se fonde sur l'idée que

“ Nous nous opposons frontalement à l'idéologie campiste qui conduit à considérer la Chine et la Russie comme étant dans le « camp allié » des exploités et des opprimés contre les États-Unis. ”

contre le « camp » de l'impérialisme hégémonique, tout ennemi ou adversaire des États-Unis (l'ennemi de mon ennemi est mon ami) devient un allié. Ainsi, ils défendent les régimes de Bachar el-Assad en Syrie, de Poutine en Russie, d'Ortega au Nicaragua ou de Maduro au Venezuela. Selon certains campistes, la Chine, qui est clairement en grand conflit avec les États-Unis, serait non seulement meilleure que l'adversaire, mais aussi un modèle de socialisme.

Cette dangereuse tendance se fonde sur des préconceptions et des diagnos-

tics erronés du monde, qui n'est plus bipolaire (et dans tous les cas, la « multi-polarité » ne garantit rien de positif). Elle se renforce parce qu'il est beaucoup plus facile de croire aux alternatives représentées par des États réels (même s'ils ne sont pas de véritables alternatives) que de relever le défi de les construire à partir d'en bas. En outre, la Chine dispose d'un puissant *soft power* (ses capacités financières et de propagande) pour convaincre les militants et intellectuels progressistes du monde entier de son statut de « modèle alternatif ». Diverses organisations dites communistes, héritières des vestiges des anciens partis communistes, apprécient particulièrement cette idéologie campiste délétère. De manière contradictoire, les campistes se développent également dans des secteurs de la jeunesse d'Europe et d'Amérique latine (au moins). Dans certains pays, des organisations de gauche de tradition antistalinienne s'en réclament également. La situation nous oblige à faire un effort organisé et permanent de propagande, d'éducation et d'actions concrètes spécifiques pour soutenir les victimes du raisonnement campiste – comme les peuples d'Ukraine, du Venezuela et du Nicaragua.

VI. Des exigences centrales pour une nouvelle ère

Face à l'extrême droite du Nord et du Sud, les politiques unitaires des exploités-es et opprimés-es, notamment le front unique, sont un élément important de notre répertoire d'actions, sans jamais négocier ou accepter la perte de notre indépendance politique ou celle des mouvements sociaux. Comme par le passé, cette lutte contre l'extrême droite doit prioriser la défense des droits démocratiques tels que le droit de manifestation et de grève, le droit de vote et la liberté d'expression.

Il est urgent de défendre les droits des personnes racisées et stigmatisées et des militant-es, bien au-delà des rangs de ceux qui sont directement visés-es, en s'appuyant sur la mobilisation populaire – comme lors des manifestations anti-racistes encourageantes en Angleterre – plutôt que sur les seules structures juridiques qui, trop souvent dans les moments clés, ne parviennent pas à faire respecter l'État de droit. La compréhension des racines profondes de la progres-

sion de l'extrême droite nécessite, d'une part, des politiques unitaires pour les vaincre dans les élections et les luttes et, d'autre part, de porter les revendications transitoires et écosocialistes, seules à même de conduire à une défaite stratégique du capitalisme.

Dans les pays sous régime autoritaire (comme la Chine, la Russie, la Biélorussie, le Nicaragua, la Syrie, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes, l'Iran et les autres califats) ou ceux qui ont des gouvernements élus mais de nature autoritaire (comme la Turquie, le Venezuela, les Philippines), notre politique est celle d'une opposition frontale au pouvoir, d'une lutte sans relâche pour les droits démocratiques et d'un soutien inconditionnel aux insurgés-es, comme celles et ceux du Myanmar et du Yémen.

Face à l'inégalité croissante entre les pays imposée par le système capitaliste impérial, face aux guerres et aux conflits nationalistes qui font des millions de victimes, la Quatrième Internationale se dresse inconditionnellement contre tous les impérialismes et tous les colonialismes.

Nous défendons le droit à l'autodétermination et à la pleine indépendance des 17 territoires encore considérés comme des colonies, tels que Porto Rico, les Samoa américaines, le Sahara occidental, la Guyane française, les Antilles françaises, la Nouvelle-Calédonie et les Malouines. Nous défendons un monde dans lequel aucun État ni aucune ethnie n'opprime ou ne restreint les droits des autres. La paix que nous proposons est une paix égalitaire et anticoloniale.

Dans ce contexte, l'initiative de tenir une large conférence militante contre le fascisme et l'impérialisme est d'une grande importance pour l'Internationale. Elle devra faire partie de nos priorités d'action sur tous les continents pour soutenir et renforcer cette idée, en travaillant à sa réalisation, par le biais de pré-conférences régionales ou continentales.

Nous luttons pour le démantèlement de tous les blocs militaires – OTAN, OTSC, AUKUS. Nous nous oppo-

sons à toute logique de partage des « sphères d'influence » au détriment des populations et à tout conditionnement néolibéral et politique aux aides apportées. Nous nous opposons à l'utilisation cynique de la guerre en Ukraine pour augmenter les budgets militaires, comme en Europe.

Nous dénonçons tout chantage nucléaire. Nous continuons à lutter pour le désarmement mondial, en particulier en ce qui concerne les armes nucléaires et chimiques, pour une paix mondiale dans laquelle aucun État n'impose, n'envahit ou n'en opprime un autre, c'est-à-dire une paix sans colonisateurs et sans cimetières de peuples colonisés. La question du réarmement, de la nouvelle

course aux armements, de l'énergie nucléaire, doit impérativement faire partie des activités des mouvements anti-guerre partout.

Nous nous opposons frontalement à l'idéologie campiste qui conduit à considérer la Chine et la Russie comme étant dans le « camp allié » des exploités-es et des

opprimés-es contre les États-Unis, dans une répétition grotesque de la confrontation à l'époque de l'Union soviétique. La prolifération de cette idée totalement déformée du monde tel qu'il existe réellement nous impose de mener une bataille idéologique et politique intense contre le campisme.

En Afrique, nous rejetons le discours impérialiste occidental qui, sous prétexte de rétablir l'ordre constitutionnel, soutient les interventions militaires préservant ses intérêts. Nous luttons pour le retrait total des troupes françaises de toute la région, la fermeture de la base militaire américaine de Diego Garcia dans les Chagos de l'île Maurice et des bases américaines et chinoise de Djibouti. Nous luttons pour la fin de la guerre civile au Soudan : nous rejetons l'ingérence des Émirats arabes unis, qui ont armé l'une des factions militaires en conflit. Nous exigeons le départ des troupes du groupe Wagner du continent. Nous soutenons tous les efforts visant à la conquête par les peuples de leur souveraineté politique et économique, dans le sens d'un mouvement

“ On a affaire à des gens qui tentent par tous les moyens de sauvegarder leur taux de profit mais qui se confrontent à des contradictions permanentes. ”

nouveau et anti-systémique pour l'unité des pays et des peuples d'Afrique.

Les gouvernements dits « progressistes » en Amérique latine, dans leur diversité en termes de composition, d'origine et de base sociale, sont des gouvernements de conciliation de classe. Ce ne sont pas nos gouvernements, ni les gouvernements des exploités et des opprimés. Nous n'y participons pas et nous ne leur devons pas un soutien inconditionnel. (Nous ne faisons pas référence ici aux situations exceptionnelles, comme au Venezuela et en Bolivie au cours de la première décennie du siècle, où les gouvernements ne comportaient aucune représentation directe de la bourgeoisie et où, en raison du degré de mobilisation et d'organisation des travailleurs, il y a eu d'intenses confrontations avec l'impérialisme et ses élites économiques.) Nous défendons ce type de gouvernement contre les attaques de l'extrême droite et soutenons leurs mesures progressistes sur les plans démocratique, socio-environnemental et financier, le cas échéant. Les tactiques concrètes à l'égard de chacun d'entre eux varieront en fonction du rapport des forces, de leur composition, du degré de « progressisme » de chacun et de la confiance que leur accordent les majorités laborieuses. Dans la situation actuelle, marquée par l'avancée de l'extrême droite dans le monde, en plus de promouvoir les meilleures formes de lutte contre le fascisme, à travers des fronts antifascistes et l'unité d'action avec leurs représentants dans les mouvements, nous combinons le soutien aux mesures progressistes des gouvernements avec l'exigence qu'ils travaillent dans l'intérêt des travailleur·ses et des opprimés et qu'ils aillent plus loin. Dans ce sens, nous soutenons les luttes contre leurs mesures néolibérales et prédatrices. Quelle que soit la tactique choisie, il est indispensable de maintenir, vis-à-vis d'eux, notre indépendance et celle des mouvements et partis dans lesquels nous militons.

Nous luttons pour la satisfaction des revendications fondamentales, telles que les soins de santé universels et gratuits, les infrastructures de santé garanties par les États, un logement décent, un travail, des salaires et des pensions décentes, des prestations pour les personnes dans l'incapacité de travailler, ainsi que l'accès à l'eau et à l'énergie à bas prix.

Manifestation contre la réforme des retraites en France, 28 mars 2023. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



Nous défendons le droit de toutes les femmes (et les hommes) concernées à une compensation pour le travail de soins (auprès des enfants, des personnes âgées ou malades) garantie par les politiques d'État. Nous luttons pour le droit de décider d'avoir des enfants, pour le droit à l'avortement et à toutes les méthodes contraceptives, pour l'éducation sexuelle à tous les niveaux, pour des crèches publiques de qualité, pour des écoles à temps plein de qualité ; pour l'égalité des salaires, des opportunités d'emploi et des revenus entre les femmes et les hommes.

Contre le racisme structurel qui discrimine les Noir·es, les peuples autochtones et tous les groupes ethniques minoritaires racisés, en particulier les migrant·es dans le Nord, nous proposons et luttons pour des politiques anti-discriminations, des réparations pour l'esclavage et le vol de terres, ainsi que des actions positives. Nous sommes aux côtés de tou·tes les migrant·es contre la xénophobie et les politiques d'expulsion. Pour la fin de tous les murs.

Contre l'homophobie et la transphobie, qui attaquent les personnes LGBTQIA+ dans le monde entier, nous élevons nos voix pour le droit le plus large de disposer de nos corps comme nous l'entendons et comme nous le souhaitons. Pour la pleine citoyenneté et les droits des couples gays, lesbiens et non-binaires, avec la possibilité de se marier, de concevoir et d'adopter. Nous défendons les personnes transgenres, nous luttons contre les violences qui leur

sont faites et pour leur pleine intégration dans la vie sociale.

Toutes ces luttes doivent s'unir pour vaincre le nouveau fascisme, pour renverser les régimes d'exploitation et d'oppression, pour conduire à l'affrontement avec l'impérialisme, le colonialisme, en un mot le capitalisme.

L'une de nos tâches principales est d'encourager et de soutenir les luttes socio-environnementales, en œuvrant pour que les revendications écologiques anticapitalistes soient celles de tou·tes les travailleur·ses et des secteurs opprimés. Seule la force des mouvements des exploités et des opprimés sur le plan socio-environnemental peut faire face à l'effondrement climatique en cours et orienter l'humanité vers une alternative écosocialiste, telle qu'énoncée dans notre *Manifeste*.

La Quatrième Internationale lutte pour un monde dans lequel aucun État n'opprime, n'envahit, n'exerce d'oppression sur l'autre, où une paix entre égaux et égales est possible, dans le respect de l'autodétermination des peuples. Nous luttons pour un monde décolonial, écologique et écosocialiste où la défaite du capitalisme et de sa logique permettra l'égalité entre toutes et tous, dans leurs différences. Un monde féministe, de toutes les ethnies et couleurs, de toutes les orientations et identités sexuelles, de toutes les croyances, de toutes les formes de vie humaine en symbiose et en équilibre avec la nature. ■

Le 28 février 2025

Palestine : Une attaque impérialiste contre l'ensemble du Moyen-Orient

La guerre contre la Palestine ouvre un nouveau chapitre de l'histoire. Il s'agit d'un génocide mené par Israël avec le soutien actif des États-Unis et l'appui actif ou la complicité de nombreux autres États.

Sur les 2,4 millions de Palestinien·nes de Gaza, 1,9 million, soit 86 % de la population, ont été déplacés à l'intérieur du pays. Sur les plus de 47 000 mort·es qui ont été identifiées, 40 % sont des femmes et des enfants, et la réalité du carnage se situe entre 200 000 et 300 000 mort·es, soit environ 15 % de la population de Gaza. Par le siège de la population du territoire sans nourriture ni soutien et ses nombreuses autres violations du droit international, le meurtre de centaines de journalistes, de médecins, le blocage de l'aide humanitaire, Israël démontre que son objectif est de reprendre un contrôle total de la bande de Gaza. Dans le même temps, 16 communautés palestiniennes ont été déplacées de force de Cisjordanie et 1 285 Palestinien·nes avaient été déplacés en juillet 2024.

Il s'agit d'une attaque et d'une menace contre tous les Palestinien·nes et la majorité des habitant·es du Moyen-Orient, qui a des implications majeures à la fois pour la région dans son ensemble et sur les rapports géopolitiques mondiaux.

Une guerre génocidaire de longue durée

Les attaques israéliennes sur Liban depuis septembre 2024 représentent une nouvelle étape dans la guerre : plusieurs milliers de personnes sont tuées par des attaques aveugles et des bombardements massifs, et des dizaines de milliers de personnes fuient le sud du pays. Le 27 septembre 2024, l'assassinat du secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, et de plusieurs de ses dirigeants, est venu compléter ce qui s'est avéré être une décapitation systématique

de l'organisation après avoir saboté son réseau de communication.

Par la suite, l'objectif de l'attaque militaire et politique d'Israël s'est étendu de Gaza vers le sud du Liban – c'est-à-dire les régions de cet État où se trouve la base arrière du Hezbollah –, ainsi que les tentatives de réorientation de la propagande, qui présentent l'Iran comme la principale menace pour le monde soi-disant civilisé. En fait, Netanyahu mène des « incursions militaires limitées » dans cette région depuis novembre 2023.

Les actions de Biden ont révélé la profondeur de son hypocrisie : l'appel lancé le 26 septembre par les États-Unis et d'autres pays en faveur d'un cessez-le-feu de trois semaines entre l'État sioniste et le Hezbollah a rapidement laissé place à une déclaration de Biden saluant la disparition de Nasrallah, montrant clairement que son administration soutient aussi bien l'of-

fensive israélienne au Sud-Liban qu'à Gaza. Le positionnement de « Genocide Joe » est une des causes de la défaite de Harris à l'élection présidentielle, car les Démocrates ont alors perdu

le soutien d'une partie conséquente des populations racisé·es. L'arrivée de Trump a concordé avec une usure de l'armée israélienne et du pouvoir de Netanyahu, qui s'est vu imposer un échange de prisonniers dans le cadre du cessez-le-feu du 15 janvier 2025, à hauteur de 1 prisonnier israélien pour 30 Palestinien·nes.

Mais le cessez-le-feu, s'il représente une pause dans l'horreur, n'a en rien

freiné les volontés génocidaires des États-Unis et d'Israël : Trump a indiqué vouloir prendre possession de Gaza, la vider de sa population, en l'expulsant vers l'Égypte ou la Jordanie, tandis qu'Israël a intensifié ses attaques vers la Cisjordanie. Le ministre de la Défense israélien, Israël Katz, a déclaré :

« Nous avons déclaré la guerre au terrorisme palestinien en Cisjordanie ». « Une fois l'opération terminée, les forces de l'IDF [armée israélienne] resteront dans le camp de Jenine pour s'assurer que la terreur ne reviendra pas ».

Une guerre totale

Israël met donc en œuvre une terreur de masse dans le cadre d'une guerre asymétrique, dans le but de réduire au silence toute dissidence politique, militante ou militaire. Cette guerre n'est

pas la simple poursuite de la guerre d'apartheid et de colonisation qui dure depuis 75 ans et du nettoyage ethnique contre ceux qui habitaient la Palestine avant la création

imposée de l'État d'Israël, il y a un saut qualitatif dans la volonté d'éradiquer le peuple palestinien, par la déshumanisation des Palestinien·nes et dans une logique suprémaciste, dans une trahison totale de la mémoire de la Shoah.

Le carnage actuel est aussi lié à la nature néo-fasciste du gouvernement Netanyahu. Très affaibli par des mois de protestations populaires contre son

“ Cette guerre n'est pas la simple poursuite de la guerre d'apartheid et de colonisation qui dure depuis 75 ans, il y a un saut qualitatif dans la volonté d'éradiquer le peuple palestinien. ”

arrogance à l'égard du pouvoir judiciaire et les preuves évidentes de sa corruption, Netanyahu – qui a exploité l'extrême faiblesse de la gauche antisioniste – a saisi l'occasion de l'attaque sanglante du 7 octobre 2023 pour tenter de reprendre l'initiative et le contrôle de la situation interne. Elle poursuit la Nakba, hier en massacrant et en expulsant à Gaza, aujourd'hui en attaquant en Cisjordanie. L'objectif d'établir un Grand Israël – qui pourrait inclure le sud du Liban jusqu'au fleuve Litani –, les objectifs internes de la politique israélienne et la fuite en avant dans la guerre s'inscrivent dans la rhétorique du « choc des civilisations » mise en avant par les puissances occidentales, un discours qui correspond parfaitement à leurs besoins dans le contexte de la crise globale du système de domination impérialiste.

Netanyahu est aujourd'hui l'avant-garde de l'extrême droite mondiale, qui a mis au second plan son antisémitisme traditionnel au profit d'une offensive raciste et islamophobe globale. Nous assistons à l'émergence d'un nouvel ordre mondial dont la mission historique est de permettre des massacres de masse au profit de la domination des grandes puissances impérialistes sur le monde. L'arrivée de Trump au pouvoir permet une accélération gigantesque de ces orientations.

La répression des Palestinien·nes n'est pas due aux caprices d'un seul homme, mais à la logique des classes dirigeantes de l'État israélien, aux dépens du peuple palestinien.

Les intérêts impérialistes et les gouvernements arabes

Néanmoins, Israël n'agit pas seul. C'est la première fois depuis l'offensive contre l'Irak en 2003 que les États-Unis interviennent aussi directement. Leur soutien en armes et en dollars par millions à Israël est décisif dans la réalisation d'un massacre historique de civil·es. Il se développe avec le silence complice ou les protestations hypocrites des grandes puissances occidentales, les protestations tardives de la Chine ou le funambulisme de la Russie de Poutine. Les puissances impérialistes ignorent les différentes résolutions de l'ONU ou de la Cour pénale internationale, qui n'ont aucune influence sur les événements.

Quant à la plupart des gouvernements du monde arabe, leur logique de « normalisation » des relations avec Israël et d'invisibilisation de la cause palestinienne, qui prévalait avant le 7 octobre, rend pathétiques et tragiques leurs déclarations critiques sur le bombardement de Gaza, concédées sous la pression populaire. Pour des millions de personnes dans les pays arabophones et musulmans de la région, les régimes arabes sont clairement perçus comme collaborant avec Israël et les impérialistes. Cette politique les conduit, comme c'est le cas en Algérie, au Maroc, en Égypte et en Jordanie, à renforcer la répression contre leurs populations, car ils savent que toute mobilisation en solidarité avec la Palestine se transformerait inévitablement en protestation contre leurs gouvernements. Le fait qu'ils aient

dénoncé le plan de Trump visant à faire de Gaza la « Riviera » du Moyen-Orient s'explique par leur souci de défendre leurs propres intérêts et non par leur soutien au peuple palestinien.

La complicité de l'Autorité palestinienne avec l'État israélien est devenue de plus en plus évidente pour une grande partie de la population palestinienne.

Les bataillons pro-Assad en Syrie, le Hezbollah au Liban et les Houthis au Yémen, en rébellion contre un gouvernement contrôlé par l'Arabie Saoudite – toutes forces qui entretiennent des relations avec le régime théocratique et profondément répressif de l'Iran – prétendent agir dans l'intérêt du peuple palestinien, tout en essayant en réalité de faire progresser leurs propres intérêts. L'effondrement du régime honni de Bachar el-Assad en Syrie est un soulagement pour des millions de Syrien·nes, mais il y a aussi de sérieux doutes et inquiétudes quant à l'évolution du nouveau régime, notamment en ce qui concerne les diverses minorités ethniques et confessionnelles.

Il s'agit donc d'une offensive coloniale et impérialiste à cibles multiples, avec une répression violente et l'encouragement de nouvelles colonies en Cisjordanie, de la disparition ou de l'exode massif des Palestinien·nes, des incursions militaires dans le sud-ouest de la Syrie, des bombardements sur les Houthis du Yémen, qui tentent de bloquer les manœuvres de la marine américaine et des navires marchands à l'entrée de la mer Rouge.

Ce que fait Israël n'est pas de l'auto-défense mais l'un des massacres les plus honteux de l'histoire récente, dénoncé à juste titre comme génocidaire par l'Afrique du Sud devant le Tribunal de La Haye. La tragédie en cours provoque des bouleversements politiques et idéologiques dans le monde entier. Il est de plus en plus difficile pour leurs alliés de défendre aussi bien les États-Unis qu'Israël.

Une solidarité sans précédent depuis plusieurs décennies

Le carnage à Gaza a un impact particulier sur la jeunesse périphérique du monde entier. Le mouvement de solidarité s'est heurté à une répression généralisée : les manifestations ont été interdites, les participant·es ont été réprimés et même emprisonnés. Des centaines de milliers de personnes ont manifesté, bloqué des usines d'armement et fait



© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

pression pour que les accords entre leurs pays et Israël soient rompus. Le mouvement a exercé une influence dans les milieux artistiques, et le mouvement de boycott s'est répandu. Des millions de jeunes qui n'avaient pas connu les deux Intifada ont redécouvert cette lutte et se la sont appropriée. Les jeunes racisés des quartiers populaires, victimes de la montée de l'islamophobie, se sont identifiés à la cause palestinienne.

Alors que les actions de soutien à cette cause sont rapidement accusées d'antisémitisme par ceux qui défendent les actions d'Israël, des jeunes humanistes juifs occidentaux ont montré une évolution de la conscience en développant une orientation non sioniste ou antisioniste, à contre-courant des réactions pro-israéliennes au 7 Octobre et organisent une mobilisation historique qui interpelle les pouvoirs en place aux États-Unis. Le mouvement a joué un rôle majeur dans le remplacement de « Genocide Joe » Biden par Kamala Harris.

La mobilisation est passée par plusieurs phases. Tout d'abord, dans les mois qui ont suivi le 7 Octobre, il a été très difficile de faire face à la pression politique soutenant le pseudo « droit d'Israël à se défendre ». Ensuite, il y a eu de grandes mobilisations, avec un magnifique rebond lorsque les universités se sont mobilisées. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à une nouvelle situation avec l'extension de la guerre au Liban, qui fait suite à des attaques ciblées en Iran. La menace d'une guerre régionale est plus que jamais présente, et la fuite en avant dans la guerre que nous redoutions et annonçons semble en marche.

Il existe aussi en Israël une opposition au génocide et à la colonisation, avec un appel signé par 3 600 personnalités demandant des sanctions contre Israël, des soldats refusant le service militaire, des députés du parti communiste israélien (juifs et arabes) suspendus du parlement pour avoir soutenu l'appel de l'Afrique du Sud contre le génocide à Gaza, des journalistes du quotidien *Haaretz* qui dénoncent les crimes israéliens à Gaza et la colonisation en Cisjordanie, des ONG comme B'Tselem qui défendent les prisonniers politiques palestiniens, etc. Certes, il s'agit d'une faible minorité, mais il faut faire connaître leur combat, étouffé par tant de propagande.

Nos actions pour la Palestine

Il est plus que jamais de notre responsabilité de construire un mouvement mondial de solidarité avec la Palestine. Ce mouvement doit être large et uni, revendiquer :

- l'arrêt des massacres et le retrait des troupes,
- la reconstruction de Gaza, par et pour les Gazaoui-es, aux frais des puissances impérialistes, celles qui interviennent directement comme celles qui sont complices,
- l'accès à l'aide humanitaire pour la population,
- la libération des prisonniers,
- l'arrêt total des déplacements et la garantie du droit au retour des Palestiniennes,
- BDS (Boycott, désinvestissement, sanctions).

Toutes ces exigences humanitaires sont fondamentales. Pour cela, il faut multiplier les manifestations, les occupations et les boycotts, exiger la réquisition des entreprises qui collaborent au génocide, bloquer les ventes d'armes, interpeler les gouvernements pour qu'ils cessent tout lien, notamment commerciaux, et tout soutien à l'État génocidaire. Nous devons obtenir le soutien des syndicats et de la rue. Nous soutenons la formation de blocs juifs visibles en solidarité avec la Palestine. Nous visons à créer un maximum d'espace pour le débat démocratique au sein du mouvement.

Mais nous savons au fond que ce mouvement est aussi un mouvement anti-impérialiste, décolonial, anti-guerre, qu'il entre en résonance avec la menace d'un monde chaotique où les relations entre les grandes puissances se règlent par les armes. Dans le cadre de ce mouvement, nous voulons affirmer la nécessité pour les peuples du monde, les classes populaires et les personnes racisées, de se soulever pour arracher le pouvoir aux criminels. Nous soutenons la résistance des peuples, armée ou non. Seule une mobilisation massive, notamment au Moyen-Orient, peut modifier le rapport de forces actuellement totale-

ment déséquilibré et forcer les États et organisations à se mobiliser contre ce génocide.

Nous ne partageons pas le projet politique du Hamas ou du Hezbollah, ni leurs visions répressives et réactionnaires de la société. Cependant, étant donné le recul de la gauche dans la région et l'absence d'autres forces de résistance au colonialisme, ces organisations bénéficient d'un large soutien électoral et populaire, et sont de fait des outils de résistances reconnues, que ce soit dans la région ou par certains dans les mouvements de solidarité. Nous dénonçons la rhétorique des classes dirigeantes occidentales qui qualifient le peuple palestinien et ses organisations de « terroristes ». Pour Israël et ses alliés, le fait même de résister est une action terroriste. Pour nous, la violence des victimes découle de la violence des oppresseurs. Si nous ne soutenons pas politiquement le Hamas, nous soutenons son droit démocratique à exister, et nous exigeons le retrait du FPLP, du Hamas et du Hezbollah des listes

d'organisations terroristes dressées notamment par les États-Unis et l'Union européenne.

En Palestine plus qu'ailleurs, la lutte victorieuse des exploités et des opprimés peut être la voie vers un monde plus juste. Nous réaffirmons la nécessité de démanteler l'État sioniste, en tant que « État pour les juifs », et que seule une Palestine libre, démocratique, laïque et égalitaire, où toutes les Palestiniennes dispersées

pourraient retourner, et où chacun pourrait vivre, quelle que soit sa religion, dès lors qu'il accepte ce cadre décolonial, peut apporter une solution juste et pacifique aux populations de la région. Le rapport de forces nécessaire à la mise en place d'une telle solution, loin des mirages d'une Palestine limitée à des bantoustans, implique une mobilisation mondiale, et notamment régionale, pour stopper les impérialistes, les États-Unis en particulier.

Israël et les États-Unis sont isolés sur la scène internationale. La Palestine est soutenue par la majorité des classes populaires, à nous de transformer ce soutien en actions de masse ! ■

“ Nous réaffirmons la nécessité de démanteler l'État sioniste et que seule une Palestine libre, démocratique, laïque et égalitaire, où chacun pourrait vivre dès lors qu'il accepte ce cadre décolonial, peut apporter une solution juste et pacifique aux populations de la région. ”

Résolution sur la guerre en Ukraine

1. En février 2022, Poutine a lancé une invasion à grande échelle de l'Ukraine dans le but de transformer le pays en satellite russe. Cette tentative a déjà fait des centaines de milliers de mort-es et de blessé-es. Mais le régime de Moscou se caractérise depuis longtemps par une idéologie impérialiste expansionniste grand-russe, qui considère que les superpuissances ont le droit d'étendre leur zone d'influence par tous les moyens possibles, en remettant en cause les normes établies du droit international et en légitimant une nouvelle ère de redistribution impérialiste. Ainsi, pour le Kremlin, l'augmentation quotidienne du coût humain de cette agression n'est pas une raison pour y mettre fin, et une nouvelle intensification est nécessaire pour terroriser le peuple ukrainien et l'obliger à se soumettre.

2. Ce qui devait être une « Opération militaire spéciale » visant à faire tomber le gouvernement de Kiev en quelques jours s'est transformé en un enlèvement de trois ans dans une guerre à grande échelle. Cette évolution était inattendue non seulement pour Poutine, mais aussi pour les puissances occidentales – Biden a même proposé d'aider Zelensky à être exfiltré. C'est précisément la détermination et la résilience de la résistance ukrainienne qui ont déjoué les plans de Poutine jusqu'à aujourd'hui.

3. L'invasion de l'Ukraine n'était pas seulement une tentative de réaffirmer le rôle de la Russie dans la compétition capitaliste, mais aussi une tentative délibérée de renforcer le contrôle sur la société russe et d'écraser toute dissidence. Des militant-es anti-guerre ont été poursuivi-es et condamné-es à de longues peines de prison sur la base d'accusations forgées de toutes pièces. Des organisations socialistes, comme celle de nos camarades du Mouvement socialiste russe, ont été contraintes de se dissoudre et leurs membres ont dû fuir. Si les féministes continuent à se mobiliser, elles le font sous une pression constante, avec des menaces d'emprisonnement pour avoir ne serait-ce que prononcé le mot « guerre ».

4. En tant qu'internationalistes, nous défendons le droit à l'autodétermination de l'Ukraine et son droit à résister

à l'invasion. Les mouvements populaires font partie intégrante de cette résistance et mènent une lutte sur deux fronts : contre les occupants et contre le gouvernement Zelensky. Dans cette lutte inégale, nous sommes solidaires des autres forces progressistes du pays. Nous exhortons toute la gauche internationaliste à développer une solidarité politique et matérielle avec les syndicalistes, les féministes et les militant-es des organisations sociales et démocratiques en Ukraine. Comme la Quatrième Internationale le fait depuis le début de l'agression dans le cadre du « Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine » (ENSU/RESU) et avec l'organisation de gauche ukrainienne Sotsialnyi Rukh.

5. Une fois de plus, nous soulignons que nous ne nous faisons aucune illusion sur la nature du régime ukrainien. Son gouvernement est de droite et néolibéral, n'hésitant pas à mobiliser la peur pour rester au pouvoir. Il tient autant à satisfaire les capitalistes nationaux qu'à rassurer les puissances occidentales sur sa capacité à s'adapter à leurs exigences. Ses politiques antisociales et antidémocratiques sont contre-productives en termes de défense de l'Ukraine, car elles s'opposent aux besoins de ses classes laborieuses, provoquent leur ressentiment, sapent la confiance sociale et, en conséquence, le gouvernement recourt à des mesures de plus en plus autoritaires. Il est donc d'autant plus important de se tenir aux côtés des travailleurs et travailleuses ukrainien-nes et de leurs organisations. Nous ne pouvons pas les abandonner alors qu'ils et elles ont désespérément besoin de solidarité, d'autant que notre vision de l'émancipation est celle d'une lutte par en bas, où le peuple se soulève pour lutter en toute indépendance du gouvernement et des grandes puissances.

6. L'attaque de l'Ukraine par la Russie s'inscrit dans la crise globale du capi-

talisme, des tensions inter-impérialistes croissantes, de la montée de l'extrême droite et du militarisme. Le régime russe est intervenu en Ukraine, en Arménie, en Géorgie et au Kazakhstan, a soutenu le régime réactionnaire de Bachar el-Assad et s'implique de plus en plus en Afrique. Les États-Unis manœuvrent en Amérique du Sud, en Asie-Pacifique, en Europe et en Afrique, arment en permanence Israël en soutenant toutes ses agressions. La France, quant à elle, tente de se maintenir en Afrique et réprime les indépendant-

tistes kanak. Sans compter que la guerre d'agression de Poutine a revitalisé l'OTAN, a u p a r a v a n t déclarée « en mort cérébrale », et qu'elle a permis aux grandes puissances occidentales de la renforcer et de l'élargir.

“ Nous défendons le droit à l'autodétermination de l'Ukraine et son droit à résister à l'invasion. Les mouvements populaires font partie intégrante de cette résistance et mènent une lutte sur deux fronts : contre les occupants et contre le gouvernement Zelensky. ”

7. En invoquant l'invasion russe, les gouvernements occidentaux font semblant d'être impuissants à soutenir ceux qui sont frappés par l'inflation et l'augmentation des coûts de l'énergie, sapant ainsi tacitement la solidarité à laquelle ils appellent. Entre-temps, les forces de droite s'en prennent de plus en plus aux réfugié-es ukrainien-nes ou les opposent à d'autres migrant-es.

8. Évidemment, le soutien que les États-Unis et les gouvernements occidentaux apportent à l'Ukraine n'est pas fondé sur un point de vue anticolonial, puisqu'ils permettent, notamment, au colonialisme israélien de se développer sans entrave. Les puissances impérialistes occidentales utilisent la guerre pour tenter d'affaiblir leur rival russe en même temps qu'elles utilisent le besoin d'aide de l'Ukraine pour imposer leur propre mainmise sur le pays. Cependant, ce n'est pas une raison pour que le peuple ukrainien, dans le besoin, qui mérite tous les moyens nécessaires pour se défendre, refuse ces moyens ou que nous fassions obstacle à cette aide.

9. Il appartient maintenant à la gauche de se mobiliser et d'exiger que le soutien au peuple ukrainien soit accordé sans condition, au lieu d'être lié à la mise en œuvre et à l'approfondissement des mesures néolibérales. C'est pourquoi nous demandons l'annulation immédiate et totale de la dette ukrainienne, le respect du droit du travail, du droit aux études et le maintien des services publics, l'expropriation des grands capitalistes et la lutte contre la corruption pour aider le peuple ukrainien et s'opposer au pouvoir impérialiste.

10. L'augmentation mondiale des dépenses d'armement montre que nous devons plus que jamais faire campagne contre les programmes insensés de réarmement stratégique mutuel, notamment nucléaire, contre le commerce des armes, très souvent orienté vers les dictatures, et pour un contrôle démocratique (nationalisation) de l'industrie de l'armement – tout en soutenant le droit des peuples colonisés à se défendre, y compris par les armes.

11. Au moment où nous écrivons ces lignes, la Russie lance de nouvelles attaques. La destruction de villes entières, d'infrastructures et d'écosystèmes sert à imposer l'emprise de l'impérialisme grand-russe, tout comme l'enlèvement et la déportation d'enfants, la destruction de la culture ukrainienne et la suppression des libertés dans les zones occupées. Poutine ne cache pas ses exigences pour punir l'Ukraine de son entêtement : reconnaissance des acquisitions territoriales illégales, remplacement du gouvernement « illégitime et nazi » de Zelenski, réduction drastique des forces armées ukrainiennes, non-adhésion à l'OTAN.

12. Il est clair qu'une partie de l'extrême droite occidentale préférerait un accord avec Poutine qui renforcerait leur programme ultra-réactionnaire commun et qui laisserait l'Ukraine impuissante et divisée, réduite à une néo-colonie de la Russie. Le gouvernement chinois apporte un soutien concret au Kremlin tout en présentant les exigences de reddition de l'Ukraine comme des propositions de négociations. Une partie des classes dirigeantes européennes et américaines pourrait également être tentée, à un moment donné, par une paix qui donnerait satisfaction à Poutine, mais qui rétablirait également les relations commerciales avec la Russie et la Chine.



13. Trump considère désormais que les Ukrainien·nes sont responsables de la guerre. Sa posture prédatrice et mercantiliste, exigeant le « remboursement » de l'aide passée à l'Ukraine par la saisie de 50 % des ressources minières et en terres rares du pays, et d'autres privilèges à venir, est une illustration particulièrement brutale et odieuse de cette logique.

14. Une partie de la gauche qui s'auto-proclame anti-guerre est d'accord avec cela et est prête à laisser l'Ukraine à la merci permanente du régime russe, que ce soit par campisme anti-étatsunien ou par pacifisme. Nous pensons que toute « paix » basée sur de telles conditions et imposée contre la volonté du peuple ukrainien ne sera que le prélude à davantage d'occupation et de violence à l'avenir. Il est temps pour la gauche d'élaborer sa propre stratégie en matière de sécurité, basée sur la participation populaire et le contrôle démocratique. Cela est devenu plus crucial que jamais face aux « accords » inter-impérialistes conclus entre Trump et Poutine.

La seule solution durable à cette guerre passe par :

- la non-reconnaissance des annexions et le retrait complet des troupes russes,
- la soumission de toutes les négociations et de tous les accords au contrôle démocratique de la population,
- la garantie de la capacité de l'Ukraine à se défendre contre tout empiètement impérialiste futur.

Une paix durable n'est possible que si elle repose :

- sur le droit du peuple ukrainien et de ses minorités constituantes à déterminer librement leur avenir et à développer leurs cultures, indépendamment des pressions extérieures, des intérêts des oligarques,

des régimes néolibéraux au pouvoir ou des idéologies d'extrême droite ;

- sur le respect des droits politiques, sociaux et du travail, y compris le droit de grève, de réunion pacifique et d'élections libres ;
- sur le droit de tous les réfugié·es et des personnes déplacées par la guerre de rentrer chez eux et elles ou de s'installer dans les pays où ils et elles résident actuellement ;
- sur le démantèlement de la dictature de Poutine et la libération de tous les prisonniers et prisonnières politique et de guerre.

Nous inscrivons notre combat contre la guerre en Ukraine et pour la défaite de la Russie dans une lutte contre le militarisme et l'impérialisme.

La lutte contre la guerre et pour la solidarité internationale nécessite :

- le démantèlement de tous les blocs militaires de l'OTAN, de l'OTSC et de l'AUKUS ;
- l'établissement d'un système de relations internationales basé sur l'égalité de toutes les nations, le contrôle par le bas, une diplomatie ouverte et la condamnation de toutes les formes d'agression impérialiste et nationaliste ;
- l'annulation de la dette ukrainienne ;
- la création, sous le contrôle des citoyen·nes ukrainien·nes, d'un fonds pour la reconstruction, la défense et l'amélioration des conditions de vie, financé par des taxes exceptionnelles sur les bénéfices des capitalistes occidentaux qui ont fait des affaires avec leurs homologues russes et sur les bénéfices des entreprises d'armement et autres profiteurs de guerre, ainsi que par l'expropriation des fortunes des oligarques russes et ukrainiens. ■

Le 28 février 2025

Notre orientation et nos tâches dans les mouvements sociaux

Ce document adopté par le congrès permet d'homogénéiser notre vision, par-delà les situations variées dans le monde, de l'engagement dans les mouvements et organisations de masse.

Pourquoi les mouvements sociaux sont-ils stratégiquement importants ?

Depuis de nombreuses années, la Quatrième Internationale a développé une pratique – et dans une plus ou moins grande mesure une compréhension théorique – selon laquelle les mouvements sociaux, dans toute leur diversité, peuvent jouer et joueront souvent un rôle essentiel dans la lutte pour le socialisme.

Il existe une multitude de mouvements sociaux : par exemple les syndicats, les mouvements de quartier, de paysan·nes, d'écologistes, de femmes, de LGBTQIA+, d'autochtones, de racisé·es, d'handicapé·es. Ces mouvements sociaux articulent bien souvent plusieurs dimensions : contre l'exploitation sur le lieu de travail, pour la défense des lieux de vie et du vivant, et pour la libération face aux oppressions (notamment des femmes, LGBTQIA+, autochtones, racisé·es, handicapé·es). Notre approche vise à soutenir ces multiples dimensions des luttes, à les amplifier et à viser une jonction explicite des différents aspects et terrains de lutte vers un affrontement global avec les classes dominantes, qui s'appuient sur l'exploitation, les oppressions et la destruction des lieux de vie et du vivant.

Ces mouvements sont importants car ils constituent l'auto-organisation de ceux qui contestent le système capitaliste de différentes manières. Le processus d'auto-organisation, notamment sur les lieux de travail, mais aussi dans d'autres contextes collectifs (établissements

scolaires, quartiers, communautés rurales, etc., ou sur la base d'une expérience partagée de l'oppression) favorise le développement d'une conscience de classe face aux défis du système capitaliste, notamment des employeurs et de l'État, la politisation et l'élaboration de prémisses d'un programme de contestation du système capitaliste et de la perspective d'une société différente.

Alors qu'un parti anticapitaliste vise à développer un programme de lutte de classe comme synthèse des revendications dans le meilleur intérêt des exploité·es et des opprimé·es, le développement et l'expression de ces revendications sont mieux formulées par ceux qui sont les plus directement impliqués.

Nous avons commencé à développer cette compréhension en lien avec notre travail dans le mouvement des femmes, et cette approche se trouve d'abord dans les textes qui ont été adoptés lors de divers congrès et réunions des instances de direction sur la question de la lutte pour la libération des femmes et notre orientation vers la construction de mouvements de libération des femmes. En particulier dans « La révolution socialiste et la lutte pour la libération des femmes »,

notamment la deuxième partie (1), dans « Situation et dynamiques des mouvements de masse et courants féministes » en Amérique latine, en particulier la partie III « Notre orientation » (2) et « Dix ans de combat féministe et axes d'intervention dans les pays impérialistes » (3).

Le premier texte expose, entre autres choses, nos différences à la fois avec

ceux qui, à gauche, minimisent l'oppression des femmes en les considérant uniquement comme des travailleuses salariées, et avec ceux qui voient le patriarcat et les rapports de classes comme des processus parallèles, ce que nous appellerions aujourd'hui des théories des systèmes doubles.

Comme le soutient le document en réponse à cette première question : « De ce point de vue, ils n'accordent de poids et d'importance qu'aux luttes que les femmes mènent en tant que travailleuses sur leur lieu de travail. Ils pensent que les femmes seront libérées, au passage, par la révolution socialiste et qu'ainsi elles n'ont aucun besoin de s'organiser en tant que femmes luttant pour leurs propres revendications. En niant la nécessité pour les femmes de s'organiser pour lutter contre leur oppression, ils ne font que renforcer les divisions au sein de la classe ouvrière et retardent le développement de la conscience de classe parmi les femmes qui commencent à se révolter contre leur statut d'infériorité. » (4) L'orientation principale de la deuxième partie du document peut être résumée dans le slogan « Pas de libération des femmes sans révolution socialiste, pas de révolution socialiste sans libération des femmes ».

Notre analyse initiale était par trop basée sur notre expérience du mouvement des femmes dans les pays capitalistes avancés, cela a été corrigé et développé notamment avec les travaux sur le mouvement des femmes latino-américain.

La compréhension générale selon laquelle les oppressions spécifiques ne

1) 11^e congrès de la IV^e Internationale, *Inprecor*, numéro spécial, novembre 1979.

2) *Quatrième Internationale* n° 40-41, avril-juin 1991, p. 145.

3) *Idem*, p. 121.

4) *Inprecor*, numéro spécial, nov. 1979, p. 71.

Mouvements sociaux

seront pas défaits simplement par une lutte sur le lieu de travail, sans que la direction active des mouvements des opprimé-es montre la voie et souligne la réalité des oppressions spécifiques, est pertinente et plus générale.

Dans une moindre mesure, mais néanmoins de manière significative, nous avons également approuvé des textes qui tirent des leçons des luttes des paysan·nes pauvres et des travailleur·ses agricoles, des mouvements LGBTQIA+, des luttes autour de la dette et des mouvements qu'elles suscitent, des mouvements altermondialisation et anti-guerre et autour des mouvements indigènes, autochtones et environnementaux, ainsi que, bien sûr, du rôle permanent des syndicats (5).

1. Ces mouvements, et d'autres encore, ont chacun leur propre histoire, leur propre dynamique et leurs propres rapports de forces. Il existe des différences importantes entre les mouvements sociaux des opprimé-es et les mouvements sociaux plus généraux. Dans ce texte, nous cherchons également à dégager quelques principes généraux qui nous semblent importants.

a) Les mouvements sociaux sont un moyen essentiel de mobiliser des couches des classes ouvrière et populaires, y compris les plus exploitées, opprimées et souvent marginalisées, en faveur du changement social – y compris dans le cadre d'un éventuel changement révolutionnaire. Les mouvements sociaux sont avant tout la forme élémentaire d'organisation pour se défendre personnellement contre le système sur des enjeux sociaux, démocratiques ou de discrimination. En cela, ils peuvent être le cadre d'action des exploité-es, représenter leur force sociale. Les gens se mobilisent autour de leur propre situation politique et tirent ensuite de cette expérience des enseignements politiques plus généraux. À ce titre, le travail dans les mouvements sociaux peut et doit être actuellement un domaine clé de recrutement dans nos organisations – et de formation de camarades, en particulier celles et ceux issu-es de groupes plus marginalisés, au travail de masse.

Les mouvements sociaux peuvent s'influencer mutuellement – les ques-

5) « Bouleversements sociaux, résistances et alternatives », *Inprecor* n° 649-650, février-mars 2018.



Manifestation à Madrid sur la place Puerta del Sol le 15 mai 2011. © furilo

tions climatiques sont par exemple acceptées comme faisant partie de l'agenda syndical dans de nombreux endroits, bien plus qu'elles ne l'étaient il y a une dizaine d'années. Ils jouent un rôle politique de premier plan car les mobilisations qui en résultent sont des lieux de confrontation contre les politiques des capitalistes et de leurs gouvernements, les situations d'oppression ou d'exploitation. Les crises cumulées subies dans la situation écologique, démocratique et sociale actuelle renforcent la place et le poids des mouvements sociaux.

b) Ces mouvements ont une importance stratégique pour nous car ces mobilisations des classes populaires, sur leurs revendications, sont le terreau de la lutte des classes et de la construction des rapports de forces politiques contre le capitalisme. Ils sont donc le creuset des revendications anticapitalistes transitoires.

c) Ces mobilisations ont une autre dimension stratégique, celle d'être le creuset de l'auto-organisation, de la prise en charge de leurs propres intérêts et de l'action politique directement par les exploité-es et les opprimé-es. En cela, elles dessinent ce que pourrait être une société basée sur une démocratie de conseils, de structures d'auto-organisation, d'associations et d'organisations sur les lieux de travail, dans les quartiers et dans les villes. Cela ne signifie pas qu'elles seront des outils suffisants pour parvenir à une démocratie des conseils

– qui impliquera nécessairement une organisation révolutionnaire – mais elles en constituent une condition préalable essentielle.

Nous promovons les principes de la Commune de Paris (rotation des postes, transparence dans la responsabilité et démocratie directe dans la prise de décision) auxquels nous ajoutons la nécessité de recréer la culture de la retransmission en direct de tout processus de négociation avec les gouvernements et les autorités dans le but de mettre fin à la culture anti-démocratique du secret.

Nous nous battons donc pour que ces mouvements gardent fermement leur indépendance vis-à-vis des pouvoirs en place et y compris des partis qui prétendent lutter contre le système. Les expériences récentes des gouvernements de Lula, de Syriza, du Printemps arabe et de bien d'autres montrent l'importance de la présence du mouvement de masse pour garantir les intérêts des exploité-es.

2. Nous cherchons donc à promouvoir la construction de mouvements sociaux et à intervenir en leur sein, en luttant pour des revendications et des modes d'organisation qui mettent en avant un agenda de lutte pour les intérêts de la classe ouvrière, se battant pour qu'une perspective lutte de classes soit adoptée par le mouvement dans son ensemble. Nos militant·es adoptent une attitude d'écoute et d'apprentissage de ce que font les autres militant·es plutôt que de supposer que nous avons toutes les réponses.

3. Nous luttons pour la démocratie la plus large possible au sein des mouvements sociaux et nous souhaitons faire en sorte que les plus exploité-es et les plus opprimé-es puissent faire entendre leurs revendications et être représenté-es autant que possible. Cela signifie que nous nous battons également pour des structures et des processus de délégation clairs, en nous opposant à la fois à la « tyrannie de l'absence de structure » et à la bureaucratisation, car c'est le meilleur moyen d'impliquer activement le plus grand nombre de personnes.

4. Tout en luttant pour l'unité la plus large du mouvement dans son ensemble, parfois nous participons – ou même créons – une organisation, un groupe ou un réseau de forces plus à gauche pour développer une intervention commune au sein d'un mouvement sur des questions clés. Il est difficile de codifier quand cela est approprié, mais cela peut être pertinent par exemple lorsque la direction existante est bureaucratisée et n'agit pas, ou lorsqu'il y a un risque que des forces

significatives (peut-être particulièrement parmi les jeunes) abandonnent l'activité en raison d'un manque de succès. Un autre contexte dans lequel nous pourrions nous organiser avec d'autres est celui où le mouvement dans son ensemble n'est pas à l'écoute des

demandes de composantes clés – par exemple les autochtones, les migrant-es, les trans, etc. Les décisions de participer ou de créer de telles structures doivent toujours être prises collectivement par notre propre organisation – soit à travers des réunions de fractions ou des commissions chargées de coordonner ce domaine de travail, soit par nos structures de direction. Nous devrions régulièrement évaluer si c'est le bon cap, si nous sommes capables de défendre nos propres idées de manière indépendante et si cela est pertinent.

5. Nous luttons pour une plus grande coordination des mouvements sociaux autour de revendications et de thèmes similaires à l'échelle internatio-

nale, qui sont largement comprises au sein du mouvement et qui ont un sens à un moment précis. Nous cherchons à nous assurer que les structures au niveau international ne reflètent pas uniquement les parties des mouvements qui ont accès au financement – une bataille qui devrait être facilitée par le développement des technologies qui permettent des réunions en ligne avec traduction. Nous nous battons pour que ces structures soient véritablement internationales et qu'elles reflètent les préoccupations et les demandes de toutes les parties du monde et ne soient pas dominées par des organisations du Nord.

6. Nous luttons pour que tous les mouvements sociaux adoptent une approche intersectionnelle sans perdre de vue leurs propres revendications.

7. Nous luttons pour la coopération et le soutien mutuel entre les différents mouvements sociaux. Nous avons soutenu le développement des Forums sociaux mondiaux où les Assemblées

générales des mouvements sociaux ont été l'occasion de déclarations communes mettant en évidence les liens et les points de convergence des différents mouvements sociaux, y compris des mouvements syndicaux. Aujourd'hui, cette idée est très bien résumée dans l'idée d'un « mouvement des

mouvements » – mais l'idée n'est vraiment concrétisée nulle part, du moins au niveau international.

8. Dans différents contextes, les mouvements peuvent être confrontés à la situation où des partis qui défendent les orientations préconisées par les mouvements eux-mêmes, et dans lesquels les militant-es et les dirigeant-es des mouvements sont elleux-mêmes actifs, peuvent prendre le contrôle de gouvernements locaux ou même nationaux. Les dirigeant-es des mouvements, comme militant-es de ces partis, peuvent alors se voir proposer et accepter des postes à responsabilité au sein de ces gouvernements. De même, de tels gouvernements peuvent proposer des postes à des mili-

tant-es de mouvements non alignés, affirmant qu'ils « représenteront » les mouvements.

Nous soutenons que la position des mouvements devrait être de rester totalement indépendants de toutes les structures gouvernementales. Néanmoins, les mouvements peuvent être confrontés à la difficulté de continuer à organiser une mobilisation de masse indépendante face à un gouvernement bénéficiant d'un soutien populaire et qui prétend soutenir et mettre en œuvre les revendications des mouvements.

9. Si nos modes d'organisation au sein des mouvements sociaux se veulent les plus proches possible de la base et de l'indépendance politique vis-à-vis de l'État, nous ne sommes pas non plus opposé-es, dans certaines situations, à la dynamisation, voire à la création, d'organisations non gouvernementales (ONG). L'analyse de l'opportunité de le faire et de continuer doit être effectuée collectivement à travers les structures démocratiques de notre organisation, en évaluant si les règles qui les régissent et l'accès au financement public renforcent les objectifs politiques énoncés ci-dessous ou les restreignent.

10. Nous sommes favorables à ce que les mouvements sociaux posent la question du pouvoir. S'ils veulent pouvoir le faire sans se perdre dans le gauchisme ou le substitutisme, ils doivent être suffisamment larges pour que leur force et leur nature puissent objectivement s'opposer au pouvoir de la classe dirigeante. Ce fut le cas du HIRAK en Algérie, des révolutions arabes, des Indigné-es dans l'État espagnol, du mouvement paysan en Inde et de la mobilisation populaire au Chili, par exemple. Dans la lignée des grands mouvements révolutionnaires du siècle dernier, nous soutenons que les mouvements de masse, dotés de structures d'auto-organisation du prolétariat en particulier, constituent une forme de pouvoir alternative à celui de la bourgeoisie. Nous mettons classiquement en avant le mot d'ordre d'Assemblée constituante, lié aux revendications transitoires, notamment sur les questions sociales – même si ce type de slogan doit être ajusté au cas par cas – pour défendre cette perspective.

11. Nous pensons que les mouvements sociaux démocratiques devraient

“ Nous nous battons donc pour que ces mouvements gardent fermement leur indépendance vis-à-vis des pouvoirs en place et y compris des partis qui prétendent lutter contre le système. ”

continuer à s'organiser même après la prise du pouvoir, sans parler de la réalisation de leurs principales revendications ou d'un changement de gouvernement dans une direction « progressiste ». Nous notons par exemple l'expérience importante du mouvement des femmes au Nicaragua, qui a lutté contre la corruption de la révolution sandiniste initiale et pour les revendications des femmes en particulier. Les difficultés rencontrées par le mouvement des Sans-terre au Brésil dans sa lutte pour une véritable réforme agraire, contre le gouvernement Lula en 2005/2006, en sont un autre exemple.

Les mouvements sociaux réactionnaires

Dans notre tradition, nous avons eu tendance à considérer les mouvements sociaux comme intrinsèquement progressistes. Cependant, nous ne devons pas ignorer le fait que la droite radicale possède une tradition d'organisation autour des questions sociales. Les camarades du monde arabe ont souvent parlé des fondamentalistes qui organisent des services sociaux destinés aux couches les plus pauvres de la société pour fournir de la nourriture, des médicaments, etc. lorsque l'État ne le fait pas. C'est également une expérience des camarades du Pakistan et plus encore de l'Inde – où le BJP et les organisations qui l'ont précédé se sont construites sur cette base. Les évangélistes brésiliens ont suivi une trajectoire similaire en « s'organisant » dans les favelas. Pegida (6) est un autre exemple, de même que des organisations antivax dans les pays du Nord et des mouvements anti-IVG au niveau international.

En général, ces mouvements n'ont pas de démocratie interne mais sont plutôt des organisations de façade pour les partis

6) Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident (en allemand Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes, en abrégé PEGIDA) est un mouvement allemand de droite populiste, créé en 2014.

politiques d'extrême droite. Lorsque leurs revendications fondamentales sont réactionnaires, nous n'avons évidemment rien à voir avec eux, mais il peut arriver que nous fassions partie d'une mobilisation commune autour de revendications que nous soutenons tout en cherchant à rallier leur base à un véritable mouvement social fondé sur la démocratie et un programme plus équilibré et positif. Dans d'autres situations, les mouvements sociaux auxquels nous participons peuvent préférer appeler à construire leurs propres mobilisations cherchant à atteindre le même objectif – il s'agit d'évaluer le rapport de forces et le fait que nous ne souhaitons pas faire quoi que ce soit qui donne de la crédibilité à ces mouvements réactionnaires.

En tout cas, cela renforce la nécessité de faire partie des mouvements sociaux et de lutter en leur sein pour faire avancer des revendications et des programmes qui remettent en cause les politiques capitalistes et l'organisation capitaliste de la société, qui organisent la démocratie et la solidarité, face à des programmes racistes ou réactionnaires qui peuvent essayer de mettre en œuvre des idées d'extrême droite qui soutiennent les intérêts capitalistes.

“Les organisations staliniennes et maoïstes ont une longue tradition de création d'organisations de façade dont l'objectif principal n'est pas de faire avancer la lutte mais de servir de courroies de transmission à leurs propres partis.”

Les erreurs de la gauche

Malheureusement, notre approche des mouvements sociaux n'est pas universelle dans la gauche radicale. Les organisations staliniennes et maoïstes ont une longue tradition de création d'organisations de façade dont l'objectif principal n'est pas de faire avancer la lutte mais de servir de courroies de transmission à leurs propres partis, plutôt que de construire des mouvements sociaux unitaires. Bien qu'une telle approche ne soit pas théorisée de la même manière par d'autres organisations de la gauche radicale, l'International Socialist Tendency (avec le Socialist Workers Party britannique en son centre) et le Committee for a Worker's International (avec le Socialist Party britannique en son centre) ont souvent eu tendance à utiliser la même approche.

Dans ces derniers cas, l'autre tendance est que l'investissement de leurs dirigeant-es dans ces projets tend à être sporadique – et sur une seule question à la fois – basé sur leur jugement non pas de l'importance objective des questions sur lesquelles se fait la mobilisation mais sur les possibilités de recruter.

C'est également le cas de certaines organisations qui ne s'inscrivent pas exactement dans le même cadre – et au sein desquelles travaillent certains de nos camarades.

Des choses similaires se passent sur tous les continents et probablement dans tous les pays, ce qui est problématique parce que cela sape l'unité potentielle du mouvement concerné, mais aussi parce que cela donne à l'ensemble de la gauche radicale une mauvaise réputation au sein des mouvements sociaux.

Dans le même temps, nous devons nous prémunir contre le danger inverse : notre soutien à l'autonomie et à la démocratie des mouvements sociaux ne nous empêche pas de promouvoir notre politique globale et de rallier des militants à notre cause.

Dangers généraux dans les mouvements

a) Bureaucratisation et manque de démocratie

Il existe un réel danger de bureaucratization dans tout mouvement social, à moins que les personnes actives à la base aient une influence réelle sur la direction de l'organisation. Cela est vrai même dans les mouvements sociaux où il n'y a pas de personnel rémunéré ou lorsque les conditions matérielles du personnel rémunéré sont peu différentes de celles des volontaires non rémunérés. Lorsque de nouvelles organisations sont lancées, c'est généralement parce qu'il y a un objectif commun urgent, ce qui signifie que de nombreuses personnes ne prêtent pas attention à ces questions – mais une fois que des erreurs sont commises, il est plus difficile de les changer par la suite et il est probable qu'elles compromettent leur capacité à se maintenir à long terme. Lorsque les organisations deviennent plus grandes, le danger est plus grand car les structures deviennent plus lourdes. Et certaines organisations deviennent hostiles à l'idée de discuter des moyens d'éviter ces dangers parce

qu'elles se concentrent sur le lobbying et l'influence sur les politiciens ou les grandes ONG.

b) Clientélisme et entraide

Le texte du congrès mondial de 1991 sur l'Amérique latine, « Situation et dynamiques des mouvements de masse et courants féministes » a mis en évidence les dangers du clientélisme – c'est-à-dire l'attente que le soutien à (certaines) des demandes du mouvement sera « remercié » par un soutien au parti politique qui les met en place – et de l'entraide – le mouvement fournit des services qui devraient être fournis gratuitement par la société dans son ensemble.

« Adresser à l'État les revendications touchant aux problèmes sociaux et politiques a l'énorme avantage de situer la responsabilité là où elle doit l'être, dans l'ensemble de la société et de ses institutions, et donne plus facilement de ce fait à l'action de masse un caractère politique. Du succès des luttes et des mobilisations dépend le progrès aussi bien de la conscience globale que de la force et de la confiance nécessaires en leurs propres moyens.

L'expérience nous a appris, pourtant, que cette voie n'est pas exempte de dangers : d'un côté, cela peut favoriser une dynamique clientéliste et, de l'autre, ayant obtenu gain de cause sur certaines revendications, les femmes peuvent se retrouver absorbées par des tâches administratives dans la distribution ou les services. » (7)

Il nous semble que ces dangers, contre lesquels, selon le texte, on peut le mieux se prémunir en luttant pour la démocratie la plus complète au sein du mouvement, sont des difficultés auxquelles tous les mouvements sociaux, en particulier dans les pays du Sud, sont susceptibles d'être confrontés.

Dans le même temps, nous sommes conscient-es que parfois les mouvements qui s'organisent pour répondre

aux besoins immédiats des populations peuvent être essentiels en attirant davantage de forces vers l'activité, par exemple

l'action de camarades au Pakistan fournissant de la nourriture aux prisonnier-es politiques libéré-es qui n'avaient aucune autre forme de subsistance et lorsqu'ils étaient le seul soutien financier de leur famille pendant leur incarcération. Ces formes de préfiguration peuvent, en d'autres occasions, contribuer à faire pression sur l'État pour qu'il fournisse des services sur une base continue ou plus large, par exemple en Grande-Bretagne dans les années 1970, des groupes de libération des femmes ont fait

campagne pour des crèches communau-

“ Dans une période marquée par un reflux des mouvements révolutionnaires, une logique gauchiste tend à prendre une place plus importante, en cherchant à contrebalancer la relative faiblesse des mouvements de masse par une radicalité abstraite. ”

7) Quatrième Internationale n° 40-41, p. 158.

Marche Ni una Menos Pérou, 13 août 2016. Rassemblement final devant le Palais de Justice. © Yhhue91 – CC BY-SA 4.0



taires et, dans certains cas, ont occupé des bâtiments vides et les ont aménagés elleux-mêmes, ce qui a amené de tels services à être mis en place par un certain nombre de conseils locaux.

c) Fragmentation

Si nos sommes favorables à la convergence des luttes et au soutien mutuel – ce que l'on appelle parfois « un mouvement de mouvements » – cela ne signifie pas que les mouvements adoptent des exigences sur tous les sujets. Par exemple, il est excellent qu'au sein de La Via Campesina il y ait des sections de femmes et de jeunes et des événements spécifiques qui répondent à leurs besoins spécifiques dans le cadre de la campagne autour de la souveraineté foncière et alimentaire.

En revanche, au sein d'Ende Gelände, le mouvement écologiste d'action directe en Allemagne, certain-es ont suggéré qu'il doit prendre position sur toutes les questions politiques, ce qui risque de fragmenter et d'éteindre le mouvement.

d) Gauchisme

Nous devons également veiller à lutter contre les logiques gauchistes au sein des mouvements sociaux, qui se caractérisent par une recherche permanente de la radicalité pour la radicalité (dans la ligne politique et dans les méthodes de lutte) ; le refus du compromis et de toute alliance avec d'autres franges progressistes des mouvements sociaux, perçues comme pas assez radicales ; et une déconnexion vis-à-vis de la conscience de classe des masses et une méfiance à l'égard de ces dernières. Dans une période marquée par un reflux des mouvements révolutionnaires, ce type de logique tend à prendre une place plus importante, en cherchant à contrebalancer la relative faiblesse des mouvements de masse par une radicalité abstraite.

8) Occupy Wall Street est un mouvement de manifestation de contestation pacifique dénonçant les abus du capitalisme financier, le 17 septembre 2011. Il est entré en écho avec d'autres mouvements d'occupation des places.

9) Les *Encuentros* (« rencontres », en espagnol) sont un ensemble de rencontres continentales ou internationales ayant eu lieu à partir du milieu des années 90. En particulier les Rencontres intergalactiques (*Encuentros Intergalácticos*) organisées par l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) du Chiapas.

10) Comité pour l'abolition de la dette du tiers-monde, devenu depuis Comité pour l'abolition des dettes illégitimes, pour élargir son champ d'action.

L'essor et le déclin du mouvement altermondialisation

Le point culminant de la coordination des mouvements sociaux au niveau international (et régional) a été atteint jusqu'à présent avec le développement des Forums sociaux mondiaux (FSM) et des forums régionaux qui se sont également développés. Le FSM a eu lieu pour la première fois à Porto Alegre, au Brésil, en 2001, et s'est déroulé chaque année jusqu'en 2016. Le retrait de la Marche mondiale des femmes et de La Via Campesina du Conseil mondial du FSM vers 2005 est à la fois un reflet et un facteur du déclin de son importance.

La courbe de participation aux forums a été inégale – reflétant dans une certaine mesure les courbes des principaux mouvements sociaux impliqués, mais aussi des développements politiques plus généraux. Le contexte fut d'abord le cycle de luttes entre 1995 et 2005, puis le cycle suivant. Il est à noter que ni le cycle de lutte qui a conduit au développement des mouvements des Indigné-es et d'Occupy (8), ni la montée du Printemps arabe n'ont eu le FSM comme point de référence majeur ; ils n'ont pas non plus conduit à des mouvements sociaux permanents avec une coordination internationale.

Le contexte politique des premiers forums comprenait des développements majeurs en Amérique latine – en s'appuyant sur certains travaux des *Encuentros* (9), mais en les centralisant, dans le sillage du soulèvement zapatiste au Chiapas en 1994 et aussi de la croissance du PT qui a conduit à la première élection de Lula en 2003. La manifestation massive contre l'OMC à Seattle – avec la participation d'un contingent important de syndicalistes – a également joué un rôle important, de même que les mobilisations contre la Banque mondiale, le FMI et le G8 (Washington en avril 2000, Prague en septembre 2000, Gênes en juillet 2001), en particulier en Amérique du Nord et en Europe.

Le développement d'un mouvement international anti-guerre très important à partir de l'automne 2002, protestant contre l'invasion de l'Irak – avant l'invasion de mars 2003 et par la suite – a constitué une troisième impulsion clé pour certains des premiers forums. La mesure dans laquelle les développements politiques qui ont suivi la chute du mur de Berlin ont ouvert un débat sur les alternatives au capitalisme mérite d'être explorée.

Ces courants n'ont pas été les seules grandes organisations à s'impliquer dans le FSM dès le début. Parmi les autres organisations clés, citons le CADTM (10) (fondé en Belgique en 1990), La Via Campesina (fondée en Belgique en 1993), Attac (fondée en France en 1998), la Marche mondiale des femmes (fondée au Québec en 2000).

Des syndicats et des syndicalistes ont soutenu le projet : la CUT du Brésil, la KCTU de Corée du Sud, la WOSA d'Afrique du Sud ; en Europe, outre la CGT et la FSU françaises, des syndicats de la DGB tels que l'IG Metall ou ver-

di, les confédérations belges FGTB, CSC, en Grande-Bretagne UNITE et RMT, en Italie la FIOM, des syndicats américains de l'AFCLIO autour de Labor Notes et le courant des syndicats et syndicalistes révolutionnaires, la CGT de l'Etat espagnol, les COBAS, le STI, l'USB, d'Italie, CONLUTAS du Brésil, CTA d'Argentine, l'Union syndicale Solidaires de France, des syndicats qui font maintenant partie du Réseau international de solidarité et de luttes.

Suite au premier forum en 2001, les organisations brésiliennes qui avaient organisé le forum ont rédigé une Charte des principes. Deux éléments méritent d'être commentés dans ce texte : d'abord son attitude vis-à-vis des partis politiques (qui, dans le texte, sont presque toujours confondus avec les partis gouvernementaux) : « *Ne pourront participer au Forum en tant que telles les représentations de partis, ni les organisations militaires. Pourront être*

“ *Nous devrions essayer d'évaluer dans quelle mesure l'atrophie relative du mouvement altermondialiste été le résultat de changements dans la situation politique internationale et dans quelle mesure le résultat d'erreurs stratégiques des principaux courants politiques dirigeant le mouvement.* ”

invités à y participer, à titre personnel, les gouvernants et parlementaires qui assument les engagements de la présente Charte» (11). De plus, les partis ne pouvaient pas organiser d'ateliers dans le cadre du forum ou tenir des stands sur le site. Mais la déclaration reflète également une croissance des idées autonomistes au sein du mouvement, mettant l'accent sur l'idée d'un pouvoir parallèle plutôt que sur la nécessité d'affronter et de démanteler l'État. Le slogan « Un autre monde est possible » pouvait être et était soutenu par des courants ayant des approches différentes, concernant ce débat et bien d'autres.

Une deuxième déclaration interdisait aux Forums en tant que tels d'émettre des déclarations ou des prises de position, mais créait en même temps un espace pour le rassemblement des mouvements sociaux qui pouvaient le faire et l'ont fait. La Quatrième Internationale a engagé des ressources importantes dans le mouvement altermondialisation, le mouvement anti-guerre et dans d'autres mouvements impliqués dans le processus des forums sociaux, ainsi que dans le FSM lui-même. En particulier, nos camarades ont joué un rôle majeur dans la convocation de l'Assemblée des mouvements sociaux qui a publié d'importantes déclarations de 2005 à 2015, quelque peu éloignées du forum lui-même mais qui ont néanmoins eu un impact.

Nous devrions essayer d'évaluer dans quelle mesure l'atrophie relative du mouvement sous cette forme a été le résultat de changements dans la situation politique internationale (par exemple, le recul de la « marée rose » (12), la montée d'une nouvelle extrême droite, le déclin du mouvement anti-guerre, etc.) et dans quelle mesure elle a été le résultat d'erreurs stratégiques des principaux courants politiques dirigeant le mouvement.

Conclusion

Ce texte s'appuie sur nos précédentes discussions collectives concernant l'importance des mouvements sociaux dans la bataille pour le socialisme : leur impor-

Assemblée interprofessionnelle pendant le mouvement sur les retraites de 2019, Paris. © Inprecor.



tance stratégique dans la mobilisation et la politisation des couches d'exploités et d'opprimés, ainsi que leurs élaborations sur le plan programmatique et revendicatif pour enrichir notre propre programme. Cette approche représente un progrès majeur pour notre courant politique depuis des décennies et la codifier de manière plus systématique est une tâche importante. Produire les résultats les plus clairs possible, afin d'impacter notre théorie et notre pratique, au-delà du Congrès lui-même, nécessite la discussion la plus large en notre sein. Il sera important de recevoir des contributions supplémentaires sur les conclusions théoriques et pratiques issues de ce travail. Nous pouvons d'ores et déjà indiquer un certain nombre de thèmes à développer :

- les mouvements de paysan·nes pauvres, d'ouvrier·es agricoles et d'agriculteur·rices percutent les hypothèses des premiers marxistes sur la relation stratégique entre le prolétariat et la paysannerie ;
- le rôle stratégique des communautés indigènes et leur contribution essentielle à d'autres mouvements sociaux tels que les mouvements des femmes et/ou pour l'environnement ;

- les raisons pour lesquelles le mouvement contre la dette a particulièrement bien réussi à étendre sa portée internationale à une époque où d'autres mouvements ont reculé ou ont dû modifier consi-

dérablement leur orientation et/ou leurs formes d'organisation ;

- le rôle des mouvements sociaux réactionnaires – peut-être en particulier en Asie et en Afrique du Nord ;
- les relations entre les courants militant au sein des mouvements de femmes et des LGBTQIA+, ainsi que les nouveaux défis théoriques auxquels nous sommes confrontés.

Nous constatons également que notre discussion collective est peu développée sur deux oppressions particulières – le racisme et la racialisation, et le handicap et le validisme.

La première est particulièrement complexe parce que l'histoire de l'auto-organisation n'est pas seulement très différente dans les différentes parties du Sud, mais aussi au sein du Nord (car il concerne des populations différentes). Différents facteurs, historiques comme actuels, telles que la nature des relations coloniales, la présence d'une population indigène précoloniale, d'une population afro-descendante issue d'une économie esclavagiste, les différentes formes et causes des mouvements migratoires, influencent la manière dont le racisme est vécu et les formes de luttes et de mouvements antiracistes. Dans le même temps, nos réponses aux défis posés par le radicalisme noir et le marxisme noir sont insuffisamment développées. Enfin, nous n'avons pas abordé l'intersection entre l'auto-organisation des indigènes et des Noir·es, qui est importante, par

11) « Charte des principes du Forum social mondial », 9 avril 2001.

12) Expression utilisée pour désigner l'émergence de gouvernements de gauche, dits « progressistes », en Amérique latine, au début du 21^e siècle.

Mouvements sociaux

exemple au Brésil. Là encore, il serait important d'avoir des contributions sur ces questions.

En ce qui concerne les questions du handicap et du validisme, il existe un grand nombre de théories marxistes élaborées par des personnes handicapées au sein des mouvements de personnes handicapées, ainsi que par des militant-es et des universitaires. Cependant, il y a moins d'intersections entre les mouvements de personnes handicapées et d'autres mouvements sociaux, bien qu'il y ait des organisations de personnes handicapées qui sont intersectionnelles, notamment les mouvements de femmes handicapées. Malgré les faiblesses historiques de la gauche dans son ensemble, en matière d'organisation des personnes handicapées et de participation en tant que personnes handicapées ou en solidarité avec les mouvements de personnes handicapées, il est important que nous soyons des défenseur-ses cohérent-es du modèle social du handicap. Le modèle social du handicap soutient que ce ne sont pas les déficiences elles-mêmes qui sont la cause de l'oppression des personnes handicapées.

Le handicap est plutôt l'exclusion sociale des personnes handicapées en raison des besoins de la société capitaliste. Nous soutenons l'auto-organisation autonome des personnes handi-

pées et nous devons également lutter pour que tous les mouvements sociaux et la gauche soient organisés de manière à être aussi accessibles que possible aux personnes handicapées afin de garantir leur inclusion dans la gauche – ce qui signifie être solidaire des demandes des personnes handicapées et de leurs organisations, ainsi que des tactiques et des demandes qu'elles ont choisies. C'est un domaine dans lequel certaines de nos organisations travaillent et développent leurs idées – et nous accueillons volontiers des contributions sur cette théorie et cette praxis.

“ Parmi les jeunes, malgré la croissance des idées d'extrême droite, on observe dans de nombreux contextes une attitude plus positive à l'égard des personnes qui explorent la sexualité et l'expression du genre. ”

Les mouvements sociaux naissent et se remodelent inévitablement dans un contexte de crise et de bouleversements, de sorte qu'il y aurait beaucoup de nouvelles questions à aborder. En particulier, il ne faudrait pas ignorer le développement majeur du mouvement de solidarité avec le peuple palestinien depuis le 7 octobre 2023 et la réponse génocidaire de l'État israélien. Nous avons évalué les forces du mouvement – y compris son extension internationale –, la jeunesse et la féminisation de sa direction, la force croissante de la participation juive à la solidarité avec le peuple palestinien et la relation positive de ce mouvement de solidarité avec d'autres mouvements sociaux. Nous avons aussi évalué ses faiblesses – en particulier son manque relatif de force dans le monde arabe ainsi que,

de toute évidence, l'effroyable rapport de forces pour le peuple palestinien dans son ensemble. Ces évaluations doivent être développées ou mises à jour en fonction des développements ultérieurs.

La compréhension et l'orientation des mouvements sociaux développés ici alimentent notre activité politique en tant que Quatrième Internationale au niveau national et international.

Le 28 février 2025

Annexe 1 – Le mouvement féministe

En 2021, la Quatrième Internationale a adopté la résolution « La nouvelle montée du mouvement des femmes ». Bien que légèrement antérieure au présent document, elle conserve son utilité en tant que complément sur l'état actuel du mouvement.

Annexe 2 – Organiser les LGBTQIA+

Cette annexe ne prétend pas dresser un tableau complet de l'état de la lutte ou du mouvement LGBTQIA+, mais mettre en évidence certains des facteurs clés auxquels le mouvement et la gauche sont confrontés aujourd'hui, sur la base de notre expérience collective mais partielle.

1. Au niveau de l'attitude des classes dirigeantes, nous nous trouvons dans une situation contradictoire en ce qui concerne la politique LGBTQIA+, comme c'est le cas, dans une certaine mesure,



pour d'autres questions sociales. D'une part, les politiques homophobes, misogynes et particulièrement transphobes sont des mobilisateurs centraux pour les principaux mouvements d'extrême droite. Trump et ceux qui l'entourent sont les plus visible d'entre eux, mais nous ne devrions pas minimiser le rôle des courants chrétiens évangéliques en Afrique et en Amérique latine ou les attaques contre les droits parentaux et d'adoption des couples de même sexe dans l'Italie de Meloni.

D'autre part, d'autres États prétendent défendre les droits des LGBTQIA+ dans le cadre des « droits humains », tout en se concentrant sur l'idée que 1) la famille LGBTQIA+ (comme la famille hétérosexuelle) peut remplacer les services étatiques pour assurer la reproduction sociale ; 2) le marché arc-en-ciel est utile au capital pour faire du profit. Cette tendance, qui existe depuis des décennies, s'adapte à l'agenda de l'extrême droite, même si elle n'est pas aussi pathétique que dans le cas de l'immigration. En même temps, il s'agit toujours d'un programme qui s'adresse surtout aux hommes homosexuels cis et qui les arrange.

2. Le mouvement LGBTQIA+ dispose de très peu de structures ou d'événements internationaux, ce qui rend difficile l'évaluation des rapports de forces politiques.

Cette situation est aggravée par le fait que le Forum social mondial et les forums régionaux associés, qui donnaient une certaine visibilité aux groupes radicaux au sein du mouvement, ne fonctionnent plus de la même manière. Néanmoins, nous pouvons noter certaines tendances générales.

3. Du côté négatif, nous devons noter le développement d'un courant antitrans visible, et nous devons trouver des moyens plus efficaces de s'y opposer. Cette tendance ne se limite pas du tout aux lesbiennes, aux gays et très occasionnellement aux bi – beaucoup de ses figures les plus en vue sont des femmes cis. Elle constitue très souvent une minorité parmi les activistes, mais elle est néanmoins profondément pernicieuse. Sur le plan politique, nous pouvons voir comment cela s'inscrit dans un contexte plus large, certains étant apparemment heureux de faire cause commune avec des militants d'extrême droite et souhaitant en même temps promouvoir une vision des « droits sexuels » qui joue sur les notions de genre et de sexualité comme étant fixes (parfois données par Dieu), qui fait écho à la nécessité de « protéger » les enfants et les jeunes, et qui est source d'une profonde division. La plupart de ces courants sont également sex-négative et profondément hostiles aux travailleur-ses du sexe.

4. D'un point de vue plus positif, il y a cependant un certain nombre de développements à répertorier.

- Parmi les jeunes, malgré la croissance des idées d'extrême droite, on observe dans de nombreux contextes une attitude plus positive à l'égard des personnes qui explorent la sexualité et l'expression

du genre. Cela a conduit au développement/à la prolifération de nouvelles identités telles que les identités non binaires et a-genre, qui n'existaient pas vraiment de la même manière dans les périodes précédentes, ainsi que, dans certains contextes, à des formations sociales quelque peu distinctes pour les trans-femmes et les trans-masculins. Il y a là des dangers en termes de fragmentation – aggravés par le fait que les leçons tirées des périodes de lutte antérieures ne disposent pas de canaux d'exploration solides. En outre, le niveau d'atomisation et d'isolement imposé par le capitalisme à un stade avancé aux personnes les plus marginalisées peut entraîner un sectarisme né de la frustration.

- Certaines leçons et certains modes d'organisation qui ont vu le jour autour du VIH/Sida, en particulier dans les pays capi-

talistes avancés, ont eu un impact sur certaines des organisations collectivistes les plus positives en réponse à la pandémie de Covid 19, en termes de lutte pour que l'État protège les personnes les

plus à risque. La variole n'a pas eu le même impact, mais dans un monde où la crise environnementale signifie que d'autres pandémies sont inévitables, nous devrions nous en inspirer.

- L'implication visible de nombreux activistes queer, y compris des militant-es trans et lesbiennes, dans les campagnes de défense et d'extension des luttes

“ Avec Black Lives Matter, des centaines de milliers de manifestant-es sont descendu-es dans la rue pour exiger des changements radicaux et durables sur la place des noir-es et afro-descendant-es dans nos sociétés. ”

Commémoration d'un an du meurtre de Michael Brown, de la rébellion de Ferguson et du soulèvement Black Lives Matter. © The All-Nite Images de NY, NY, États-Unis – CC BY-SA 2.0



pour l'autonomie corporelle. La lutte pour défendre et étendre les droits à l'avortement dans la loi et dans la pratique a continué à être cruciale dans de nombreux territoires et continents.

Dans le même temps, l'implication des militant-es queer dans ces campagnes a souvent permis d'obtenir un soutien plus large pour la lutte des personnes trans, en particulier des jeunes trans, en faveur de soins de santé respectueux de la vie.

- Au cours du mouvement Black Lives Matter, la visibilité de la mention spécifique des vies trans noires a été particulièrement encourageante. Nous ne sommes pas en mesure de tirer des conclusions sur ce que cela signifie pour la relation entre les mouvements noirs/indigènes/queer et trans dans différents territoires.

- Les activistes queer et féministes radicaux-les ont souvent été visibles dans la solidarité avec la Palestine, rejetant le *pinkwashing* de la société israélienne sous le prétexte du sexisme et de l'hétérosexisme incontestables du Hamas. Ces militant-es soulignent à juste titre que les femmes palestiniennes et les personnes LGBTQIA+ sont également victimes du génocide israélien, que l'oppression des personnes LGBTQIA+ palestiniennes sous le régime israélien (à l'intérieur et à l'extérieur de la « ligne verte ») est aggravée par les lois d'apartheid qui les visent en tant que Palestinien-nes, et que la société israélienne est loin d'être un modèle en matière de droits des femmes ou des LGBTQIA+, même en comparaison avec les démocraties capitalistes d'Europe occidentale ou des Amériques. Ces organisations et contingents s'appuient sur le travail mené depuis longtemps par les militant-es et organisations queer de la région et par ceux et celles qui travaillent au sein du mouvement de solidarité internationale. Mais ils sont devenus beaucoup plus visibles avec l'essor du mouvement à l'échelle internationale au cours de l'année écoulée (et au-delà). Bien qu'il y ait eu quelques tensions dans certains pays (par exemple au départ au Danemark), dans l'ensemble, ce développement a permis de rendre une partie importante du mouvement queer plus visible qu'auparavant, clairement alignée sur une approche anti-impérialiste et plus accessible à des communautés qui en étaient auparavant en grande partie exclues. Les points soulevés par ces militant-es doivent être intégrés dans le discours du mouvement de solidarité au sens large.

Annexe 2 - Antiracisme

En matière de racisme et de racialisation, malgré les difficultés relevées en conclusion, il est utile de noter que deux événements mondiaux majeurs ont fortement influencé et divisé ces mouvements : la Conférence mondiale des Nations unies contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance, à Durban en 2001, et les attentats du 11 septembre 2001. Lors de la Conférence de Durban, les débats houleux et les revendications conflictuelles ont porté sur : est-ce que le sionisme est une forme de racisme ?, la montée de l'antisémitisme est-elle due à l'oppression des Palestinien-nes par les différents gouvernements de l'État d'Israël ? ; l'exigence d'excuses individuelles de la part de chaque État s'étant engagé autrefois dans l'esclavage, ainsi que la reconnaissance de celui-ci comme crime contre l'humanité, assorti de réparations ; la réaffirmation du droit des réfugié-es et la nécessaire protection des minorités ethniques, culturelles, linguistiques et religieuses ; la discrimination contre les Roms et les gens du voyage ; la reconnaissance explicite du lien entre sexisme et racisme. Par ailleurs, les attentats des Tours jumelles à New York vont être utilisés comme prétexte pour amplifier une nouvelle forme de racisme, qui dans certains pays (la France et la Belgique) va être très difficile à faire reconnaître : l'islamophobie. Nous assistons à deux basculements majeurs dans la lutte contre le racisme : dans les années 90 l'abandon du racisme biologique (la race humaine n'existe pas) qui sera remplacé par un racisme culturel, et plus tard culturel, et dans les années 2000 le dépassement d'un antiracisme moral, basé sur l'antiracisme d'État et sa lutte contre la xénophobie (stéréotypes et préjugés) et les discriminations interpersonnelles, par un mouvement plus radical, porté par des jeunes générations de racisé-es, souhaitant affronter le racisme institutionnel, systémique et structurel, surtout celui développé par l'État, ses appareils et ses gouvernements.

En 2020, un troisième événement va bousculer l'échiquier de l'antiracisme, lorsque nous avons vécu avec Black Lives Matter la plus grande mobilisation antiraciste depuis les années 1960 et la lutte des Noir-es Américain-es pour les droits civiques. Partout dans le monde, des

centaines de milliers de manifestant-es sont descendu-es dans la rue pour exiger des changements radicaux et durables sur la place des Noir-es et afro-descendant-es dans nos sociétés (décolonisation des esprits, de l'enseignement, des musées et des espaces publics). Ces luttes ont mis en particulier en lumière les violences policières et ses pratiques racistes.

La lutte antiraciste doit, dorénavant, concerner toutes les formes de racismes : minorités ethniques et religieuses ; les migrant-es, demandeur-euses d'asile et les débouté-es ; l'antisémitisme, l'islamophobie, la négrophobie et la romaphobie (au moins en Europe). Tout en soutenant l'auto-organisation des opprimé-es racisé-es, nous devons tenter d'unifier ces luttes dans un mouvement radical, large, pluraliste et unitaire (convergences des luttes), tout en défendant une approche intersectionnelle marxiste. À nous de faire les liens entre : les politiques impérialistes et de guerres pour soutenir des dictatures et contrôler et/ou piller les matières premières pour les multinationales occidentales, russes et chinoises ; les politiques d'ajustement structurel et les dettes dans le Sud global ; le réchauffement climatique, etc. comme les différentes causes des migrations vers les métropoles. D'où l'importance d'ouvrir les frontières et de défendre la liberté de circulation et d'installation, tout en revendiquant que les pays du Sud global puissent se développer et garder leurs intellectuel-les.

Enfin, combattre le fascisme signifie combattre les partis d'extrême droite mais aussi toutes les structures (médias, politiques étatiques, partis de gouvernement) qui participent à la normalisation de leur présence et de leurs idées dans le champ politique, cela veut dire penser stratégiquement (long terme) et tactiquement (court terme) nos alliances pour lutter contre la menace fasciste. Ce qui est essentiel dans nos luttes antifascistes, c'est de réaliser cette connexion entre les premières cibles de l'autoritarisme et la répression d'État, avec celles spécifiques de l'extrême droite : les migrant-es et les racisé-es, les femmes, les LGBTQIA+, les minorités ethniques et religieuses, et les syndicalistes et autres militant-es de gauche. On ne pourra pas renforcer nos luttes antifascistes sans la présence des personnes subissant le plus violemment ces oppressions, et il est nécessaire de reconnaître l'importance du racisme dans la société en général et dans l'idéologie fasciste pour ce faire.

Résolution sur les tâches de construction du parti pour la Quatrième Internationale

La situation de crises multiples et imbriquées, ainsi que l'urgence croissante de quitter le mode de production capitaliste qui en résulte pour l'humanité, afin d'éviter les plus grandes catastrophes décrites dans nos résolutions, rend encore plus nécessaire le rôle de la IV^e Internationale en tant que courant international avec des organisations nationales actives et militantes.

La résolution ne reprend pas les arguments en faveur de notre orientation actuelle vers la construction de partis de la nouvelle gauche et anticapitalistes – entendus comme une forme transitoire liée à l'actuel niveau de politisation et de radicalisation – comme l'indiquent nos résolutions depuis 1995 (2003, 2010, 2018). Nous avons ainsi résumé cette démarche en 2018 (1) :

Notre tâche aujourd'hui est de construire des partis qui soient utiles dans la lutte des classes. C'est-à-dire des partis qui puissent rassembler des forces et décider des actions qui auront un impact et feront avancer la lutte de classes, sur la base d'une approche et d'un programme lutte de classes. Le but ultime de ces partis étant de se débarrasser du système (capitaliste) existant, même si ce but est exprimé dans des termes très généraux. Cette perspective engage les forces de l'Internationale à être partie intégrante et loyale de la construction et de la direction de ces partis, de ne pas y être dans le seul but de recruter ou d'attendre pour en dénoncer les trahisons éventuelles. Notre objectif stratégique est la construction de partis révolutionnaires de masse et d'une Internationale révolutionnaire de masse.

Cette résolution se concentre sur la manière de renforcer notre profil politico-organisationnel et notre capacité en tant que courant international. Ce dernier est à la fois une source de travail théorique, analytique et programmatique, attractive et accueillante pour les courants issus d'autres traditions, et une force d'im-

pulsion aussi bien pour des campagnes internationales que pour l'activité de nos organisations au niveau politique national et dans les mouvements sociaux. Comme le dit la résolution « Rôle et tâches de la Quatrième Internationale » du Congrès mondial 2010 (2) :

La IV^e Internationale et ses sections ont joué et veulent jouer encore un rôle essentiel dans la défense, la promotion et la mise en œuvre d'un programme de revendications d'urgence mais aussi transitoires vers le socialisme ; d'une politique de front unique qui vise à la mobilisation de masse des travailleurs et de leurs organisations ; d'une politique d'unité et d'indépendance de la classe ouvrière contre toutes les formes d'alliance avec la bourgeoisie, contre toute participation à des gouvernements qui gèrent simplement l'État et l'économie capitalistes en ayant abandonné tout internationalisme ou combat pour en finir avec les inégalités et les discriminations de genre, raciales, ethniques, religieuses ou d'orientation sexuelle.

La IV^e Internationale a joué et joue toujours un rôle fonctionnel pour garder vivante l'histoire du courant marxiste révolutionnaire, « comprendre le monde », confronter les analyses et les expériences de militant-es, de courants ou organisations révolutionnaires et rassembler des organisations, des courants et

des militant-es qui partagent la même vision stratégique et les mêmes choix de regroupements larges sur des bases révolutionnaires. L'existence d'un cadre international qui

permette de « penser la politique » est un acquis indispensable à l'intervention des révolutionnaires. L'internationalisme conséquent doit poser la question d'un cadre international. [...]

Une différence majeure entre la IV^e Internationale et tous ces regroupements, au-delà des positions politiques,

et qui est à mettre à son compte, c'est qu'elle est basée sur une coordination démocratique de sections et de militant-es, alors que les autres regroupements internationaux sont des « Internationales-fractions » ou des coordinations basées sur des « partis-fractions » qui ne respectent pas les règles de fonctionnement démocratique, en particulier le droit de tendance. [...]

Nous avons, effectivement, un rôle particulier reconnu par une série de courants politiques. Nous pouvons être les seuls à pouvoir faire converger des forces politiques d'origines diverses. [...] Nous voulons faire jouer à la IV^e Internationale un rôle de « facilitateur » de convergences dans la perspective de nouveaux rassemblements internationaux.

1) *Inprecor*, n° 649-650, février-mars 2018.

2) *Inprecor*, n° 560-561, avril-mai 2010.

Du coup, pour nous consolider et jouer ce rôle, toutes les instances de la IV^e Internationale doivent être renforcées : réunions régulières du Bureau, comités internationaux, groupes de travail spécifiques, voyages, échanges entre les sections. Il faut renforcer l'activité de l'Internationale déployée ces dernières années : en rendant plus régulier et en renforçant les réunions des BP européens, ainsi que les efforts de coordination entre les sections d'Amérique latine. Le fonctionnement régulier des instances de direction qui se sont tenues chaque année, représentant une trentaine d'organisations, doit assurer la continuité – Bureau, réunion des BP européens, CI (Comité international) – de notre courant international.

“ La IV^e Internationale a joué et joue toujours un rôle fonctionnel pour garder vivante l'histoire du courant marxiste révolutionnaire. ”

A/ Profil public international

Depuis le Congrès mondial de 2018, nous avons rempli le mandat de créer un site web multilingue, *fourth.international*, qui assure la publication simultanée de nos déclarations et résolutions de direction dans nos trois langues de travail (et d'autres, lorsque des sections reprennent cette tâche à partir de cette ressource), ainsi qu'une sélection d'articles significatifs représentant en général l'opinion de nos propres organisations sur la situation dans leurs pays, et nos positions générales sur les questions internationales, même si c'est sous la forme d'articles signés. Il s'agit également d'une source contenant les résolutions de nos congrès mondiaux et comités internationaux.

Le Bureau et le CI ont été plus actifs dans l'adoption de déclarations donnant la position de l'Internationale sur les grands événements internationaux en vue de leur publication – environ 50 déclarations ont été publiées depuis le dernier Congrès mondial, même si le rythme s'est ralenti depuis 2021.

Nous avons également relancé le site *Punto de Vista Internacional* en castillan – aux côtés d'*International Viewpoint* en anglais et d'*Inprecor* en français ; et *Al-Mounadil* en arabe après l'interruption de sa parution sous pression des autorités, ainsi que notre nouveau site en arabe *Morasalat Alomamia* plus

récemment. Le principe d'une publication en portugais a été approuvé.

Ces sites monolingues jouent un rôle plus large que *fourth.international*. Ils prennent en compte les spécificités de leur audience linguistique, en publiant des articles d'actualité mais aussi des critiques, des débats, etc. La faiblesse de notre appareil international fait que, à l'exception d'*Inprecor*, tous nos propres sites web dépendent de l'action bénévole de camarades qui ont déjà de nombreuses tâches d'animation.

La prochaine étape consiste à créer une présence internationale plus cohérente basée sur ces sites web. Pour avancer concrètement dans cette direction, il est nécessaire de faire de cette question une priorité du prochain CI et du prochain Bureau. Une meilleure diffusion de nos analyses et de nos prises de position ne pourra qu'être bénéfique pour la construction de l'Internationale. Nous proposons d'avancer en deux temps, afin de tenir compte de nos forces réelles (limitées) et de nos moyens financiers (également limités).

1^e phase : coordonner et renforcer les équipes existantes

Quel est l'état actuel des forces qui font vivre nos sites ?

Le site *fourth.international* (en huit langues) est actualisé par un petit groupe de camarades, principalement en anglais, castillan, français et grec. De manière plus occasionnelle en arabe, et de manière plus exceptionnelle en portugais, italien et allemand. Ce groupe sélectionne les articles à publier et se base sur les traductions existantes ou sollicite un réseau de traducteur-ices principalement pour les trois langues de travail de l'Internationale. Le site recueille environ 4 000 visites par mois.

Inprecor dispose d'un site web et d'une revue papier en français. *Inprecor* peut compter sur un temps-plein d'un membre du Bureau, ainsi que d'un soutien bénévole pour les questions administratives et la comptabilité, et d'une correctrice bénévole. Depuis quelques mois, un comité de rédaction se réunit une fois par mois pour définir les thèmes de la revue papier. Le site recueille environ 4 400 visites par mois.

Morasalat Alomamia (*Correspondance internationale*) est l'équivalent d'*Inprecor* en arabe. Il vient d'être lancé et il traduit et reproduit les articles d'*Inprecor*, en attendant d'avoir la capacité d'impulser l'écriture d'articles originaux. Il est animé par un comité de rédaction de quelques camarades.

International Viewpoint (IVP) est le site web en anglais de la IV (le journal papier a été arrêté en 2005, à cause notamment de frais d'envoi trop importants pour faire



Notre publication en arabe *Morasalat Alomamia* (*Correspondances internationales*)

parvenir la revue aux quatre coins du monde, surtout dans les pays où le lectorat ne pouvait pas payer un abonnement) et est publié par des camarades du Bureau qui s'appuient également sur un réseau de traducteur-ices. Il existe aussi une récolte de fonds permanente. Le site recueille environ 17 000 visites par mois.

Punto de Vista Internacional (PVI) est le site web en castillan de la IV. Il est animé par un comité de rédaction regroupant des camarades d'Amérique latine et de l'État espagnol. Le site recueille environ 1 000 visites par mois.

Le site *ernestmandel.org* regroupe les textes d'Ernest Mandel en six langues. Au départ créé par la section belge, il n'a plus été actualisé pendant plusieurs années. La structure du site est très vieille et nous sommes actuellement en train d'en transférer le contenu vers une version plus récente. Mais c'est un travail lourd à réaliser. Nous avons donc besoin de renfort pour, dans un premier temps, transférer le contenu existant. Dans un deuxième temps, nous avons aussi besoin de quelques personnes qui pourraient continuer à alimenter et à faire vivre ce site. Le site recueille environ 1 000 visites par mois.

internationalcamp.org est le site dédié aux Rencontres internationales de Jeunes (RIJ). Il a été mis à jour jusqu'en 2018 avec les programmes des RIJ, des enregistrements, etc. La piste actuelle est que les Jeunes anticapitalistes (JAC, les jeunes de la section belge) reprennent ce site en main afin d'y publier le programme et le contenu lié aux RIJ 2025 qui auront lieu en Belgique. Ensuite la gestion de ce site sera transférée à la section qui accueillera les Rencontres suivantes. Les jeunes souhaitent également mettre en place une communication commune au niveau international pour les RIJ 2025. Bien qu'étant très peu mis à jour, le site recueille environ 1 000 visites par mois.

Nous devons prendre en compte d'autres sites dans notre « périmètre » (IIRF et ESSF), et d'importants sites indépendants où nos camarades sont actifs – par exemple *Spectre*, *Tempest*, *New Politics* (USA), *Contretemps* (France), *Jacobin America Latina*, *Jacobin Italia*, *Viento Sur* (État espagnol), *Amandla* (Afrique du Sud), *Spectre* (USA), *Asian Marxist Review*... qui, dans une certaine mesure,



Plusieurs sites de l'Internationale :
Punto de Vista Internacional
International Viewpoint
Ernest Mandel
International Camp
Inprecor

sont nos « rivaux » pour la publication de matériel original pour nos sites web. Nos sites web ne peuvent pas être simplement des canaux de republication de matériel existant.

Nos objectifs à court terme

1) Renforcer l'aspect collectif de la gestion de ces sites par un fonctionnement plus régulier des différents comités de rédaction.

2) Développer la diffusion de ces publications à travers des lettres d'information par courriel et les réseaux sociaux (notamment Instagram qui permet de toucher un public plus jeune et de publier des courtes vidéos d'actualité, y compris en direct lors de mobilisations, activités publiques, etc.) Cet aspect pourrait peut-être motiver davantage des camarades plus jeunes à rejoindre les comités de rédaction.

3) Mettre la priorité sur les sites d'info (IVP, PVI, Inprecor et *Morasalat Alomamia*) en mettant sur pied une équipe de presse multilingue. Cette équipe aura pour objectif de coordonner la politique éditoriale de la IV (ce qui n'implique pas nécessairement d'avoir des sites identiques dans toutes les langues) et de développer

un réseau de correspondant-es pour la couverture d'événements tels que des mobilisations importantes, des rencontres internationales, etc. Lors du CI de février 2024, un groupe de camarades s'était réuni afin d'avancer dans ce sens. Ce groupe pourrait déjà constituer un noyau de départ pour ce travail.

4) Réserver l'utilisation du site *fourth.international* pour les publications plus « institutionnelles » de la IV (déclarations, résolutions, textes de congrès, liens vers les archives, vers les sites de nos organisations et de notre presse, etc.).

5) Lancer une campagne financière permettant de passer à la 2^e phase.

2^e phase : faire un saut qualitatif et harmoniser notre identité graphique

Cette seconde étape implique de se doter de moyens financiers pour pouvoir la réaliser. Lors du lancement du site *fourth.international* en 2020/2021, la somme de 10 000 euros avait été récoltée. Il est indispensable de relancer un appel à dons extérieurs et au sein des sections, en chiffrant à l'avance et de manière détaillée la somme dont nous aurons besoin.

Il faut distinguer ici deux aspects sur lesquels avancer dans l'ordre : d'abord le fond et ensuite la forme.

Sur le fond

La priorité sera tout d'abord de diversifier nos productions via des vidéos plus élaborées et des podcasts (par exemple en mettant à profit les réunions du CI ou du Bureau pour interviewer des camarades). Cela implique d'investir dans du matériel audio/vidéo, sponsoriser certains posts sur les réseaux sociaux pour faire connaître nos sites, etc.

Sur la forme

La dernière étape implique de réviser l'identité graphique de nos principaux sites pour aboutir à quelque chose de visuellement attractif, cohérent et immédiatement identifiable comme faisant partie d'une même organisation internationale, et qui permette aussi la publication de vidéos et de photos sur tous les sites, etc. Cette étape devra avoir comme base les sites existants, afin de ne pas perdre les efforts réalisés jusqu'ici. En parallèle, l'identité graphique de la revue papier *Inprecor* pourrait aussi être refaite afin d'être cohérente avec la nouvelle version des sites.

Le préambule à tout cela sera l'organisation d'un séminaire sur notre presse à l'IIRF d'Amsterdam avant la réunion du CI 2026 pour permettre une discussion plus approfondie au CI. Le but du séminaire sera de réunir les camarades prêt-es à s'investir dans ces tâches et de mettre en commun

le savoir-faire des différentes sections sur la presse (papier, web, réseaux sociaux). Cette rencontre permettra de renforcer la coordination entre les sections nationales et de motiver des camarades à rejoindre les comités de rédaction. Elle devrait aussi servir à réfléchir collectivement aux outils collaboratifs à utiliser afin de faciliter l'utilisation d'une même production dans différentes langues (traduire, sous-titrer des vidéos, partager des photos, etc.).

Un effort (organisationnel, militant et financier) doit être fait par l'Internationale pour réaliser ce saut qualitatif dans la diffusion de nos idées, en accord avec nos statuts :

« Le CI est donc responsable, par l'intermédiaire des instances qu'il désigne, pour la publication de la presse officielle de l'Internationale – si possible en trois langues, anglais, espagnol et français – qui publiera les documents essentiels des congrès mondiaux et des instances de l'Internationale, des articles et documents sur les événements internationaux et la vie des sections et se fera le relais des campagnes internationales. » (Art. 15 des statuts de la IV^e Internationale).

Il doit y avoir un renforcement mutuel entre nos expressions publiques nationales et internationales, ainsi qu'une promotion mutuelle des sites web, des publications sur les médias sociaux, le partage d'articles, etc. Beaucoup de nos dirigeant-es au niveau national ont des audiences bien plus importantes que celles de nos publications internationales – cela devrait être utilisé pour

promouvoir les articles, les déclarations, etc. de l'Internationale.

Édition de livres

Nous avons développé une activité d'édition en langue anglaise par le biais de publications conjointes de Socialist Resistance et l'IIRF, bien que l'IIRF puisse publier des livres dans d'autres langues et que Socialist Resistance/Anti*Capitalist Resistance publie des livres concernant des centres d'intérêt spécifiquement britanniques. Nous avons également un accord avec une maison d'édition (Merlin Press) en Grande-Bretagne, qui assure une meilleure conception et distribution pour les livres qu'ils acceptent de publier conjointement. Nous avons également coopéré avec Haymarket Books et la série Historical Materialism pour publier des livres écrits par des camarades.

Nos camarades en Italie et dans l'État espagnol ont également des activités d'édition viables, et, dans le cas de l'État espagnol, le projet d'étendre leur audience à l'Amérique latine. La Brèche reprend un petit travail d'édition en français.

Il serait important de croiser ces activités et d'aider à la projection internationale des œuvres de nos propres camarades. L'un des obstacles les plus difficiles à surmonter est la traduction. Il existe plusieurs livres de camarades que nous aimerions traduire et publier. La traduction de publications que nous avons réalisées a reposé sur les efforts de camarades individuels.

Sur la base des contributions publiées sur nos sites internet, de nos livres et des activités organisées par l'IIRF, nous devrions chercher à renforcer notre présence dans les espaces où la gauche marxiste discute : les conférences de Historical Materialism, notamment la conférence annuelle de Londres, y compris son volet marxiste-féministe, Socialism aux États-Unis et d'autres conférences occasionnelles ou régulières telles que celles organisées en Amérique latine autour de Trotsky et du trotskisme.

B/ Les organisations nationales et l'Internationale

Nos statuts stipulent :

Préambule : [...] Les sections nationales constituent les unités organisationnelles de base de la Quatrième Internationale. Le but

Les participant-es à l'école écosocialiste de 2019 à l'Institut international de recherche et de formation.



de chaque section nationale est de rassembler toutes les forces qui partagent nos buts communs pour construire un parti marxiste révolutionnaire de masse capable de jouer un rôle décisif dans la lutte de classe dans le pays vers une victoire socialiste. Le développement de ses sections nationales est le moyen par lequel la Quatrième Internationale cherche à atteindre son but émancipateur, étant donné qu'une organisation internationale ne peut remplacer ou se substituer à une section nationale pour agir dans une révolution.

Partie I. Les sections

Article 1.

L'Internationale est composée de sections nationales qui adhèrent aux principes exposés dans le préambule de ses statuts, participent à ses activités et à sa vie organisationnelle et s'acquittent de la cotisation convenue. Les sections nationales sont ancrées dans la réalité des luttes de classes de leur pays, tout en construisant ensemble l'Internationale, y compris en y affectant des militant·es et des moyens matériels. Les cotisations qui doivent être acquittées font l'objet d'un accord avec les directions des sections, prenant en compte leurs ressources financières.

C'est par l'existence même des sections nationales et leur participation active aux réunions, écoles et autres activités que l'Internationale existe.

Elles sont informées de ces activités par des circulaires envoyées sous la responsabilité du Bureau par courrier électronique à leurs membres du CI et aux adresses de leurs organisations nationales. Les directions nationales doivent donc veiller à ce que ces envois soient suivis, que les adresses de destination soient tenues à jour, que leur contenu soit porté à la connaissance des instances dirigeantes concernées et, dans la mesure du possible, des camarades proposé·es pour participer aux activités.

De même, les différentes listes de courrier électronique régionales et thématiques doivent être surveillées et la possibilité d'échanger des informations doit être utilisée pour développer la conscience internationaliste de toutes nos camarades.

La salle principale de l'IIRF, où se déroulent les formations et certaines réunions. © IIRF



Les publications en ligne ou sur papier de l'Internationale s'appuient également sur les efforts des sections pour fournir des articles et les diffuser à leur tour en mettant en évidence dans leurs propres publications les sites internet, les pages Facebook et les comptes Twitter des publications internationales.

Le financement de l'Internationale est également le produit des contributions des sections. Le paiement des cotisations directes – pour permettre à l'Internationale elle-même d'avoir les moyens de maintenir un appareil central (très limité) et d'essayer d'aider les sections qui en ont besoin à participer aux événements internationaux – est crucial. Il n'y a pas de formule de calcul fixe, ce point doit être prioritaire dans le budget des sections.

Les sections contribuent également au financement de l'Internationale en prenant en charge les frais de voyage et d'inscription de leurs propres camarades aux réunions et écoles internationales.

Le paiement des cotisations directes provient essentiellement des pays capitalistes avancés (qui prennent également en charge l'intégralité du financement de leur participation), tandis que pour les pays du Sud, nous demandons aux sections de payer au moins 50 % de leurs frais de voyage et des coûts de participation, à titre de contribution.

Article 3

L'efficacité de l'Internationale exige que les rangs des révolutionnaires s'identifiant à la Quatrième Internationale soient unifiés dans chaque pays. Pour cette raison, les membres de l'Internationale doivent agir pour qu'une telle unification ait lieu au sein d'une section unifiée de l'Internationale.

Ces dernières années, nous avons vu un nombre croissant de cas où nos sections se sont divisées, généralement sur la base d'une orientation nationale, alors que toutes les parties souhaitent rester au sein de la Quatrième Internationale.

C'est ainsi que nous avons été amené·es à reconnaître comme groupes de membres plusieurs organisations d'un même pays, les considérant ensemble comme la section. Ceci dans le but de maintenir autant que possible les camarades dans un cadre commun qui, nous l'espérons, permettra à terme de reconstituer une section unie. Dans ce cas, cet objectif doit rester constant dans l'activité des organisations et des formes d'activités communes doivent être menées en tant que Quatrième Internationale, telles que des publications, écoles et réunions publiques. L'objectif ultime devrait être la construction d'une orientation commune en matière de politique nationale, comme base de la réunification de la section.

La Commission des mandats de chaque congrès mondial devrait examiner ces cas afin d'évaluer dans quelle mesure cet engagement est toujours présent et si ce statut doit être maintenu.

Lors de chaque congrès, la Commission des mandats vérifie en tout cas le

“ C'est par l'existence même des sections nationales et leur participation active aux réunions, écoles et autres activités que l'Internationale existe. ”

statut de chaque organisation et si elle continue à remplir les critères de reconnaissance. Dans certains cas, une commission spéciale du congrès peut être constituée pour effectuer ce travail et formuler des recommandations. La Commission des mandats et les éventuelles commissions spécifiques rendent compte au Congrès qui vote sur leurs recommandations, conformément aux statuts qui précisent que « dans les questions relatives aux sections nationales il sert d'instance suprême d'appel et de décision » (article 9).

Les statuts prévoient deux autres catégories.

Article 7

Dans la reconnaissance que dans des conditions différentes il y aura des organisations qui soutiennent la Quatrième Internationale et qui ne sont pas encore en mesure de ou prêtes à assumer les responsabilités d'une section, le Congrès mondial ou son CI élu peut accorder le statut formel d'organisation sympathisante à de tels groupes. Les organisations sympathisantes doivent rendre publiques les orientations et promouvoir la presse de la Quatrième Internationale, soutenir et participer aux activités internes et externes de la Quatrième Internationale et verser des cotisations suivies à la Quatrième Internationale.

Les représentant-es d'organisations sympathisantes seront invité-es aux réunions du CI et au Congrès mondial où iels auront le droit de parole et le droit à une voix consultative dans les cas où l'organisation répond aux critères de cotisation formelle.

Le but du statut formel d'organisation sympathisante est de jeter un pont en direction du développement de sections nationales dans les pays concernés.

Article 8

Les organisations qui partagent les orientations de lutte de l'Internationale, mais qui ne souhaitent pas y adhérer formellement peuvent obtenir un statut d'« observateur permanent ». Ce statut autorise à participer aux réunions d'instances internationales spécifiées pour chaque organisation, avec prise de parole mais sans droit de vote.

C/ Fonctionnement des instances de direction

Le Comité international est l'organe dirigeant de l'Internationale élu lors du Congrès mondial sur proposi-

tion des différentes délégations nationales. Nous avons décidé ces dernières années de représenter toutes nos organisations nationales. La tenue de telles réunions représente un effort logistique et financier important que nous avons décidé d'entreprendre dans le souci de construire une direction internationale horizontale et non, comme c'est le cas pour d'autres courants internationaux, une Internationale dominée par une seule organisation nationale. Bien que les réunions en ligne soient un complément précieux aux réunions en présentiel, elles ne permettent pas la même qualité d'échange, à la fois formel et informel, que les réunions physiques. En outre, les contraintes liées aux réunions sur plusieurs fuseaux horaires, qui limitent considérablement le temps disponible, excluent le travail en commissions ou en petits groupes. La réunion physique annuelle du CI reste donc une priorité.

Sa composition lors de ses réunions annuelles peut être sujette à des changements car les organisations nationales ont le droit de remplacer temporairement ou définitivement les membres élu-es (avec l'accord du/de la membre élu-e concerné-e). Cela peut rendre difficile, même en temps normal (en dehors de la pandémie où nous n'avons pas pu tenir de réunion physique entre 2019 et fin 2023), la constitution d'une équipe collective du CI dans son ensemble ou dans les commissions émanant essentiellement des membres du CI.

Dans la composition du Comité international, la règle générale est que lorsqu'il y a deux membres ou plus d'une organisation, il ne doit pas y avoir deux hommes et que la composition de l'organe dans son ensemble doit s'efforcer d'atteindre l'objectif de la parité. Cette responsabilité incombe à la Commission des nominations qui discute avec les organisations de leurs nominations, et aux organisations nationales si elles remplacent leurs membres pour des réunions individuelles ou de façon permanente.

Les procès-verbaux du Comité international sont envoyés aux organisations nationales pour communiquer des informations non seulement sur les décisions prises mais aussi sur les personnes présentes, le niveau de participation aux différentes discussions, etc. La transmission du contenu

des discussions, aboutissant ou non à des décisions, est l'un des rôles du site à travers la publication de textes, mais aussi, selon les modalités propres à chaque organisation, à travers les comptes rendus des membres du CI.

Le Bureau est un organe exécutif élu au sein du CI.

Sa composition est basée sur les principales sections de l'Internationale et comprend les camarades qui assument les principales tâches permanentes de l'Internationale, notamment en ce qui concerne nos publications externes et notre travail de formation. Les camarades élu-es au Bureau ont l'accord et le soutien de leurs directions nationales, ils ne sont pas des individus isolés.

Depuis 2010, nous avons fait l'effort d'organiser des réunions régulières du Bureau (deux ou trois par an) avec la présence de camarades de tous les continents, même si la composante ouest-européenne reste prédominante. Le développement des réunions en ligne pendant la pandémie nous a permis d'avoir des réunions plus fréquentes et nous amène à envisager de continuer avec moins de réunions physiques pour des raisons de coût et de temps, et de les combiner avec des réunions en ligne.

Pour renforcer la relation entre l'activité du Bureau et les sections, nous avons pris l'habitude d'envoyer une circulaire après les réunions du Bureau pour expliquer les discussions qui ont eu lieu et les décisions éventuelles.

Depuis 2018, nous disposons également d'un **Secrétariat du Bureau élargi** qui bénéficie également de la possibilité de réunions en ligne et qui, plus récemment, a pu intégrer des camarades d'Amérique latine. Le Secrétariat traite toutes les questions au fur et à mesure qu'elles se posent, soit directement, soit en les relayant auprès des instances appropriées. Il prépare les réunions du Bureau et, dans une large mesure, celles du CI et veille à ce que les décisions soient mises en œuvre.

Cependant, le fonctionnement collectif du Bureau et du secrétariat reste faible, car entre les réunions, il n'est pas toujours possible d'avoir des réactions rapides et collectives, et peu de camarades ont pu prendre des responsabilités permanentes ou s'engager dans des tâches qui dépassent la participation aux réunions. Très peu de nos organisations nationales disposent d'un personnel à temps plein

et, par conséquent, la grande majorité des camarades qui assument des responsabilités au niveau international les combinent déjà avec des tâches de direction nationale ainsi qu'avec un travail rémunéré – quand ils ou elles ne sont pas déjà à la retraite.

Nous devons examiner la possibilité de supporter des frais de personnel supplémentaires pour permettre à d'autres camarades d'être permanent-es du parti à temps plein ou partiel, ainsi que les ressources que nos sections sont en mesure d'apporter.

La question du renouvellement – rajeunissement, féminisation – de nos instances dirigeantes doit être une préoccupation à tous les niveaux. C'est un défi particulièrement difficile à relever pour la direction internationale où tous les facteurs qui jouent contre la pleine participation des jeunes camarades, des camarades femmes, et autres, sont particulièrement forts. En outre, pour les pays qui n'utilisent pas l'une des trois langues de travail de l'Internationale, il y a l'obstacle de la nécessité d'un bon niveau de maîtrise d'une langue étrangère.

L'effort pour assurer la traduction simultanée dans nos réunions de direction est donc politiquement important. Il s'agit d'une tâche organisationnelle majeure qui exige qu'un certain nombre de camarades fassent ce travail bénévolement. Cette difficulté est un obstacle à l'organisation de réunions plus régulières des organes de direction, des commissions, etc. Elle serait accrue par l'ajout de toute autre langue

de travail et toute proposition en ce sens doit être prise en charge par les organisations concernées.

D/ Coordinations régionales

Une coordination régionale forte est un renforcement de l'Internationale dans son ensemble, permettant à un réseau plus large de camarades de discuter dans un cadre internationaliste, et à nos organisations de s'entraider, au sein de leur région, dans leur activité politique par des campagnes spécifiques, l'échange d'orateurs-trices pour des événements publics ou internes afin de renforcer nos propres organisations... Ces activités devraient également contribuer à développer des relations avec d'autres organisations de la région. La capacité de l'Internationale à attirer des organisations issues d'autres traditions est un élément essentiel de la construction de l'Internationale marxiste ouverte et révolutionnaire qui est notre objectif. Nous avons fait des progrès importants à cet égard, notamment en Asie, et pas seulement, et c'est une perspective que nous devons continuer à travailler.

Nos listes de courrier électronique continentales constituent un forum d'échange entre les sections. Nous devrions également encourager nos organisations à avoir un-e (ou plusieurs) camarade chargé-e de suivre ces listes, à la fois pour envoyer du matériel approprié et pour partager le matériel reçu.

Les réunions régionales sont une étape cruciale dans la mise en place de ces coordinations régionales. Les réunions en ligne sont utiles mais, comme pour tous les autres niveaux, les réunions physiques sont irremplaçables pour construire les liens politiques et humains qui développent la compréhension internationaliste entre nos camarades.

Dans le cadre de ces réunions, il est important d'encourager la présence de camarades femmes (et de camarades plus jeunes). Les délégations devraient être mixtes (parité) et des commissions ou groupes de femmes devraient être organisés en lien avec ces réunions. L'objectif devrait être de créer des commissions régionales de femmes pour étendre et renforcer notre travail femmes et la Commission internationale femmes, comme les camarades asiatiques commencent à le faire.

Dans le passé, nous avons organisé des réunions spécifiques des BP d'Europe et d'Amérique latine, ainsi que l'école de Manille pour la région Asie. Nous avons développé la pratique des réunions régionales au sein du CI, qui ont notamment remplacé les réunions des BP européens, certaines réunions latino-américaines ont été organisées et l'école de Manille s'est poursuivie jusqu'en 2019. Une nouvelle session de l'école de Manille est proposée pour 2024.

Deux problèmes ont été signalés :

- il n'y a pas assez de temps pour les réunions régionales pendant le CI,



Rencontres internationales de jeunes en 2022 à Vieure, France. © Inprecor.

- il n'est pas possible de former d'autres camarades en tant que cadres internationalistes à ce niveau (uniquement dans un cadre sectoriel par le biais des commissions).

L'initiative politique pour la coordination régionale doit venir des organisations nationales elles-mêmes mais ce doit être aussi une tâche spécifique et permanente des camarades des différentes régions au sein du Bureau pour faciliter les comités de coordination régionale.

E/ Les commissions thématiques

Nos commissions thématiques doivent jouer un rôle crucial dans le développement de notre réflexion sur les questions programmatiques ainsi que dans l'élaboration de la ligne générale de l'activité de nos organisations sur différentes questions. La direction internationale s'appuie sur leurs contributions pour enrichir sa résolution ou pour proposer des résolutions spécifiques.

Nous sommes dans une contradiction entre la volonté de construire des instances stables qui assurent cette élaboration politique de manière continue et la volonté d'intégrer continuellement de nouveaux et nouvelles camarades et de maintenir une relation organique avec les instances dirigeantes. Certaines commissions (écologie, LGBTI) sont élues sur proposition des organisations nationales, la commission femmes est la réunion des camarades femmes du CI qui désignent ensuite des groupes de travail pour l'organisation du séminaire biennuel. La commission antiraciste lancée pendant la pandémie n'a pas vraiment démarré son activité, elle devrait être relancée en intégrant le travail antifasciste. D'autres commissions proposées comme celle du secteur de l'éducation ou (en guise de relance) celle de l'économie sont également au point mort.

Pour chaque commission, nous devons examiner la meilleure option pour sa composition et son fonctionnement.

La réunion annuelle de la commission femmes pendant le CI est un moment très important. Cependant, elle doit être complétée par d'autres réunions au cours de l'année – en ligne ou hybrides.

Les camarades du Bureau doivent avoir pour tâche spécifique et perma-

nente d'assurer le fonctionnement de ces commissions, en collaboration avec d'autres camarades du CI et des directions de section responsables des domaines de travail concernés.

Nous pouvons tenir des séminaires riches et productifs, il y a trop peu de production écrite sous forme d'articles et d'autres moyens d'expression articulant nos opinions. Les motivations et priorités individuelles des camarades priment trop souvent – nos commissions devraient planifier, désigner des camarades et encourager la production collective.

Nous devons trouver des moyens de mettre à la disposition des camarades une plus grande partie de nos archives, non seulement les résolutions écrites, mais aussi les articles, les affiches, les vidéos.

F/ Activités de formation

Notre activité en matière de formation est organisée principalement à travers l'Institut d'Amsterdam (Institut international de recherche et de formation, IIRF) aux côtés de l'Institut de Manille et de l'Institut d'Islamabad. Il y a eu également des propositions visant à créer un Institut international de recherche et de formation en Amérique latine (Brésil) et nous aimerions soutenir et nous joindre à de tels efforts lorsque les conditions seront réunies.

Nos Instituts de formation ont deux principaux objectifs : d'une part fournir des expériences de formation internationales pour nos camarades en plus de ce qui peut être fourni au niveau national et d'autre part être une plateforme destinée à développer notre présence en tant que courant de pensée dans la sphère globale de la gauche marxiste à travers des séminaires ouverts et des publications.

La tenue de réunions internationales physiques de formation est une opportunité précieuse de former des cadres dotés d'une vision internationaliste. L'expérience qui consiste à vivre et à débattre pendant plusieurs semaines avec des camarades venant des quatre coins de

la planète constitue souvent un point déterminant pour acquérir un engagement profond en faveur de l'internationalisme révolutionnaire. Les sections doivent considérer les écoles internationales comme des occasions non seulement pour se construire elles-mêmes mais aussi la Quatrième Internationale au niveau international. Les Écoles jeunes et les Écoles écosocialistes de l'IIRF d'Amsterdam sont parmi les plus importantes activités de la Quatrième Internationale organisées au niveau international. En organisant une École régionale asiatique annuelle, l'IIRF de Manille a joué un rôle déterminant dans la construction de la Quatrième Internationale particulièrement en Asie du Sud-Est.

Ces dernières années, nous avons constaté des différences croissantes entre les niveaux de formation politique parmi les camarades fréquentant ces écoles. Certains pouvaient avoir une expérience de plusieurs décennies de lectures et de discussions marxistes alors que d'autres rencontraient pour la première fois notre courant. Cette inégalité est le reflet de l'inégalité de développement de la gauche dans les différents pays. Cela a incité nos activités de formation

à essayer de fournir une introduction générale à nos idées et à notre stratégie afin de relever le défi d'être utile à des camarades venus d'horizons différents.

Nous avons c e p e n d a n t observé une diminution du nombre

de participant-es. Alors que l'équipe des Instituts et les commissions thématiques sont responsables de l'organisation des écoles et des séminaires, c'est notre responsabilité collective de trouver des participant-es et de créer des ressources pour le bon fonctionnement des écoles et des séminaires.

Les sections devraient adopter une attitude plus active quant à l'envoi de candidat-es pour les écoles et fournir plus d'informations sur leurs besoins en formation. Elles devraient également ne pas se restreindre en raison des contraintes financières, dans la mesure où nous pouvons soutenir collectivement

“ *Vivre dans la société bourgeoise n'est pas une bonne école pour devenir un-e révolutionnaire prolétarien-ne. Nous avons besoin de contre-tendances, de contrepoids à la division du travail et aux relations de pouvoir qui prévalent.* ”

Séminaire autour du centenaire d'Ernest Mandel et de Livio Maitan, en octobre 2023 à l'IIRF, Amsterdam. © Inprecor



les sections qui ont des candidat-es pour participer aux écoles et aux séminaires mais qui ne peuvent pas payer les frais et les dépenses de voyages.

Il devient également plus difficile de trouver des intervenant-es et de rajeunir notre pool d'orateurs. De plus, la majorité de nos écoles internationales et de nos séminaires à Amsterdam se déroulent dans les trois langues de la Quatrième Internationale et nous faisons face à des difficultés pour trouver des interprètes bénévoles pour nos activités. Nous demandons aux sections de proposer des intervenant-es pour les différents sujets couverts dans les écoles et de nous aider à trouver des interprètes.

Comme indiqué précédemment, notre second objectif est de développer notre présence en tant que courant de pensée dans la sphère globale de la gauche marxiste. Nous avons besoin de développer notre programme de publications et de le coordonner davantage avec les programmes de publications des organisations nationales. Jusqu'à maintenant, nos écoles et nos séminaires ne sont pas annoncés publiquement. Ils s'adressent spécifiquement aux membres de la 4^e Internationale et aux camarades de son réseau. Nous croyons qu'en proposant aussi des cours et des séminaires plus courts, sur des thèmes spécifiques, qui seraient organisés et mis en œuvre par des camarades de la Quatrième Internationale, mais ouverts à la gauche au sens large, nous pouvons attirer plus de personnes vers la Quatrième Internationale et accroître nos positions dans des cercles plus larges. L'expérience des camps de jeunes montre que les personnes qui sont

amenées à connaître la Quatrième Internationale à travers ses activités dans la vie réelle ont une meilleure compréhension de ce que nous sommes et de ce que nous voulons.

Durant la pandémie, nous avons exploré les possibilités de formations en ligne et réussi à organiser des écoles et des séminaires plus courts en ligne. Même si ces expériences en ligne, surtout lorsqu'elles se tiennent en plusieurs langues avec traduction, ne peuvent pas remplacer les écoles et les séminaires habituels en présentiel où les participant-es ne se contentent pas d'assister à des conférences et à des débats mais passent également plusieurs semaines à vivre ensemble, nous aimerions aussi fournir des ressources en ligne pour les sections.

Toutes nos activités de formation doivent être considérées comme des travaux collectifs pour renforcer nos sections et l'Internationale. Pour cela nous devons nous assurer que l'information est correctement diffusée et nous devrions élaborer pour créer des manières plus actives de coordonner et d'organiser notre formation internationale. Les camarades qui sont actives et actifs dans l'organisation de la formation politique de leurs sections respectives sont encouragé-es à entrer en contact avec l'IIRF afin de pouvoir travailler ensemble et de se renforcer mutuellement.

G/ Travail jeunes

« La jeunesse doit être la force motrice de notre révolution. » (Che Guevara)

L'importance du travail jeunes pour

recruter des jeunes, pour pousser continuellement à un réajustement de notre programme et de nos activités afin de répondre aux besoins d'un monde en mutation, a été continuellement soulignée dans nos résolutions de construction du parti. Le rythme des changements dans le monde d'aujourd'hui rend cet aspect d'autant plus pertinent au niveau national et international.

Le camp jeunes a été pendant quarante ans une expérience précieuse pour nos sections européennes en attirant de jeunes camarades et en développant de nouveaux cadres dirigeant-es internationalistes pour nos organisations. Il a été pendant cette période la principale activité publique de la Quatrième Internationale, et une expérience exceptionnelle en tant qu'expérience internationaliste auto-organisée pour les jeunes. Les sections européennes doivent s'engager dans une discussion sérieuse pour s'assurer que cette initiative reste un outil utile.

Les possibilités d'étendre la coordination du travail et des campagnes jeunes au-delà des organisations européennes doivent être examinées et développées, en vue de créer d'autres coordinations régionales et une coordination internationale de la jeunesse.

Au niveau national et international, le travail de jeunesse, les initiatives de jeunesse, doivent être prioritaires en tant que terrain de formation pour nos nouveaux cadres internationaux.

H/ Campagnes

La nécessité pour la QI d'être impliquée dans des campagnes internationales actives vient à la fois de raisons objectives de la nécessité des campagnes elles-mêmes mais aussi pour démontrer son existence et son utilité en tant que courant international.

Nous lançons des campagnes de solidarité internationale par le biais d'ESSF, ou directement par le biais de nos sites internet internationaux, ou en relayant une campagne lancée par l'une de nos sections. Nous encourageons également toutes nos organisations à soutenir certaines campagnes de grande envergure. Les propositions de campagnes peuvent émaner de nos organisations nationales, des commissions thématiques, des comités de coordination régionaux ou du Bureau ou du CI.

Néanmoins, nous sommes confrontées à la difficulté d'initier des campagnes en notre nom propre en combinant des organisations internationales et nationales, en raison de la grande variété des configurations organisationnelles de nos organisations nationales. Dans un certain nombre de pays, nos organisations ne sont pas actives publiquement en leur nom propre en tant que section de la Quatrième Internationale.

Nous ne pourrions surmonter ce problème que par une promotion cohérente et bien coordonnée des campagnes et des thèmes d'activité à travers tous nos moyens d'expression publique, ce qui renforce les points évoqués dans la section A. Notre profil d'Internationale ouverte à des campagnes, promouvant la présence et l'activité de nos camarades dans différents pays, est un outil précieux pour le recrutement.

Un thème possible pour une campagne de propagande internationale pertinente dans le monde entier est la question des droits reproductifs.

La campagne immédiate que nous pouvons entreprendre est celle de la popularisation et de la promotion de notre *Manifeste pour une révolution écosocialiste*. En plus de sa publication sur notre site internet, il sera publié sous forme écrite dans au moins les trois langues de travail de l'Internationale comme support pour les réunions publiques et les forums, la promotion sur les réseaux sociaux, etc.

I/ Nos partis

Pour que nos partis soient efficaces, ils doivent être capables de recruter, de former et de garder des camarades, en particulier celles et ceux qui sont victimes d'oppressions spécifiques, mais aussi tous ceux qui souffrent des inégalités sociales.

Comme l'a dit Ernest Mandel, vivre dans la société bourgeoise ne peut pas être une école pour devenir un révolutionnaire prolétarien, c'est-à-dire pour absorber et assimiler dans notre propre conscience une manière différente de se comporter. Nous avons besoin de contre-tendances, de contrepoids à la division du travail et aux relations de pouvoir qui prévalent. C'est ce que nous avons souligné dans notre résolution de 1991 sur l'action positive et construction du parti parmi les femmes. Il est évident qu'il n'existe pas de remèdes

précis applicables partout, à tout moment et dans toutes les formes d'organisations.

Nous réitérons que les réunions non-mixtes sont un outil important et nécessaire pour les camarades femmes – et les autres personnes souffrant de l'oppression patriarcale – pour comprendre, articuler et combattre toutes les formes de cette oppression par leur action dans le cadre collectif du parti. En ce qui concerne l'intégration de personnes racisées dans nos organisations, outre la lutte contre la xénophobie (stéréotypes et préjugés) dans nos propres rangs, nous devons placer la lutte contre toutes les formes de racisme au cœur de nos écrits, actions et mobilisations (et non comme une lutte secondaire et/ou subordonnée à la lutte des classes) et nous devons intégrer dans nos activités et actions les questions qui les touchent le plus (racisme structurel, violence policière, solidarité internationale avec la Palestine), mais aussi avec les pays d'origine de leur migration ou de leurs ancêtres (en particulier s'il s'agit d'anciennes ou d'actuelles colonies), ainsi que la question de la décolonisation des esprits, des musées et des espaces publics. Enfin, nous devons reconnaître que les minorités religieuses sont également victimes de racisme, et que les femmes doivent être libres de disposer de leur corps et de s'habiller comme elles le souhaitent, et de pratiquer ou non leur religion en portant ou non le voile. Dans tous les cas, nous luttons contre leur exclusion de l'école, de l'emploi et de la promotion, des loisirs et du sport.

Notre but n'est pas seulement de recruter des femmes, des personnes racisées ou des jeunes, ou d'atteindre des objectifs spécifiques en ce qui concerne le nombre de femmes membres ou la présence de femmes dans nos organes de direction. Il s'agit également de veiller à ce que le travail politique de nos camarades femmes soit pleinement reconnu et qu'elles soient valorisées en tant que dirigeantes centrales de nos organisations.

Nos statuts de 2003 sont très limités dans leurs indications sur la manière de traiter la question de la violence sexiste et sexuelle, bien qu'ils prévoient que la Commission internationale de recours doit pouvoir se réunir en tant qu'organe composé exclusivement de femmes. Nos différentes organisations nationales en sont à des stades différents dans leurs discussions et leurs expériences sur la

manière de traiter ces questions. Nous avons de nombreuses discussions et contributions, notamment dans nos séminaires et écoles de femmes, qui nous aideraient à développer notre cadre commun sur cette question sans imposer des procédures spécifiques à nos organisations.

Nous considérons comme des principes de base que notre première réponse est de croire les femmes qui se disent victimes de violence, et/ou camarades racisé-es qui se disent victimes de violences sexistes ou xénophobes sous quelque forme que ce soit ; et de veiller à ce qu'elles se sentent à l'aise pour continuer à militer. Les procédures et les protocoles que nous mettons en place sont clairs et transparents – les personnes accusées sont informées de l'accusation et les victimes peuvent s'exprimer librement ; le principe primordial est de rester fidèle à notre engagement de lutter contre les oppressions, en laissant de côté les préoccupations relatives à la « réputation du parti ». L'objectif de nos procédures est que les femmes et toutes les camarades victimes d'oppressions spécifiques se sentent à l'aise dans nos partis et qu'il existe un processus de formation permanente pour toutes les camarades.

La mesure dans laquelle nous sommes capables de contrer la dynamique sociale d'exclusion des femmes, des jeunes, des personnes racisées, de celles et ceux qui ont un niveau d'éducation moins élevé, de l'activité politique et de la direction, et de veiller à ce qu'elles et ils se sentent à l'aise dans nos organisations, sera cruciale pour notre objectif de construire des organisations qui peuvent avoir un poids réel dans la lutte des classes dans son sens le plus large, la lutte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression.

À partir de ce Congrès mondial, nous établirons une liste d'adresses électroniques pour les camarades en situation de handicap et nous demanderons aux organisations membres d'informer le Bureau des camarades intéressé-es à y participer. Nous demandons également à ces camarades de discuter, en collaboration avec le Bureau, de la possibilité d'organiser une réunion en ligne afin de partager les expériences du travail qu'elles et ils effectuent dans leurs territoires et d'examiner les moyens d'améliorer la couverture de la politique du handicap dans nos médias. ■

Le 28 février 2025

COP30 : catalyser un renouveau des luttes

La COP30 à Belém, au Brésil, au cœur de la forêt amazonienne, peut initier un saut qualitatif dans la lutte de masse, seul moyen de débloquent les batailles écologiques, sociales, anti-impérialistes et écosocialistes.

Les mouvements sociaux, environnementaux et anti-impérialistes du monde entier sont confrontés au défi de s'organiser en un mouvement mondial contre la destruction du climat et de la biosphère par le capitalisme. Les COP sur le climat ont été détournées par les intérêts fossilistes, les COP sur la biodiversité sont paralysées et 15 millions de km² de terres ont déjà été désertifiées ou dégradées, tandis que le rythme est maintenant d'un million de km² par an. 2024 a été l'année la plus chaude depuis 120 000 ans, avec une augmentation de 3,6 parties par million (ppm) de CO₂ dans l'atmosphère (la plus élevée jamais enregistrée en une année, 425,38 ppm) et des températures supérieures de 1,5 °C à celles de la période préindustrielle. Sans changements radicaux, nous dépasserons certainement un réchauffement de 2 °C avant 2050. Nous devons donc constater l'échec des traités signés en 1992 à Rio de Janeiro contre la déstabilisation du climat, la perte de biodiversité et la désertification, ainsi que l'échec de l'Accord de Paris de 2015 qui visait à limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C et des 17 objectifs de développement durable adoptés la même année.

Le scénario environnemental catastrophique est aggravé par les dynamiques politiques. Le conservatisme nationaliste, le fondamentalisme religieux et le néofascisme progressent par polarisation contre l'ordre mondialiste. L'économie post-2008 est témoin de processus simultanés de réaffirmation et de radicalisation de l'orthodoxie néolibérale et de la croissance du protectionnisme ; la crise pandémique, elle-même le résultat d'un déséquilibre dans le métabolisme entre la société et la nature, a eu un effet désorganisateur profond sur les chaînes de production mondiales. Les grandes entreprises et les puissances redoublent d'innovation technologique – sur des technologies numériques absurde-



ment gourmandes en énergie, comme les intelligences artificielles, mais aussi sur des technologies irrationnelles de séquestration du carbone, justification du maintien du statu quo en faveur des énergies fossiles. Les bouleversements géopolitiques intensifient les conflits entre impérialismes et sous-impérialismes et génèrent des guerres dévastatrices ; les dépenses militaires explosent partout. Les pressions voraces de l'économie mondiale se multiplient et, à la périphérie du système, les pressions néo-extractivistes et néocoloniales forment des zones où peuples et des territoires sont sacrifiés. Ils veulent que tout soit privatisé et que seule la finance mondiale soit prise en compte dans les politiques environnementales mondiales, à travers la création de « marchés du carbone ». Rien de tout cela ne contribue à la lutte contre les crises environnementales ; même les politiques de « transition énergétique » précédemment convenues se sont révélées très fragiles.

Aujourd'hui, avec l'élection de Trump, le racisme, la xénophobie et l'intolérance ont rejoint le fossilisme et le négationnisme scientifique pour dicter les politiques au cœur du capitalisme. Le nouveau gouvernement américain menace déjà de promouvoir des annexions territoriales type « big stick », indiquant qu'il agira comme un État

« hors la loi », au mépris de l'ordre juridique international instauré par Washington après la Seconde Guerre mondiale. Trump a une fois de plus retiré les États-Unis des accords sur le climat, il combat les propositions de transition énergétique et promet l'expansion illimitée de l'extraction des combustibles fossiles. Dans la lutte contre les formes contemporaines de fascisme, la lutte anti-impérialiste plus classique devient inséparable de la lutte environnementale.

Les catastrophes retentissantes se multiplient chaque année : Derna en Libye, Porto Alegre au Brésil, Valence en Espagne ne sont que les exemples les plus récents. Mais ce sont les populations rurales et les périphéries des grandes villes qui sont les plus touchées, les pauvres, les femmes, les enfants et les personnes âgées, les populations racisées, les plus vulnérables... La pollution de l'air est la deuxième cause de mortalité dans le monde, causant la mort de plus de 8 millions de personnes chaque année. Bien que peu médiatisée, la grande sécheresse qui a frappé l'Amazonie en 2023-2024 a eu des impacts durables sur l'ensemble de l'humanité, rapprochant ce biome stratégique du système terrestre, déjà fragilisé par la déforestation, de son point d'inflexion (« tipping point »), à partir duquel la forêt s'effondre. Certains des plus grands scientifiques du

climat ont intitulé leur rapport sur l'état du climat à l'horizon 2024 « Perilous times on planet Earth » (1). Nous ne pouvons que réaffirmer leurs diagnostics et leurs avertissements très sérieux !

Les secteurs informés de la population savent que le « système » sème les tempêtes ; les secteurs critiques savent que le coupable a un nom : le capitalisme. La compétition pour l'accumulation, l'avidité du profit à tout prix, la loi de la valeur, ont atteint une ampleur telle qu'elles sont devenues incompatibles avec le respect des rythmes de la vie et des limites des systèmes naturels de la planète. Le capitalisme vert est impossible. Les libres marchés et les gouvernements corrompus par les hommes d'affaires nous ont conduits à ce désastre. L'anticapitalisme contemporain lui aussi a un nom : l'écocapitalisme. Il n'y a pas d'avenir pour la civilisation et la biosphère terrestre sans la rencontre des luttes socio-environnementales avec une nouvelle forme d'organisation socialiste de l'humanité. Pour faire avancer ce projet, il faut reconquérir l'indépendance politique des exploités et des opprimés et porter les luttes sociales, environnementales et anti-impérialistes à de nouveaux niveaux de cohérence, d'organisation et de mondialisation.

La COP30, qui se déroulera en novembre 2025 à Belém, offre une occasion unique d'y parvenir. L'événement aura lieu au Brésil, sous le gouvernement de Lula, et dans une capitale située dans la forêt amazonienne. Tous les mouvements sociaux brésiliens unissent déjà leurs efforts pour organiser un sommet des peuples avant et en parallèle de la COP30. Les espaces ouverts et unitaires où les mouvements sociaux puissent se rencontrer et s'exprimer ensemble (comme lors des Forums sociaux mondiaux) font défaut et cette aspiration est canalisée vers Belém.

Les conditions sont particulièrement favorables. L'Amazonie est la seule région qui a maintenu une tradition régulière d'organisation de Forums sociaux panamazoniens (FOSPA) tous les deux ans ; le 10^e FOSPA en 2022 était à Belém et le 11^e en 2024 a eu lieu à Rurrenabaque, en Bolivie. Avec l'Assemblée mondiale pour l'Amazonie (AMA), le Réseau ecclésiastique panamazonien (REPAM) et la Coordination des organisations indigènes du bassin amazonien (COICA), les FOSPA ont alimenté une dynamique supranationale de rencontres des mouvements indigènes et sociaux de la région, construisant des relations de confiance, un agenda commun radical pour lutter contre l'extractivisme et la violence qui l'accompagne. Ils ont égale-

ment tissé des liens avec le mouvement climatique mondial.

En juin 2024, le 11^e FOSPA a produit « Un appel de l'Amazonie pour construire un accord pour la vie face à l'effondrement climatique et écologique » (2) qui prend comme point de départ le slogan classique du mouvement climatique, « changer le système capitaliste, pas le climat », pour appeler à la formation, autour d'une plateforme en dix points, d'une coalition mondiale pour la défense du climat et de la vie. Cette coalition s'était déjà réunie à Belém en août 2023, lors du Sommet des Présidents de la Panamazonie, et s'est retrouvée à Yasuni au Pérou en août 2024, lors de la COP16 sur la biodiversité, à Cali en Colombie en octobre et à Rio de Janeiro en novembre, où une proposition d'accord entre les mouvements de la forêt tropicale a été produite. Un séminaire international pour tracer le chemin final vers Belém est prévu à São Paulo fin mai 2025. Par ailleurs, la 1^{re} Rencontre écosocialiste d'Amérique latine et des Caraïbes, qui s'est réunie à Buenos Aires en mai 2024 (conjointement avec la 6^e Rencontre écosocialiste internationale), a fixé son prochain point de rencontre à Belém, dans les jours qui précèdent la COP30. Dans un espace autonome à Belém, le Sommet des Peuples cherchera à exprimer les conflits sociaux et politiques et les initiatives d'articulation nécessaires pour reconstruire un puissant mouvement climatique mondial.

L'espace ouvert aux mouvements sociaux à Belém est également l'occasion de promouvoir une autre initiative stratégique, une dynamique de rencontres antifascistes, aujourd'hui rendue plus urgente par la mise en place de l'administration Trump et ses politiques nationalistes réactionnaires. Initialement prévue en mai 2024 à Porto Alegre, la Première Rencontre antifasciste a dû être reportée en raison de la catastrophe climatique qui a détruit la région. Mais sa nécessité est plus grande que jamais. L'organiser cette année disperserait les forces qui devraient converger vers la convocation de Belém. Mais nous devrions profiter de Belém pour organiser une pré-réunion capable de faire levier pour la tenue de la Première Rencontre internationale antifasciste au premier semestre 2026.

Concernant la COP30, il ne s'agit pas de se faire des illusions sur la possibilité que les négociations internationales entre États produisent, dans le scénario actuel où le fossilisme a été renforcé par les victoires de Trump aux États-Unis et la croissance de

l'extrême droite dans l'Union européenne, un accord qui actualise les objectifs nationaux d'émissions ou requalifie le processus de négociations climatiques (de plus en plus perçues comme indissociables de celles sur la biodiversité et la désertification). Le premier défi pour les mouvements de travailleur-ses et les secteurs populaires est de faire converger les luttes socio-environnementales dans un mouvement international capable de porter les conflits à un niveau qualitativement supérieur.

Nous ne devons pas minimiser les difficultés qui nous attendent. Belém n'est pas Porto Alegre et la COP30 n'est pas un Forum social mondial. La ville est l'une des capitales d'État du Brésil dont l'infrastructure urbaine est la plus précaire, et l'infrastructure hôtelière a déjà été réservée par le gouvernement brésilien pour la COP30. Le président Lula a nommé l'ambassadeur André Corrêa do Lago, un vétéran des négociations climatiques, président de la COP, mais il sera limité par la corrélation défavorable des forces au sein de l'exécutif fédéral brésilien – où l'agro-industrie, le fossilisme et l'extractivisme exercent une influence décisive. Le gouvernement fédéral, l'État de Pará et la municipalité de Belém sont alignés et ont déjà fait savoir qu'ils chercheraient à réduire la participation sociale lors de la COP.

Mais nous ne nous fixons pas des objectifs impossibles à atteindre : Belém a déjà accueilli un FSM en 2009 avec plus de cent mille participant-es. Les mouvements sociaux de Belém et de Panamazonie sauront accueillir chaleureusement celles et ceux qui viendront en solidarité avec leurs luttes, stratégiques pour le monde entier.

Les militant-es de la IV^e Internationale au Brésil, de leurs différentes organisations, doivent faire converger leurs efforts et, en harmonie avec ceux d'autres pays, faire en sorte que Belém soit un espace ouvert aux mouvements, aux échanges politiques et à l'organisation de campagnes. Nous devons concrétiser notre Manifeste pour une révolution écosocialiste. L'invitation à Belém est un appel à un saut qualitatif dans la lutte de masse, seul moyen de débloquer la lutte écologique, sociale et anti-impérialiste, la lutte écosocialiste ! ■

Le 28 février 2025

1) « Période dangereuse pour la planète Terre », *BioScience*, 12 décembre 2024.

2) Asamblea Mundial por la Amazonia, 15 juin 2024.

Diverses motions de solidarité

Pas d'agression contre la Syrie

La Quatrième Internationale salue le peuple syrien et le félicite pour le renversement de la dictature d'Assad. Cet événement historique a été réalisé grâce à la persévérance du peuple syrien et à son insistance sur la justice, ainsi qu'à d'énormes sacrifices.

Nous condamnons avec la plus grande fermeté les attaques incessantes d'Israël contre la Syrie et les politiques expansionnistes qui cherchent à occuper des parties toujours plus grandes de la Syrie et à exploiter la situation fragile pour voler la terre à ses habitants. Nous refusons qu'Israël puisse avoir des exigences à l'égard de la Syrie et de la manière dont elle organise sa propre sécurité.

Israël ne peut poursuivre son agression contre ses voisins qu'avec le soutien permanent des États-Unis, beaucoup plus large et très dangereux avec Trump.

La dernière attaque, perpétrée délibérément pendant la conférence de Dialogue National, vise manifestement à saper tout espoir d'unité syrienne et, de ce fait, à compromettre toute perspective de développement démocratique.

Nous restons critiques à l'égard du gouvernement d'al-Charaa, qui a concentré le pouvoir politique entre ses mains, une action qui menace en elle-même le pluralisme et le multiculturalisme de la Syrie.

Seul le peuple syrien uni et organisé démocratiquement à travers ses propres organes de pouvoir – comme cela a été le cas avec les Comités locaux de coordination – peut garantir une défense contre le banditisme impérialiste.

Toutes les minorités nationales méritent d'être pleinement reconnues et de jouir de droits démocratiques. Les vautours impérialistes tenteront de semer la division et utiliseront tous les prétextes possibles pour s'emparer de nouvelles parties de la Syrie.

La Quatrième Internationale est totalement solidaire du peuple syrien et de ses aspirations à la démocratie et à la justice. Les attaques lâches d'Israël montrent que la perspective la démocratie dans la région arabe reste la plus grande la menace pour le sionisme.

La défense du droit du Panama sur son canal

Au Panama, l'extractivisme a subi de sérieux revers. L'alliance entre les organisations de masse les plus importantes a permis d'ouvrir un cycle de mobilisations qui a contribué à une explosion sociale qui a forcé la fermeture des opérations de la mine.

En repréailles, depuis le 18 novembre 2023, le gouvernement et les banques ont fermé la plupart des comptes bancaires du Sindicato Único de Trabajadores de la Construcción y Similares (Suntracs).

Cette année, ils ont été complètement fermés sur instruction du président Mulino, en repréailles à son rôle actif dans la lutte contre un projet de loi qui vise à céder les 20 milliards de dollars de réserves de la Caisse de Sécurité Sociale au capital financier, à abaisser encore le montant déjà maigre des fonds de retraites en faisant passer l'ensemble du système sur des comptes individuels, et à augmenter l'âge de départ à la retraite.

Alors que Donald Trump s'engage sur la voie de coloniser à nouveau le pays et à reprendre le contrôle de son principal atout, le canal, le gouvernement panaméen s'en prend à son propre peuple et accorde aux États-Unis des concessions dangereuses, comme une base militaire dans la jungle du Darién, pour un camp de concentration destiné à incarcérer les migrant-es expulsé-es de leur territoire.

Nous exigeons du gouvernement panaméen le déblocage immédiat et le fonctionnement des comptes de Suntracs. Nous lui demandons le retrait de l'infâme projet de loi 163 et qu'il utilise son siège au Conseil de Sécurité pour dénoncer les dangereuses menaces de Trump. Nous dénonçons l'action collaborationniste du président Mulino quand il déclare que la frontière sud des États-Unis se trouve dans la jungle du Darién.

Nous demandons instamment l'ouverture d'une campagne de solidarité pour la réouverture des comptes de Suntracs et la défense du droit du Panama sur son canal.

Solidarité avec Joseph Daher

Le congrès de la Quatrième Internationale apporte son soutien et son entière solidarité au professeur Joseph Daher, victime d'une procédure arbitraire de la part de la direction de l'université de Lausanne (UNIL)

qui a refusé, de manière soudaine et injustifiée, de renouveler son contrat de travail.

Chercheur internationalement reconnu, Daher est aussi un défenseur engagé de la cause du peuple palestinien dans sa lutte pour ses droits contre l'État d'Israël. La mise à l'écart de Joseph Daher s'inscrit plus généralement dans un contexte politique de pressions et de répression contre les scientifiques engagées en solidarité avec la Palestine. Nous demandons avec vigueur et indignation la réintégration immédiate de notre collègue Joseph Daher à son poste d'enseignant au sein de la Faculté des Sciences sociales et politiques à l'UNIL.

Solidarité avec la grève générale en Grèce

Deux ans après l'accident ferroviaire meurtrier de Tèmbi, le peuple grec organise aujourd'hui l'une des plus grandes grèves et mobilisations pour exiger transparence et punition. Deux choses très difficiles dans une Europe néolibérale, où le bradage des chemins de fer est le résultat du chantage exercé par l'Union européenne sur la Grèce il y a exactement 10 ans. Les tentatives d'occultation des causes réelles ont conduit à une prise de conscience et à une mobilisation encore plus grandes.

En ce triste anniversaire, le Congrès de la IV^e Internationale qui s'achève aujourd'hui salue la mobilisation massive du peuple grec, qui redonne espoir au prolétariat européen.

Motion pour la réintégration de Gaël Quirante

Le congrès mondial décide de prendre part à la campagne européenne pour la réintégration de Gaël Quirante à La Poste. Le camarade est licencié de la Poste pour des faits de grève depuis 2018 par la ministre du Travail de Macron pour des faits datant de 2010 et contre l'avis de l'Inspection du travail qui parlait de discrimination syndicale.

Notre camarade a entrepris un recours pour sa réintégration auprès de la Cour européenne des droits de l'Homme. Le congrès mondial décide de soutenir cette campagne unitaire et de revendiquer la réintégration de notre camarade à La Poste.

28 février 2025

